

L'INDICATEUR 2007

Fédération des chambres
de commerce du Québec



fccq

Pour un Québec gagnant

Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)

Grâce à son vaste réseau de 164 chambres de commerce, la FCCQ représente 57 000 membres exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. Plus important réseau d'affaires au Québec, la FCCQ est l'ardent défenseur des intérêts de ses membres au chapitre des politiques publiques, favorisant ainsi un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

Mission

Promouvoir la liberté d'entreprendre qui s'inspire de l'initiative et de la créativité afin de contribuer à la richesse collective en coordonnant l'apport du travail de tous.

INTRODUCTION

Pour un Québec gagnant

La vision économique de la FCCQ *Pour un Québec gagnant*, lancée en février 2006, a permis de mettre sur table les différents moteurs et véhicules jouant sur la compétitivité et le potentiel de croissance de notre économie.

Ce plan d'action économique — collé aux forces et aux faiblesses de l'économie québécoise — doit également rester en accord avec son évolution et celui de son environnement. Ainsi, *L'indicateur* de la FCCQ viendra chaque année faire un bilan de l'avancement du Québec quant aux huit axes d'intervention jugés prioritaires par la communauté d'affaires et visés par la FCCQ dans sa *Vision économique – Pour un Québec gagnant*. Il convient de préciser que ces axes d'intervention relèvent des facteurs structurels influençant la performance économique du Québec. Par facteurs structurels, on entend entre autres les éléments d'ordres institutionnels, réglementaires ou encore fiscaux jouant sur le développement économique de la province. Bien sûr, l'économie québécoise évolue également au gré des conditions présentes et de risques conjoncturels, dont l'observation se fait sur le court terme, mais qui participent également à l'identification des gestes à poser pour que, dans une perspective de long terme, on fasse, ensemble, du Québec un Québec gagnant.

Les 8 axes prioritaires d'intervention, selon les gens d'affaires

- Cultiver l'entrepreneuriat
- Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de richesse
- Agir sur les facteurs directs de productivité
- Favoriser le développement d'une main-d'œuvre plus qualifiée, plus disponible et mieux adaptée aux besoins des entreprises
- Appuyer l'exploitation de notre potentiel énergétique en tant que levier économique, tout en améliorant notre efficacité énergétique
- Encourager le gouvernement à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental et à se recentrer davantage sur son rôle de facilitateur plutôt que d'entrepreneur
- Dynamiser notre potentiel d'innovation
- Attirer les investisseurs étrangers et les partenaires commerciaux les plus stratégiques

Vision économique *Pour un Québec Gagnant*. FCCQ. 2006

Après la publication de la première édition en février 2006, la FCCQ présente le résultat de sa deuxième édition qui marque **le bilan 2007 d'une lecture statistique attachée à la vision économique de la FCCQ.**

■ Une performance économique stagnante

La croissance économique du Québec en termes réels s'est élevée à 1,7 % en 2006, légèrement en deçà de la performance des deux années précédentes (2,7% en 2004 et 2,2% en 2005). La croissance économique du Québec aura été inférieure à celle de l'ensemble du pays qui a affiché une hausse de 2,7 % en termes réels.

La performance économique canadienne ne se répercute pas sur le Québec. La hausse des prix des produits pétroliers et du gaz, bénéfique aux provinces productrices, fait pression sur la valeur du dollar canadien, ce qui défavorise l'économie québécoise qui dépend des exportations. Dans un contexte où la compétitivité des entreprises est mise à rude épreuve, le Québec doit jouer sur les facteurs influençant le développement de son économie.

▪ **L'analyse des 8 axes d'intervention**

Les 8 axes d'intervention définis dans la Vision économique *Pour un Québec gagnant* ont été ici successivement étudiés afin de mettre en évidence pour chacun d'entre eux certaines tendances lourdes constatées à l'échelle du Québec. Une série de statistiques économiques, orientées autour de ces mêmes 8 axes d'intervention, est ensuite proposée pour chacune des 17 régions administratives de la province.

▪ **Conditions présentes et perspectives**

La performance du Québec en matière de création d'emploi...

La croissance du PIB en termes réels pour 2007 est jusqu'ici semblable à celle de 2006 (1,7 % pour les cinq premiers mois de 2007 en valeur annualisée) et demeure plus faible que la moyenne canadienne (2,3%). La croissance économique continue des dernières années a eu des effets significatifs sur la création d'emplois. Au Québec seulement, près de 200 000 emplois ont été créés au net entre 2002 et 2006 (268 600 emplois créés contre 73 100 emplois perdus). Le taux de chômage est à niveau historiquement faible à 7 % et le taux d'emploi est à un niveau historiquement élevé à 61,1 %.

...mérite d'être relativisée...

Les emplois créés sont différents de ceux qui ont disparu et les variations sont très importantes d'un secteur à l'autre. En effet, à lui seul, le secteur manufacturier représente 93 % des pertes d'emplois sur cette période. Du côté des secteurs gagnants, on constate que 60 % des emplois créés viennent des secteurs du commerce de gros et de détail, de la construction ou du secteur public (soins de santé et assistance sociale et des services d'enseignement). Des questionnements surgissent sur notre capacité future à se démarquer et à créer de la richesse dans ce contexte.

...en particulier dans un contexte économique incertain...

La croissance de l'économie américaine montre des signes de faiblesse et les répercussions pourraient se faire sentir sur l'économie québécoise. En effet, le Québec dépend fortement du marché américain (82% des exportations). Les changements rapides au chapitre de notre structure économique (rétrécissement de la part du secteur manufacturier et création d'emplois vers des secteurs soutenus généralement par la richesse créée par d'autres) pourraient rendre notre économie plus vulnérable à un cycle économique baissier.

...qui s'inscrit dans une réorganisation industrielle mondiale.

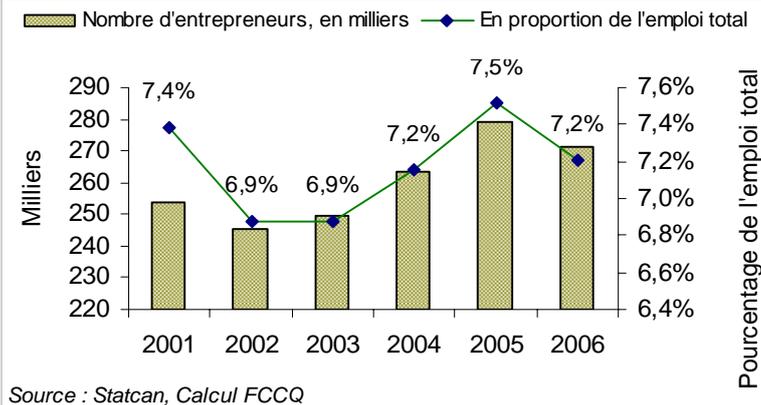
De plus, l'augmentation des prix de l'énergie et la faiblesse du dollar américain, notamment, poussent le dollar canadien à la hausse, ce qui pèse sur la compétitivité de nos entreprises. Les pressions sur nos entreprises sont d'autant plus fortes que les chaînes de production se mondialisent appelant les entreprises à focaliser sur leur « *core-business* » et, par conséquent, à impartir (« *outsourcing* ») des parties de leurs activités à d'autres entreprises situées ici ou à l'étranger. L'émergence de nouveaux concurrents en Chine, en Inde, au Brésil et ailleurs s'accélère alors que notre compétitivité est mise à rude épreuve par l'appréciation rapide de notre dollar.

Analyse statistique autour des 8 axes prioritaires d'intervention

- Axe 1. Cultiver l'entrepreneuriat 4
- Axe 2. Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de richesse 6
- Axe 3. Agir sur les facteurs directs de productivité 8
- Axe 4. Favoriser le développement d'une main-d'œuvre plus qualifiée, plus disponible et mieux adaptée aux besoins des entreprises 10
- Axe 5. Appuyer l'exploitation de notre potentiel énergétique en tant que levier économique, tout en améliorant notre efficacité énergétique 12
- Axe 6. Encourager le gouvernement à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental et à se recentrer davantage sur son rôle de facilitateur plutôt que d'entrepreneur 14
- Axe 7. Dynamiser notre potentiel d'innovation 16
- Axe 8. Attirer les investisseurs étrangers et les partenaires commerciaux les plus stratégiques 18

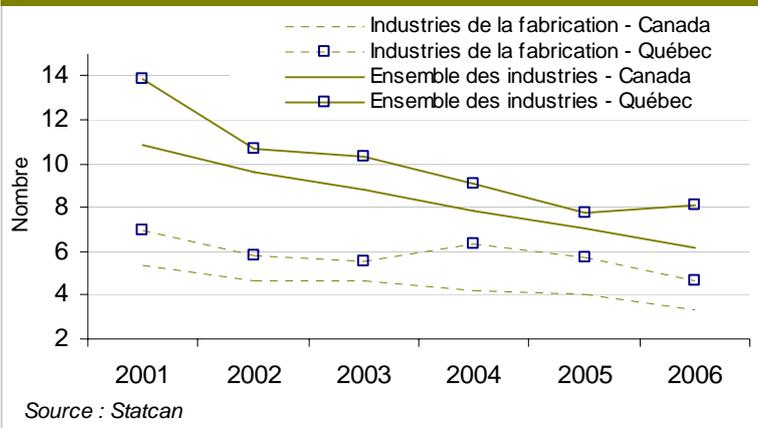
Axe 1. Cultiver l'entrepreneuriat

Nombre d'entrepreneurs et pourcentage par rapport à l'emploi total, Québec, 2001-2006



Source : Statcan, Calcul FCCQ

Nombre de faillites commerciales par G\$ de PIB, Québec et Canada (Dollars enchaînés de 1997)



Source : Statcan

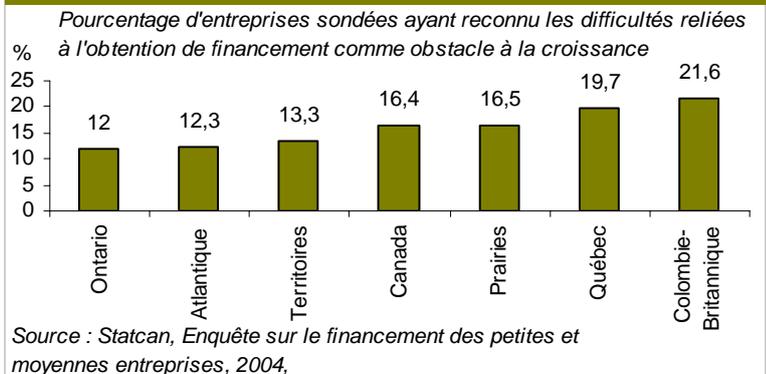
- Entre 2002 et 2006, le nombre d'entrepreneurs au Québec a augmenté de 10,5 %, passant de 245 000 à 271 000. Cependant, en 2006 ce nombre a diminué de 3 % par rapport à 2005. Après avoir connu une baisse marquée en 2002, suite notamment à l'éclatement de la bulle technologique, la proportion des entrepreneurs québécois par rapport à l'emploi total a augmenté de 0,6 % entre 2002 et 2005. Cependant, en 2006 cette proportion a diminué de 0,3 %, passant de 7,5 % à 7,2 %.
- Cette diminution va de pair avec le ralentissement de la croissance économique depuis 2005 et s'explique également par l'augmentation des faillites québécoises dans l'ensemble des industries.
- Depuis 2001, on constate que le nombre de faillites commerciales québécoises a toujours été supérieur au nombre de faillites commerciales au Canada. Pour la première fois en dix ans, le nombre absolu de faillites a augmenté en 2006 par rapport à l'année précédente, passant de 1 711 à 1 837. Cela équivaut à une hausse de 7,6 à 8,1 par milliard de dollars de PIB. Contrairement à ce que l'on pourrait être porté à croire, le secteur de la fabrication n'est pas responsable de cette hausse, puisque le nombre de faillites par milliard de dollars de PIB a continué de diminuer dans ce secteur. Il appert qu'une fermeture d'usine ne correspond pas nécessairement à une faillite d'entreprise car d'autres opérations sont souvent maintenues.
- Comme la place des micro-PME et des PME dans l'économie est plus grande au Québec qu'ailleurs au Canada, le Québec est davantage vulnérable au chapitre des faillites compte tenu des écarts de productivité généralement reconnus des plus petites entreprises par rapport au plus grandes. En effet, le registre des entreprises nous révèle qu'en juin 2006 le Québec compte plus de micro-PME, c'est-à-dire des établissements comptant entre un et quatre employés que l'Ontario et le Canada.

Établissements employeurs, selon la taille de l'établissement (nombre d'employés) dans les provinces et territoires, juin 2006

						Petits	Moyens	Grands
	1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	Inf.100	100-499	Sup.500
Québec	64,1	15,4	9,7	6,6	2,3	98,1	1,7	0,3
Ontario	53,7	17,0	12,7	9,9	3,6	96,9	2,7	0,4
Canada	57,4	16,8	11,8	8,6	3,0	97,5	2,2	0,3

- Les PME font face aux mêmes difficultés sur la voie de la croissance : problèmes de financement, faiblesse de l'équipe de direction, mauvaise connaissance des marchés, problèmes de distribution, etc. Un grand nombre d'entreprises ne disposent pas du capital requis pour financer leur croissance. Au Québec, 19,7 % des entreprises interrogées reconnaissent ce problème selon *l'Enquête sur le financement des PME, de Statistique Canada*.¹ Cette proportion est l'une des plus élevée au Canada et est près de 65 % supérieure à celle observée en Ontario. D'autres facteurs sont invoqués par les entrepreneurs, notamment la réglementation, le fardeau administratif et la fiscalité.

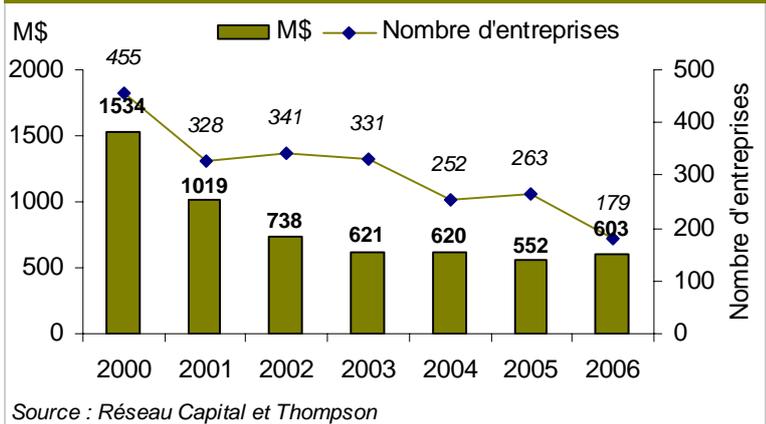
Les difficultés liées à l'obtention de financement comme obstacle à la croissance des entreprises
Comparaison interprovinciale



- L'entrepreneuriat est une activité à caractère risqué. Le financement est facile à obtenir lorsque les activités des entrepreneurs sont peu risquées. Mais, lorsque ces activités sont plus risquées et que leur potentiel de rentabilité est moins défini, les entrepreneurs doivent malgré tout avoir accès à du capital de risque de qualité.

- De 2000 à 2005, on constatait une réduction des investissements en capital de risque ainsi qu'une diminution du nombre d'entreprises qui en sont bénéficiaires au Québec. Les dernières données fournies par Réseau Capital montraient que l'activité de l'industrie québécoise du capital de risque a augmenté en 2006. Le total investi a atteint 603 millions de dollars, soit 9 % de plus qu'en 2005. Le nombre d'entreprises québécoises financées a toutefois baissé de sorte que la moyenne investie par entreprise est passée de 2,1 millions de dollars en 2005 à 3,4 millions en 2006. Selon Réseau Capital et Thompson, les industries des sciences de la vie ainsi que le secteur des technologies de l'information contribuent au dynamisme du capital de risque québécois.

Investissements en capital de risque et nombre d'entreprises bénéficiaires, Québec, 2000-2006



Commentaire

L'activité des entreprises dépend du degré de liberté économique qui encourage les dirigeants d'entreprises à poursuivre leur projet sans obstacle. Le Québec apparaît être à la traîne par rapport aux autres provinces canadiennes en terme de liberté économique². Les réductions de la fiscalité et du fardeau réglementaire aideraient sans doute le Québec à bénéficier de plus de liberté économique, mais surtout de créer plus de richesse et d'attirer plus d'entrepreneurs. La décision du gouvernement d'abolir graduellement la taxe sur le capital et de l'abolir immédiatement pour les PME va sûrement permettre la mise en place d'un environnement global plus positif pour les entreprises lequel est un ingrédient essentiel pour les encourager à prendre des décisions génératrices de gains de productivité. Afin d'éviter une perte de patrimoine économique, il est important non seulement de sensibiliser de jeunes entrepreneurs et de favoriser les transferts intergénérationnels dans les PME, mais aussi de renforcer le capital de risque en faveur de la création et de la croissance des entreprises. La présence de capital de risque constituera ainsi un bon indicateur du succès des stratégies gouvernementales mises sur pied pour stimuler les entreprises et l'entrepreneuriat puisque c'est l'activité entrepreneuriale qui attire le capital de risque et non l'inverse.

¹ Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, 2004.

² Armela Karabegovic et Fred McMahon, *Economic Freedom of North America: 2006 Annual Report*, Fraser Institute, 2006.

Axe 2. Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de richesse



- Les entreprises manufacturières québécoises vivent actuellement d'importants défis, marqués en particulier par l'appréciation rapide du dollar et par l'émergence d'une vive concurrence. Les effets se sont faits sentir lourdement sur l'emploi, la balance commerciale et l'investissement.
- Le secteur manufacturier est d'une grande importance pour l'économie du Québec comme pour l'ensemble des pays industrialisés, en raison de ses effets multiplicateurs sur des industries de services (financiers, logistiques, transports, etc.) et de son poids dans le volume de nos exportations (85 %). Ainsi, la capacité des entreprises manufacturières à s'adapter à un nouvel environnement, à se développer et à croître au Québec est essentielle à notre prospérité future. Or, à cet effet, malgré le contexte difficile, certains indicateurs montrent des signes positifs.

Ratio de la valeur ajoutée aux ventes - Secteur de la fabrication			
	Québec	Ontario	Canada
2004	44,2%	40,2%	41,9%
2005	45,2%	39,6%	40,5%

Source: Statcan

Rapport entre la valeur ajoutée et les ventes totales, par industrie de fabrication, 2004-2005



- Aussi bien en 2004 qu'en 2005, le **ratio de la valeur ajoutée manufacturière aux ventes** est supérieur au Québec comparativement à la moyenne canadienne et à l'Ontario. Plus précisément, en 2005, le ratio de la valeur ajoutée aux ventes du Québec dépasse de 5,6 % celle de l'Ontario et de 4,7 % celle du Canada. **Ce ratio nous décrit la faculté des manufacturiers québécois à créer de la valeur pour un montant de dollars vendus.**
- Entre 2004 et 2005, au Québec, le rapport de la valeur ajoutée aux ventes de tout le secteur manufacturier a augmenté, alors qu'il a diminué en Ontario et dans le reste du Canada. L'augmentation au Québec s'explique entre autres par la croissance de la production dans l'industrie des produits informatiques et électroniques ainsi que dans l'industrie de la première transformation de métaux ainsi que celle du matériel de transport (aéronautique principalement).
- Le rapport de la valeur ajoutée aux ventes du secteur manufacturier varie évidemment d'une industrie à l'autre. Ce rapport varie également pour chaque industrie d'une année à l'autre comme ce fut le cas entre 2004 et 2005.

- **Industries les plus performantes en 2005** (variation du rapport de la valeur ajoutée aux ventes)
 - L'industrie de la fabrication de produits informatiques et électroniques : + 11,8 points de pourcentage
 - L'industrie de la fabrication de la première transformation de métaux : + 5,5 points de pourcentage

- **Industries les moins performantes en 2005**
 - L'industrie de la fabrication des produits textiles : - 2,6 points de pourcentage
 - L'industrie de la fabrication de produit en bois : - 2 points de pourcentage

- Les principales industries liées aux secteurs primaires affichent une plus faible valeur ajoutée. En 2006, certaines industries qui s'apparentent au secteur primaire affichent un ratio entre la valeur ajoutée et les ventes totales plus bas que la moyenne du secteur manufacturier tout entier. Ce sont les industries de l'alimentation (8,8 % de la valeur ajoutée manufacturière), de la fabrication de produits du pétrole et de charbon (8,4 %), la fabrication du papier (6,5 %) ainsi que l'industrie du bois (5,8 %).

- Le secteur manufacturier québécois est concentré. La création de la valeur ajoutée du secteur manufacturier ainsi que la plupart des exportations sont concentrées sur six industries. Ils réalisent à eux six 50 % de la valeur ajoutée du secteur manufacturier québécois.

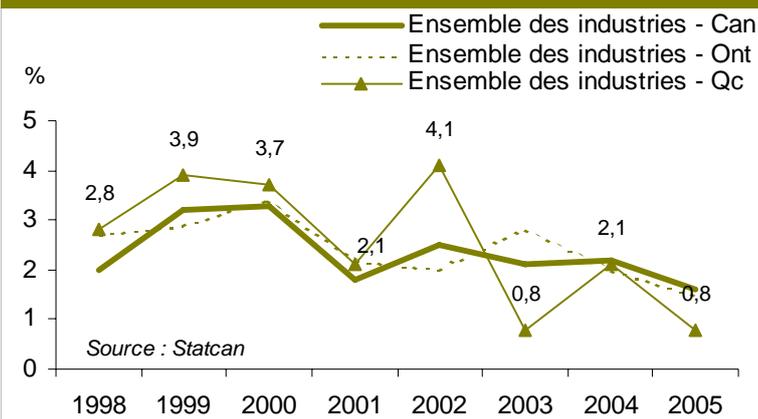
Commentaire

Le secteur manufacturier représente 20,4% du PIB québécois et 15,4% de l'emploi total. L'impact de cette industrie étant majeur sur l'économie québécoise, il importe de se préoccuper de son avenir et de soutenir ses entreprises dans ce contexte difficile. Soutenir la compétitivité par un accroissement de la productivité demeure la principale cible. La voie privilégiée consiste à augmenter la valeur ajoutée. Certaines industries ont beaucoup plus de poids en termes de valeur ajoutée et participent activement à la performance du secteur, bien qu'il faille les soutenir, aucun des autres secteurs ne devraient pas être laissés pour compte.

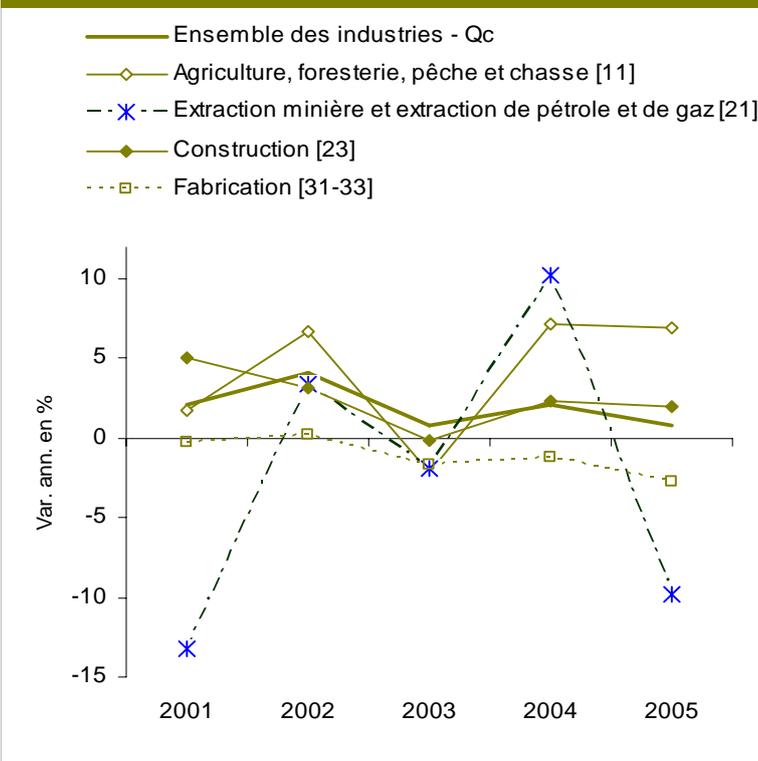
L'approche du rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur de la FCCQ afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier québécois et afin d'utiliser des données de 2007.

Axe 3. Agir sur les facteurs directs de productivité

Taux de croissance annuelle de la productivité, 1998-2005
Ensemble des industries, Québec, Ontario, Canada



Variation annuelle de la productivité (en %) pour certains secteurs industriels Québec, 2001-2005
Production de biens



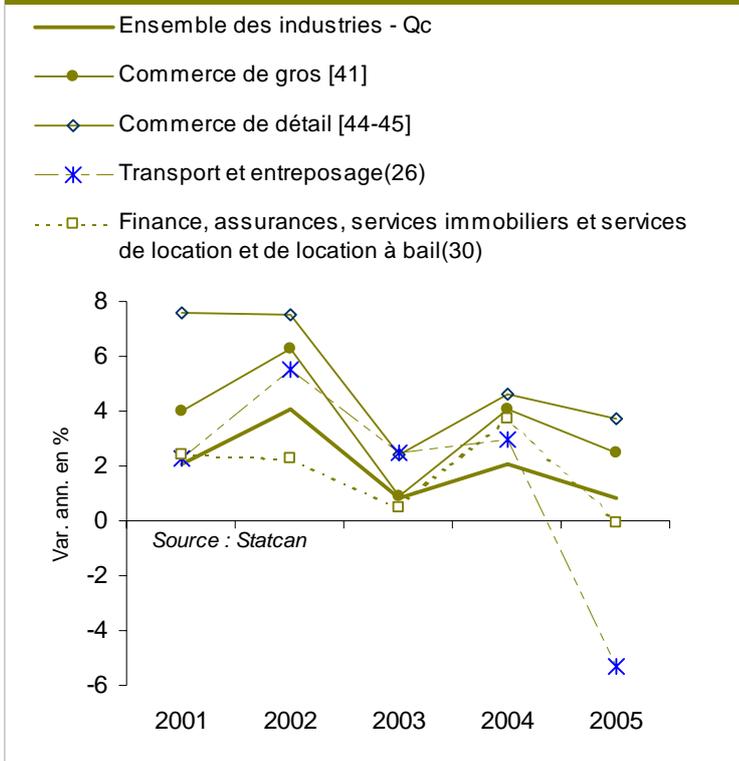
- La productivité du travail mesure la quantité de bien et services produits par heures travaillées. Le taux de croissance de la productivité du travail est très volatil d'une année à l'autre au Québec. Après avoir atteint un taux de croissance bien supérieur à la moyenne canadienne et ontarienne en 2002 (4,1 %), le taux de croissance annuelle de la productivité du travail au Québec est passé de 2,1 % à 0,8 % entre 2004 et 2005 (données les plus récentes).
- La productivité dépend d'une toile complexe de facteurs, comme l'investissement physique, le niveau d'éducation et la formation de la main d'œuvre (capital humain), l'ouverture commerciale, la réglementation et l'innovation technologique³. Le retard du Québec en termes de productivité par rapport à l'Ontario et au Canada s'explique donc par effet combiné de sous-performances d'un ou de plusieurs de ces facteurs.
- Entre 2001 et 2005, on observe une baisse de la productivité dans certains secteurs de l'industrie québécoise, particulièrement le secteur minier pétrolier et gazier. Cette chute de la productivité dans ce secteur entre 2004 et 2005 au Québec fait partie d'une tendance à la baisse à long terme. Dans la plupart des provinces, les industries de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz ont connu d'importantes baisses de productivité du travail. Dans de nombreux cas, ces pertes de productivité étaient associées à de fortes augmentations du nombre d'heures travaillées dues à l'épuisement des ressources et l'accroissement des activités de prospection plus intensives en main d'œuvre.

³ The Sources of Economic Growth in OECD Countries, 2003.

- Entre 2001 et 2005, la productivité a baissé dans certaines industries du secteur tertiaire, particulièrement dans le secteur du transport et de l'entreposage. Ce secteur est touché principalement par l'appréciation du dollar et la hausse des prix de l'énergie.
- Selon des études empiriques réalisées au Canada, l'accroissement de la productivité passe principalement par des investissements en capital physique. Le Québec n'investit pas suffisamment en machines et matériel comparativement à ses voisins dont le niveau de productivité est plus élevé. L'économie québécoise alloue en effet une plus petite part de son PIB dans ces investissements que l'Ontario et les États-Unis. En 2006, l'Ontario investissait 7,3 % de son PIB en machines et matériel alors que le Québec n'investissait que 6,7 % de son PIB dans ces investissements.
- Le déficit sur le plan du capital humain contribue également au retard en productivité du Québec. La productivité est fortement influencée par le niveau d'éducation et la formation de la main d'œuvre. Cependant, le Québec est devancé par l'Ontario et les États-Unis concernant le nombre de personnes de plus de 25 ans ayant complété des études secondaires ou obtenu un niveau universitaire. Néanmoins, le nombre de personnes possédant un diplôme universitaire a augmenté au Québec, passant de 23,2 % en 2002 à 27,4 % en 2006.

Variation annuelle de la productivité (en %) pour certains secteurs industriels Québec, 2001-2005

Production de services



Commentaire

La productivité au Québec est à surveiller de près. De par la structure de ces entreprises, qui étant plus petites engendraient moins de productivité, le Québec doit agir sur d'autres facteurs pouvant influencer sa productivité. Par exemple, les dépenses en immobilisation des entreprises pourraient être facilitées par une fiscalité plus avantageuse. De plus, en réduisant les impôts sur la masse salariale et en réduisant les rigidités du marché du travail, le Québec pourrait augmenter son taux d'activité et son taux d'emploi lesquels stimuleraient la prospérité du Québec et le niveau de vie des Québécois.

Axe 4. Favoriser le développement d'une main-d'œuvre plus disponible et mieux adaptée aux besoins des entreprises

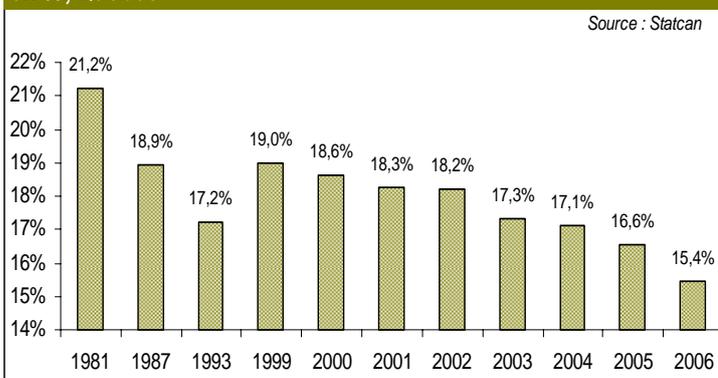


Variation annuelle du niveau de l'emploi, Québec (en milliers)

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2002-2006
Industries primaires et secondaires	-17,2	-3,9	12,6	-24,8	-33,3
Agriculture	-4,6	-6,9	10,7	4,3	3,5
Foresterie, pêche, mines et extraction de pétrole et de gaz	-1,4	-2,7	2,1	0,4	-1,6
Services publics	0,5	1,8	-0,4	-2,1	-0,2
Construction	9,5	1,6	14,7	6,9	32,7
Fabrication	-21,1	2,2	-14,5	-34,4	-67,8
Industries tertiaires	76,1	55,5	24,3	73	228,9
Commerce	27,6	15	8,3	8,9	59,8
Transport et entreposage	12,6	7,9	-13,3	2,8	10
Finance, assurances, immobilier et location	-3,3	12,8	1,9	18,5	29,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,7	11,3	0,9	17,6	33,5
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	-7,6	-0,1	13,7	9,2	15,2
Services d'enseignement	8,5	-7,6	7,4	17,1	25,4
Soins de santé et assistance sociale	17,2	14,7	3,4	9,4	44,7
Information, culture et loisirs	3,4	4,6	1,8	-7,5	2,3
Hébergement et services de restauration	10,7	-7,5	7,1	-0,9	9,4
Autres services	4,5	0,9	-6,9	-2	-3,5
Administrations publiques	-1,2	3,4	0	0	2,2
Toutes les industries	58,9	51,7	36,8	48,2	196

Source : Statcan

Emplois manufacturiers par rapport au total de l'emploi en %, Québec



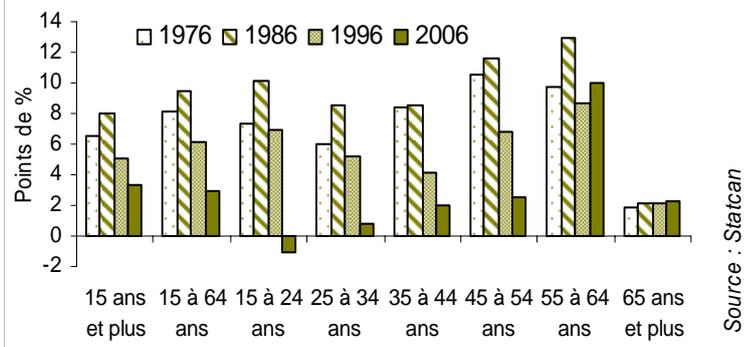
Source : Statcan

- Au cours des quatre dernières années, 196 000 emplois ont été créés au Québec, soit un accroissement de 9,5 % du niveau d'emploi entre 2002 et 2006.
- Les variations sont très importantes d'un secteur à l'autre. Des 16 secteurs retenus, seulement quatre secteurs ont affiché des pertes d'emplois dont trois dans les secteurs primaires et secondaires. À lui seul, le secteur de la fabrication représente 93 % des pertes d'emplois au Québec (67 800 emplois en moyenne annuelle) entre 2002 et 2006.
- 34 % des emplois créés viennent des secteurs du commerce et de la construction, 26 % proviennent des soins de santé et assistance sociale et des services d'enseignement. Deux secteurs privés à valeur ajoutée relativement forte affichent des croissances importantes : services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que le secteur des finances, assurances, immobilier et location (24 %). On peut présumer qu'une partie des emplois perdus dans le secteur manufacturier ont pu être récupérés dans le secteur des services (déplacement, statistiques).
- Evidemment, cela a un effet sur la part du secteur manufacturier dans l'économie qui représentait encore près de 20 % dans l'emploi total il y a une dizaine d'années. La proportion de l'emploi manufacturier représente 15,4 % de l'emploi total en 2006. L'emploi manufacturier est menacé dans un contexte qui lui est défavorable étant donné la vigueur du dollar canadien, les prix élevés du pétrole et la concurrence étrangère. De plus, les employés de ce secteur bénéficient en général de conditions de travail (rémunération, sécurité d'emploi, temps plein, avantages sociaux, etc.) plus avantageuses que la moyenne.

- Depuis 1976, l'écart du taux d'emploi entre le Québec et l'Ontario s'est réduit. Pourtant au Québec, ce taux, qui caractérise la faculté d'une économie à bien utiliser sa main-d'œuvre, est toujours inférieur au taux ontarien, et ce quelque soit la tranche d'âge, sauf pour les 15-24 ans. En effet, en 2006, les Québécois de 15-24 ans affichent un taux d'emploi supérieur à leurs homologues ontariens. Cependant, le taux de décrochage scolaire pourrait être un facteur explicatif puisque celui-ci est plus élevé au Québec qu'en Ontario (12 % contre 9 %). Le taux d'emploi des 55 à 64 ans, qui représentent une main-d'œuvre plus expérimentée, est de 10 % plus élevé en Ontario, un écart encore plus important qu'il y a dix ans. Dans un contexte de vieillissement de la population, le taux d'emploi dans cette catégorie d'âge est à surveiller de très près.

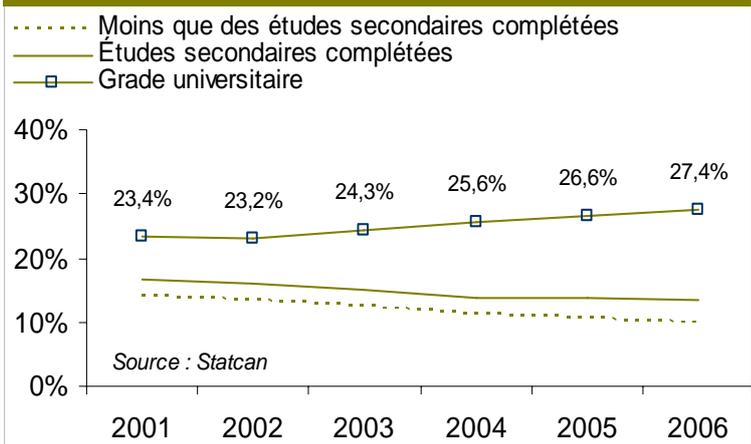
Taux d'emploi Écart Québec - Ontario

L'écart est calculé en soustrayant le taux du Québec de celui de l'Ontario. Un écart négatif signifie donc que le taux d'emploi du Québec est supérieur au taux ontarien.



- Signe encourageant, le niveau scolaire s'améliore entre 2001 et 2006 au Québec. En effet, le pourcentage de la population active possédant un diplôme universitaire a augmenté de 4 % en cinq ans seulement. Même si le pourcentage de personnes ayant complété leurs études secondaires a diminué de 3 %, celui des personnes n'ayant pas complété leur secondaire a baissé de 4 %.

Pourcentage de la population active de 25 à 44 ans, par niveau de scolarité, Québec, 2001-2006



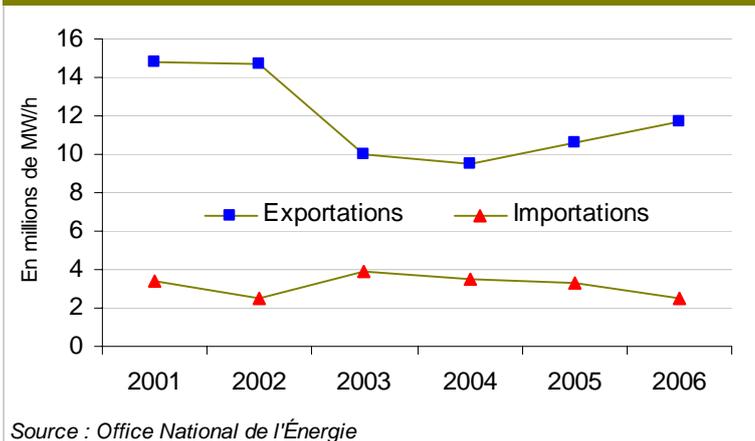
Commentaire

La qualité des compétences de la main d'œuvre et l'assurance de l'employabilité en continu des travailleurs est un facteur clé dans le succès économique d'aujourd'hui et du futur. Le Québec a besoin d'exceller à ce chapitre pour faire face à de nouveaux défis (population vieillissante, compétences non-transférables, etc.). Le Québec gagnera en accroissant les niveaux de formation et de qualification de la main-d'œuvre. Un tel accroissement faciliterait l'adaptation des travailleurs aux changements. Afin de réaliser cet objectif, plusieurs mesures sont possibles, aussi bien à court qu'à long terme. Tout d'abord, à court terme, il est impératif de valoriser les formations professionnelles et techniques pour lesquelles des débouchés d'emploi sont nombreux et intéressants ainsi que de favoriser l'intégration des immigrants sur le marché du travail, notamment en région. De plus, la collaboration entre les industries et les universités doit être poursuivie plus efficacement. Sur le long terme, un meilleur financement du système universitaire, notamment un dégel des frais de scolarité, permettrait aussi d'améliorer la qualité de la formation et des activités de recherche.

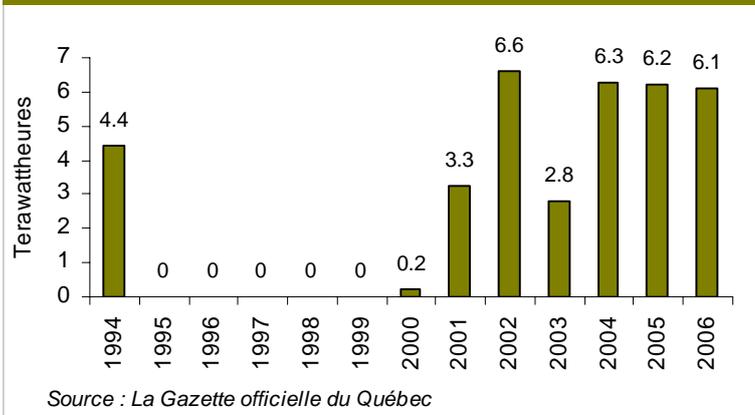
Axe 5. Appuyer l'exploitation de notre potentiel énergétique en tant que levier économique, tout en améliorant notre efficacité énergétique



Exportations nettes d'électricité, Québec, 2001-2006



Autorisations de construire des projets de production d'électricité accordées par le Gouvernement du Québec

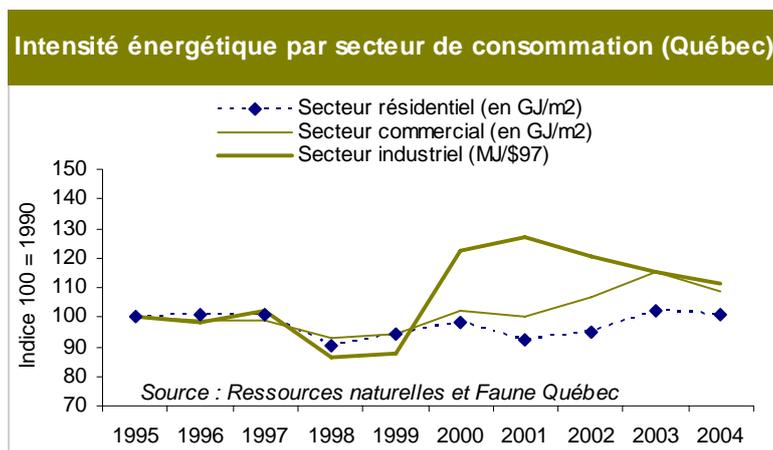


- En 2001 et 2002 les exportations d'électricité québécoises dépassaient les 14 millions de MWh. Elles ont chuté de 32 % l'année suivante parallèlement à une augmentation des importations d'électricité de 54 %. Depuis 2004, les exportations progressent alors que les importations diminuent. En 2006, les exportations ont atteint 11,7 millions de MWh et les importations ont diminué à 2,53 millions de MWh, leur niveau le plus bas depuis 2001.
- Entre 1995 et 1999, à la suite de l'échec du projet Grande-Baleine le gouvernement du Québec n'a autorisé aucun projet de production d'électricité. Ce n'est qu'à partir de 2000-2001 que des projets ont été relancés. Depuis 2002, à l'exception de 2003, les autorisations de construire dépassent les 6 TWh annuellement. De 2004 à 2006, la cadence des autorisations s'est maintenue et a été de 6,1 TWh en 2006.
- Afin d'exploiter son potentiel énergétique dans un contexte de développement durable, le Québec se doit de continuer à développer l'hydroélectricité. Il doit également améliorer son bilan en matière d'efficacité énergétique et d'amorcer la diversification de ses sources d'énergie.

- Pour l'économie du Québec, l'hydroélectricité constitue un moteur de développement économique. Depuis 2000, le gouvernement du Québec, en encourageant davantage la réalisation de grands ouvrages hydroélectriques, favorise des retombées touchant l'ensemble des Québécois : développement d'une expertise exportable notamment en ingénierie, création d'emplois techniques de qualité, disponibilité d'un approvisionnement électrique à prix compétitifs ainsi que vente d'électricité hors-Québec. Cette dernière contribue notamment à l'accroissement des revenus de l'État et au financement de la dette. En 2006, le gouvernement du Québec a confirmé son intention de relancer des mégaprojets hydroélectriques, par des investissements de 25 milliards d'ici 2015. Cette production s'ajoutera aux 8,5 TWh du projet de détournement de la Rupert et de la construction de la centrale Eastmain 1A / dérivation Rupert, dont les travaux de construction ont débuté en 2007. D'importants projets éoliens ont également été lancés.

- En 2007, le gouvernement du Québec, à la suite de recommandations positives du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), a accepté la construction de deux grands projets de ports méthaniers, le projet Gros-Cacouna et le projet Rabaska, afin d'accroître l'approvisionnement du Québec en gaz naturel. En effet, les terminaux serviront au transbordement et au stockage de gaz naturel liquéfié, importé par voie maritime, puis reconverti en gaz naturel. Ils desserviront le Québec, l'Ontario et le nord-est des États-Unis et généreront d'importantes retombées économiques pour la province.

- En 1997, le Bureau de l'économie de l'énergie du Québec devient l'Agence de l'efficacité énergétique. Celle-ci a pour rôle d'assurer la promotion de l'efficacité énergétique pour toutes les sources d'énergie, dans tous les secteurs d'activités, au bénéfice de l'ensemble des régions du Québec. Bien que le Québec grâce à son fort potentiel hydroélectrique semble pouvoir subvenir aisément aux besoins de ménages et des entreprises, on constate que, depuis une dizaine d'année, ce potentiel ne peut plus à lui seul répondre à la demande interne et aux opportunités de vendre cette ressource renouvelable à nos voisins. Une diminution de l'intensité énergétique résulte



en une augmentation de l'efficacité énergétique. Depuis 2001, la performance québécoise à ce chapitre est relativement bonne, notamment dans le secteur industriel (- 2,9 %). En effet, compte tenu du coût que représente cet intrant de production les entreprises ont intérêt à accroître leur efficacité énergétique. Cela est d'autant plus vrai dans un contexte où l'abondance électrique n'est plus une réalité, même au Québec.

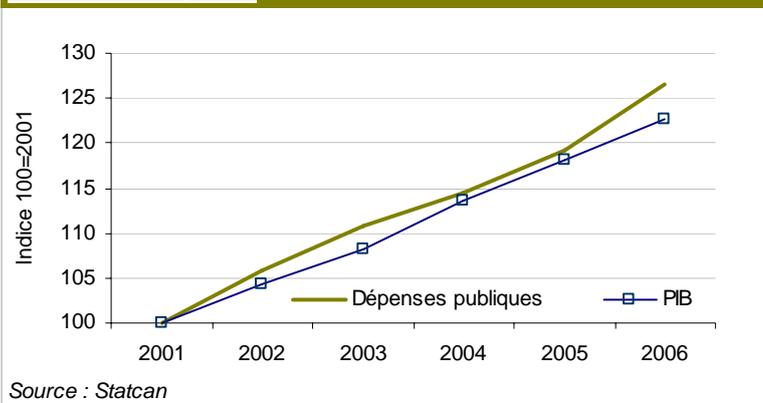
Commentaire

Dans le domaine énergétique, le Québec bénéficie d'un potentiel immense. Si une bonne stratégie énergétique est mise en place et les ressources bien exploitées dans un contexte de développement durable, les bénéfices seront considérables pour tous. L'indicateur 2006 de la FCCQ indiquait trois éléments clés pour assurer la sécurité énergétique du Québec : le maintien du rythme de développement hydroélectrique, grâce à la réalisation de grands projets hydroélectriques, la diversification des sources d'énergie par la construction de ports méthaniers, et l'efficacité énergétique. C'est avec satisfaction que la FCCQ constate les développements récents à ces chapitres.

Axe 6. Encourager le gouvernement à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental et à se recentrer davantage sur son rôle de facilitateur plutôt que d'entrepreneur



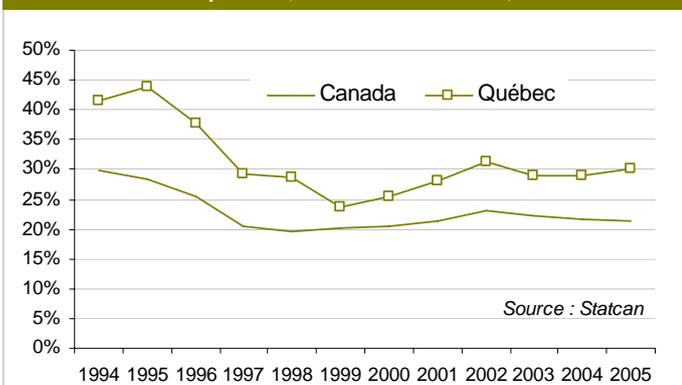
Dépenses publiques (fédérales et provinciales) et Produit intérieur brut (PIB), Québec Évolution comparée



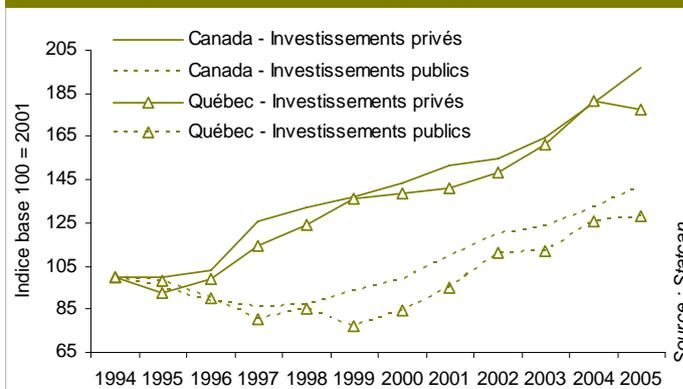
- En 2006, les dépenses publiques (fédérales et provinciales) au Québec ont crû à un rythme sensiblement plus élevé que le PIB. En effet, alors que la croissance économique en 2006 a été de 3,9 % (en dollars courants), les dépenses publiques ont augmenté, elles, de 6,3 %. Il s'agit d'un changement de tendance puisque, en 2004 et 2005, la croissance des dépenses publiques était similaire à la croissance du PIB.
- Or, les finances publiques du Québec sont dans une impasse : les dépenses; la dette totale du gouvernement du Québec (excluant la part québécoise dans la dette fédérale) s'élevait à 122 milliards selon le budget 2007-2008 et représente 43% de son PIB. De plus, dans un contexte de vieillissement de la population et de besoins croissants d'investissements dans les infrastructures, en santé et en éducation, le maintien de l'équilibre budgétaire, même à court terme, devient de plus en plus difficile, voire impossible.

- La création du Fonds des générations marque la volonté du gouvernement de réduire la dette publique. Toutefois il ne peut s'agir que d'une partie de la solution. La majorité des sommes investies en 2007 (500 millions) viennent de la vente d'actifs d'Hydro-Québec au Chili (900 millions). Le Québec ne peut éviter un changement important de son appareil gouvernemental et se doit de se donner les moyens de mettre en place des mesures budgétaires et fiscales orientées vers l'accroissement du potentiel de croissance économique.
- Déjà, les dépenses en immobilisations publiques en proportion des dépenses en immobilisations privées sont plus grandes au Québec comparativement à la moyenne canadienne. A priori, cela ne constitue pas une mauvaise nouvelle en soi, compte tenu des besoins en investissements publics (infrastructures notamment). L'analyse approfondie révèle que la situation est davantage due à une croissance plus soutenue de l'investissement privé au Canada comparativement au Québec, alors que l'investissement privé continuait de croître au Canada en 2005 (8,9 %), il diminuait au Québec (- 2,5 %) pour la première fois depuis dix ans. Le Québec avait pourtant connu à ce chapitre une croissance équivalente à celle de la moyenne canadienne depuis 2001. Seules les années à venir prouveront s'il s'agit d'un renversement de la tendance.

Dépenses d'immobilisations publiques en % des dépenses d'immobilisations privées, Québec et Canada, 1994-2005



Évolution comparée des investissements publics et privés Canada et Québec - Indice base 100 = 2001



Commentaire

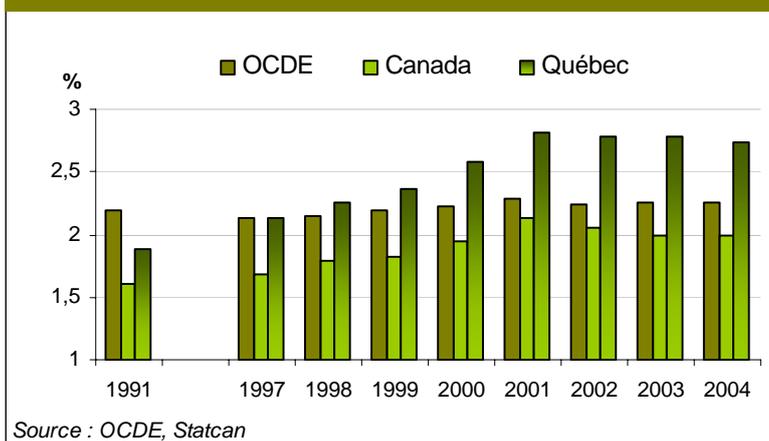
L'État québécois a besoin de se restructurer afin de favoriser la prospérité économique du Québec.

- Dans un but d'améliorer l'accès aux services de santé et d'augmenter leur financement sans détériorer davantage les finances publiques, le gouvernement pourrait faire appel à des prestataires privés pour financer et gérer le système de santé (partenariat public privé ou PPP). Depuis la création de l'Agence des partenariats public-privé du Québec (PPP Québec) en 2005, le gouvernement s'est engagé dans des projets d'envergure en passant par ce type de partenariat. Le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) sera notamment agrandi dès 2007 grâce à ce mode de financement.
- En ce qui concerne l'enseignement postsecondaire, le gouvernement devrait autoriser un dégel des frais de scolarité, afin d'améliorer le financement des établissements d'enseignement supérieur.
- Afin de répondre aux nouvelles attentes de la population et de rendre le gouvernement plus performant, l'État doit se moderniser. En 2004, le gouvernement du Québec proposait un plan de modernisation, cependant les réductions dans les dépenses publiques n'ont été que mineures. En 2007, dans le cadre du recentrage sur les missions essentielles de l'État, le gouvernement propose de privatiser cinq services gouvernementaux. Reste à voir cependant l'impact de cette réforme sur le niveau des dépenses publiques.
- La fiscalité doit être réévaluée afin de permettre la création et la croissance des entreprises au Québec. La décision du gouvernement d'abolir graduellement la taxe sur le capital et de la supprimer immédiatement pour les PME favorisera l'activité entrepreneuriale de la province. Mais les efforts devront se poursuivre afin de soutenir les entreprises et la croissance économique par le biais d'une réduction du fardeau fiscal des entreprises et des particuliers.

Axe 7. Dynamiser notre potentiel d'innovation

- Le Québec investit davantage en recherche et développement (R-D) comparativement au Canada et à l'OCDE depuis les dix dernières années. Au Québec, la dépense intérieure brute de recherche et développement (DIRD) était de l'ordre de 7,2 milliards de dollars par an en 2004 (donnée la plus récente) et représentait 2,7 % de son PIB. Au Canada, la moyenne est de 2 % et de 2,3 % dans les pays de l'OCDE.
- Les dépenses de R-D au Québec se répartissent entre trois grands secteurs. 61 % sont des dépenses de R-D industrielle, 33 % sont des dépenses de R-D universitaire et 6 % des dépenses de R-D gouvernementale. Par ailleurs, le nombre d'entreprises innovantes actives en R-D au Québec n'est que de 6778 (3% des entreprises recensées)⁴, une grande part de ces entreprises fait partie d'industries à forte intensité technologique⁵.
- La capacité innovante du Québec est incontestable. Cependant, elle reste fragile. En effet, l'innovation (mesurée par la R-D) est concentrée sur certains secteurs ainsi que sur un nombre limité d'entreprises caractérisées par leur grande taille. Les quatre secteurs qui réalisent le plus de dépenses en R-D sont les secteurs de l'aérospatial (22 %), biopharmaceutique (19,6 %), du papier (10 %) et le secteur des matériaux de communications (7,5 %).
- L'innovation correspond autant à la mise en place de nouvelles méthodes de fabrication de produits ou de prestation des services qu'à la gestion d'une entreprise. L'innovation ne favorise pas uniquement le secteur des technologies de pointe, elle profite également aux industries axées sur les matières premières et au secteur des services. Selon une étude menée par Statistique Canada, les entreprises orientées vers l'exportation sont plus déterminées à investir dans leurs stratégies de RD et d'innovation que les entreprises qui axent leur production sur le seul marché intérieur⁶. Cette étude précise que les entreprises canadiennes orientées vers l'exportation sont tout aussi novatrices que les entreprises étrangères exécutant leurs activités au Canada. Ces constats valent certainement tout autant pour le Québec. Ainsi, l'ouverture à l'international peut avoir un effet positif sur la capacité d'innovation de notre économie et de nos entreprises.
- Au Québec, les principaux exportateurs de biens vers l'étranger font aussi partie de ceux qui réalisent le plus de dépenses en R-D : le secteur de la fabrication de matériel de transport (aérospatial) et le secteur de la fabrication de papier représentent respectivement 15,8 % et 10,6 % des exportations totales. Seul le secteur de la première transformation de métaux (l'aluminium) exporte considérablement (20 %) sans dépenser une part proportionnellement aussi importante en R-D.

Dépenses en R-D intra-muros (DIRD) en % du PIB



⁴ MDEID, *Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation*, décembre 2006.

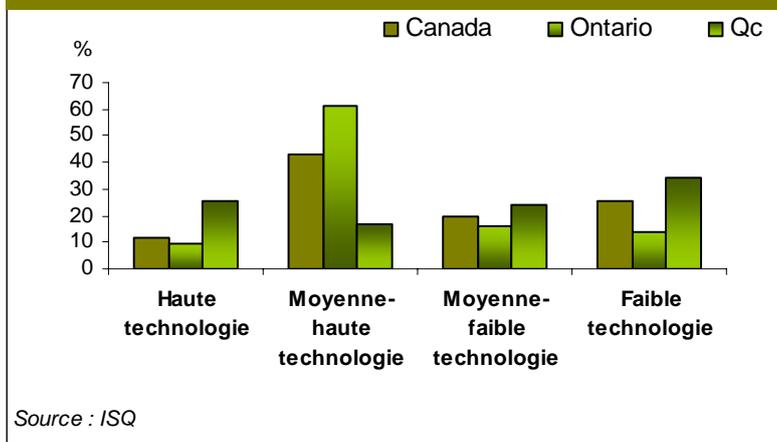
⁵ MDEIE, *Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation*, décembre 2006.

⁶ John Baldwin et Petr Hanel, *Les multinationales et le processus d'innovation au Canada*, Division de l'analyse micro-économique, document de recherche no 151, juin 2000, Statistique Canada.

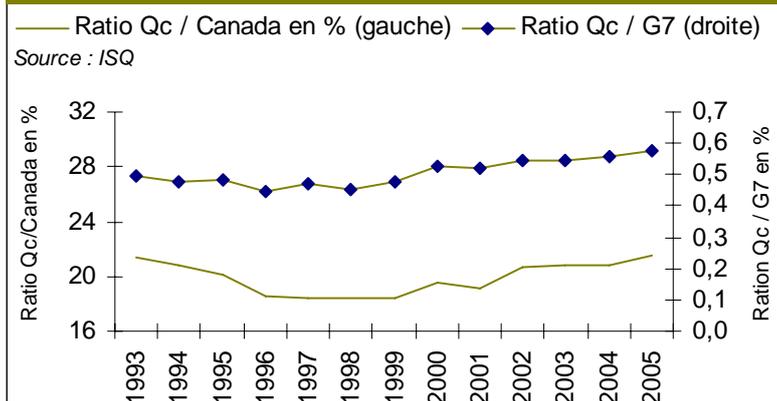
- La structure des exportations par niveau technologique offre un portrait de la valeur ajoutée des produits exportés. Elle est, bien entendu, très liée à la structure industrielle, ce qui implique qu'elle évolue en général plutôt lentement. Le Québec, par rapport à l'Ontario et le Canada, fait bien au chapitre des exportations des industries en haute technologie, notamment en raison des activités dans les secteurs aéronautique et biopharmaceutique dans lesquels le Québec se distingue. La performance ontarienne et ainsi canadienne dans les exportations des industries de moyenne-haute technologie s'explique grandement par le secteur de l'automobile. En 2004 (dernière année pour laquelle ces données sont disponibles), au Québec, 25,2 % des exportations ont été réalisées par des industries à haut niveau technologique (deux fois mieux que la moyenne canadienne), 16,9 % des industries à moyenne-haute technologie et 23,8 % par des industries de moyenne-faible technologie. Enfin 34,1 % ont été réalisées par les industries à faible niveau technologique (c'est encore près de trois fois plus qu'en Ontario).

- Entre 2004 et 2005 le nombre de titulaires de brevets d'invention au Québec a diminué de 804 à 715. Cependant le nombre d'inventions brevetées au Canada et dans les pays du G7 a aussi diminué et en plus grande proportion qu'au Québec pendant cette période.

Structure des exportations par niveau technologique, 2004
% des exportations totales



Brevets d'invention détenus, 1993-2005
Nombre de brevets du Québec par rapport au Canada et à l'OCDE



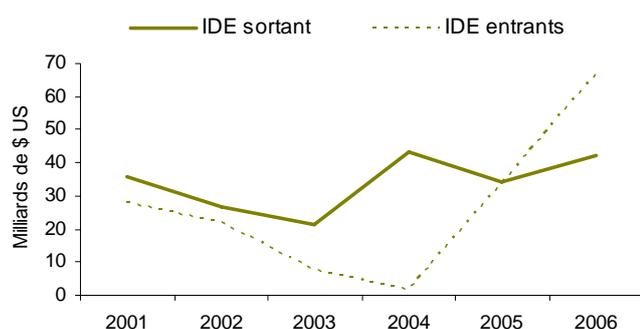
Commentaire

Le Québec dispose d'un important potentiel d'innovation, notamment grâce aux dépenses réalisées en recherche et développement, encouragées par la mise en place de mesures fiscales favorables. De plus, l'objectif du gouvernement d'atteindre 3 % du PIB en dépenses de R-D d'ici à 2010 et de faire passer la part des entreprises dans le financement de la R-D à plus de 66 % en 2010 vise à maintenir le Québec compétitif en termes d'innovation. Cependant le Québec doit renforcer l'excellence de sa recherche publique, mieux appuyer la recherche industrielle et l'innovation en entreprise ainsi que compléter et renforcer les mécanismes de valorisation et de transfert (par l'acquisition de brevets d'invention et l'émission de licences).

Axe 8. Attirer les investisseurs étrangers et les partenaires commerciaux les plus stratégiques

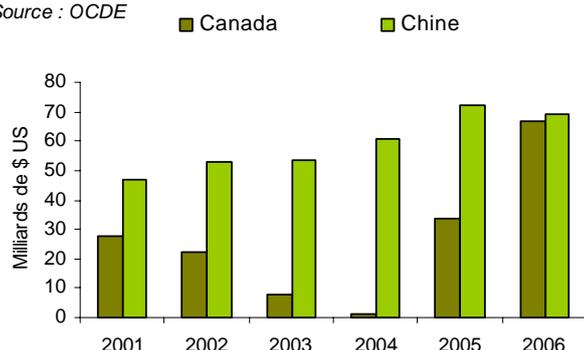
Investissements directs étrangers (IDE), entrées et sorties, Canada, 2001-2006

Source : OCDE



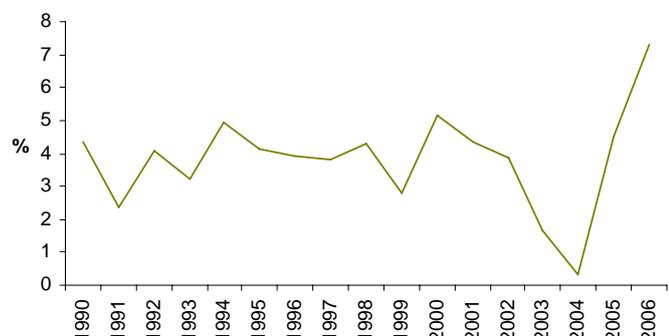
Investissements directs étrangers entrant, Canada et Chine, 2001-2006

Source : OCDE



Part des IDE entrants au Canada en % du total des IDE entrants des pays de l'OCDE, 2001-2006

Source : OCDE

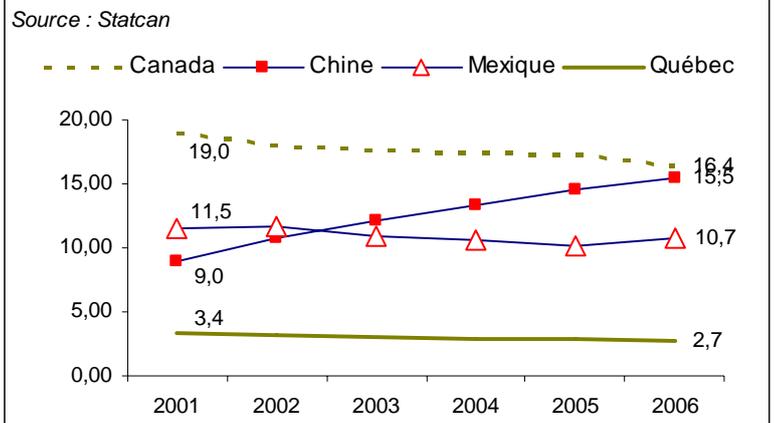


d'investissement étranger. Néanmoins, lorsqu'il est question de commerce extérieur, il est possible de faire des analyses pour le Québec.

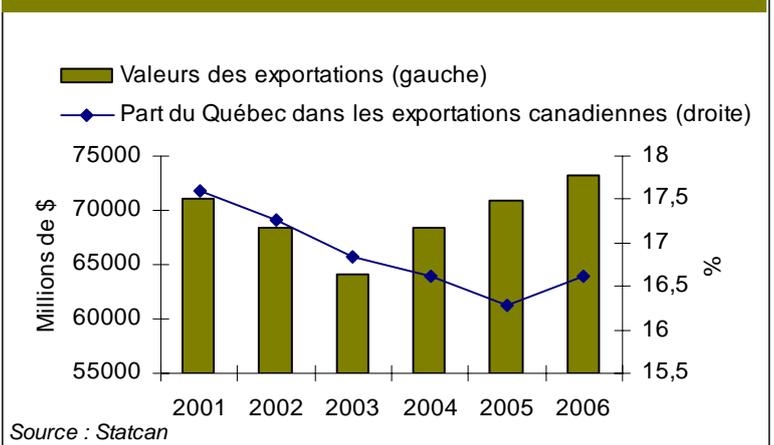
- La progression des acquisitions d'entreprises canadiennes par des investisseurs étrangers s'est poursuivie en 2006, en faisant croître les investissements directs étrangers (IDE) au Canada de 97,7 % entre 2005 et 2006. En 2004, les IDE entrants au Canada étaient de 1,5 milliards de dollars (US) alors qu'ils ont atteint 66,6 milliards de dollars en 2006. Parmi ces acquisitions d'entreprises canadiennes figurent Falconbridge, rachetée par la compagnie suisse Xstrata, Inco rachetée par la compagnie brésilienne CVRD, ainsi que Dofasco rachetée par Arcelor, du Luxembourg.
- Après avoir connu une baisse en 2005, les investissements directs du Canada à l'étranger ont augmenté de 23,5 % en 2006. En 2006, l'investissement direct du Canada à l'étranger était en hausse dans toutes les grandes destinations. Aux Etats-Unis cette augmentation est principalement attribuable aux sorties de capitaux des entreprises canadiennes visant à financer des opérations dans leurs filiales américaines. En Europe, cette augmentation est attribuable à une augmentation de la valeur des avoirs canadiens.
- Le niveau des IDE entrants au Canada en 2006 est si élevé qu'il atteint presque le niveau des IDE entrants en Chine.
- La part des IDE entrant du Canada en pourcentage du total des IDE entrants des pays de l'OCDE illustre aussi cette progression en 2006.
- L'IDE et le commerce extérieur sont très fortement liés d'après une étude économique menée par l'OCDE. Cette étude précise que chaque dollar investi à l'étranger produit deux dollars en exportations additionnelles dans le pays d'origine. À long terme, les IDE ont une incidence sur le commerce extérieur en stimulant les échanges commerciaux. Au Canada, les données indiquent que l'IDE vers les États-Unis entraîne des ventes supplémentaires vers ce pays. Il est à noter qu'il n'existe cependant pas de données précises pour le Québec en termes

- La part de marché des exportateurs québécois dans les importations américaines est passée de 3,4 % en 2001 à 2,7 % en 2006. Les Américains se tournent désormais davantage vers la Chine et le Mexique. Le Canada demeure le premier partenaire commercial des États-Unis, mais la Chine est en voie de le détrôner. En effet, la part des expéditions chinoises vers les États-Unis est passée de 11 % à 15,5 % entre 2002 et 2006 alors que la part des expéditions canadienne vers les États-Unis est passée de 18 % à 16 % pendant la même période.
- Entre 2001 et 2005 la valeur des exportations québécoises de biens (en dollars courants) a chuté de 71 milliards de dollars à 64 milliards de dollars. En 2006 la valeur des exportations du Québec a atteint son niveau le plus élevé depuis 2001 à 73 milliards de dollars. La part des exportations québécoises dans les exportations canadiennes est passée de 17,6 % à 16,3 % entre 2001 et 2005 pour remonter à 16,6 % en 2006.

Part des principales sources d'importations des États-Unis et part du Québec (en % du total des importations)



Exportations, Québec 2001-2006



Commentaire

Les entrées d'IDE stimulent l'investissement au Canada, créent des emplois et accroissent le commerce international avec les autres pays, ce qui entraîne de nombreuses retombées à long terme. Les sorties d'IDE, non seulement génèrent des investissements et des emplois et renforcent les profits pour les entreprises canadiennes, mais font aussi augmenter les flux d'exportations canadiennes à très long terme. Ainsi, tant l'investissement canadien à l'étranger que l'investissement étranger au Canada génèrent des échanges additionnels et créent de la richesse.

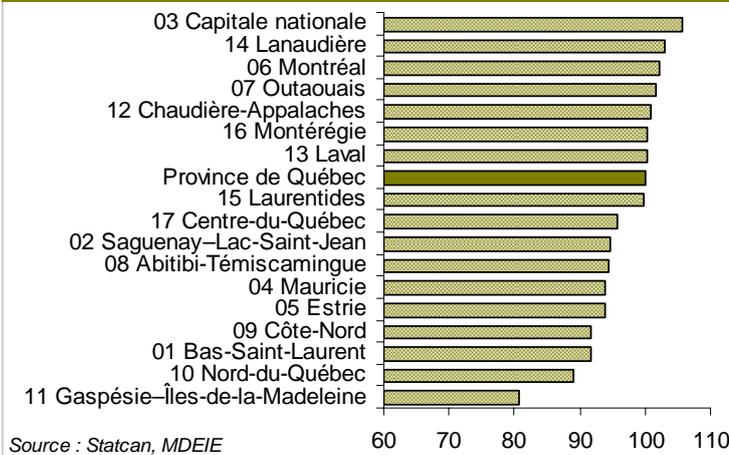
Cependant, sur le plan des échanges commerciaux, le Québec fait face à une concurrence étrangère accrue des pays émergents et sa part d'exportations vers les États-Unis diminue au profit de ces pays. L'avantage géostratégique du Québec par rapport aux États Unis ne suffit plus, il faut l'aider à soutenir sa position commerciale et son partenariat économique avec son voisin.

Regard statistique autour des 17 régions administratives du Québec

▪ L'approche régionale – Introduction	21
▪ 01 – Bas-Saint-Laurent	22
▪ 02 – Saguenay-Lac-Saint-Jean	27
▪ 03 – Capitale-Nationale	32
▪ 04 – Mauricie	37
▪ 05 – Éstrie	42
▪ 06 – Montréal	47
▪ 07 – Outaouais	52
▪ 08 – Abitibi-Témiscamingue	57
▪ 09 – Côte-Nord	62
▪ 10 – Nord-du-Québec	67
▪ 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	72
▪ 12 – Chaudière-Appalaches	77
▪ 13 – Laval	82
▪ 14 – Lanaudière	87
▪ 15 – Laurentides	92
▪ 16 – Montérégie	97
▪ 17 – Centre-du-Québec	102

Vision économique - Approche régionale

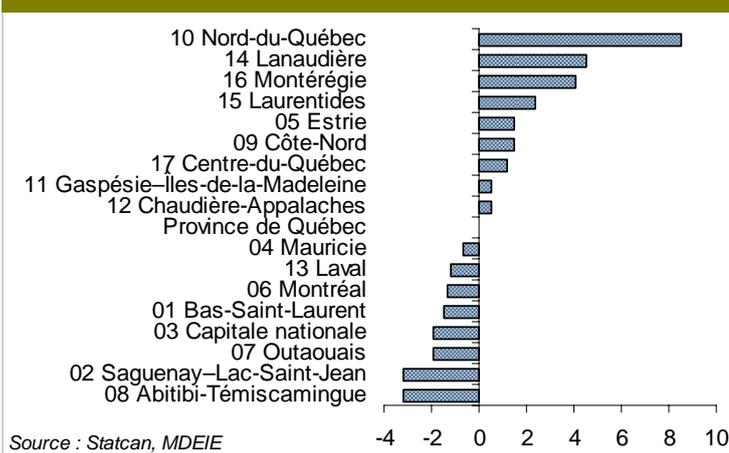
Indice de développement économique - 2005



Le développement économique des régions

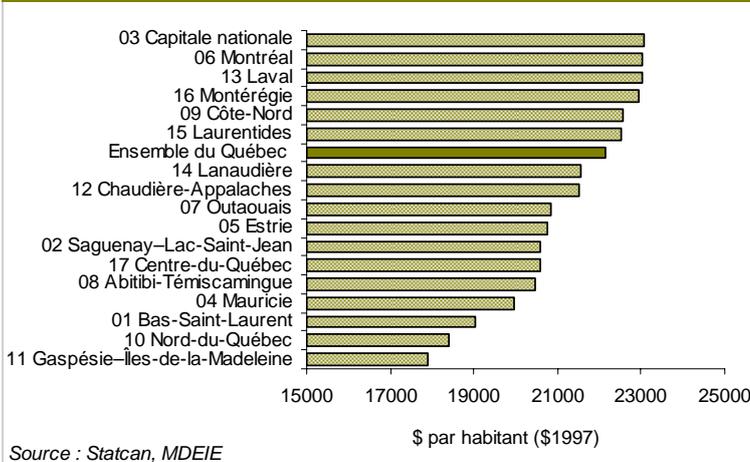
- L'indice de développement économique mesure les disparités régionales en termes de développement économique. Cet indicateur permet de comparer les régions entre elles à travers le profil démographique, le marché du travail, le revenu et la scolarité.
- Selon les données les plus récentes (2005), l'indice de développement économique révèle de forts contrastes entre les régions. La région de la Capitale nationale se positionne en tête avec un indice de développement de 105,6 (5,6% au-dessus de la moyenne québécoise) alors que la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se positionne en dernier avec un indice de 80,8 (19,2% en-dessous de la moyenne québécoise).

Indice de développement économique - Variation 2000-2005



- Sur dix-sept régions administratives, seulement sept affichent un indice de développement supérieur à la moyenne en 2005. Cependant, entre 2004 et 2005, les régions de Laval et de Chaudière-Appalaches sont passées au-dessus de la moyenne alors que la région Laurentides est passée en-dessous.
- En 2005, les régions ressources affichent, en moyenne, un indice de développement économique (92,9) inférieur à la moyenne. Que l'indice de développement économique soit inférieur pour l'ensemble des régions ressources est une preuve additionnelle de la disparité économique entre les régions ressources et les autres régions du Québec. Bien que, entre 1996 et 2005 l'indice ait diminué pour ses régions, il a connu une hausse en 2005 par rapport à 2000 (de 91,8 à 92,9).

Revenu personnel par habitant, 2005

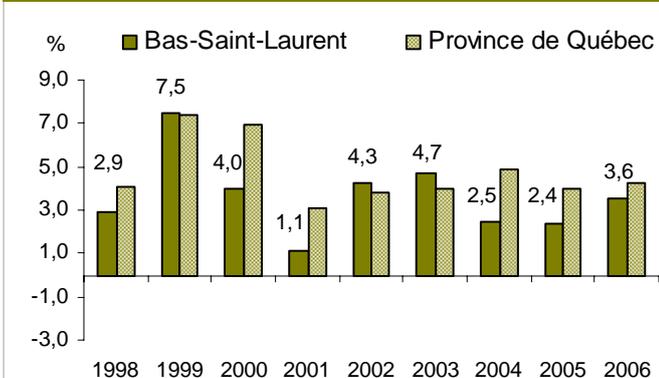


- Le revenu personnel par habitant, qui est l'un des composants de l'indice de développement économique, reflète lui aussi des disparités similaires. Les régions de la Capitale-Nationale, de Montréal et de Laval bénéficient des plus hauts revenus personnels par habitant alors que celle de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Nord du Québec et du Bas-Saint-Laurent affichent les plus bas revenus personnels par habitant.

01 - BAS-SAINT-LAURENT



Croissance économique

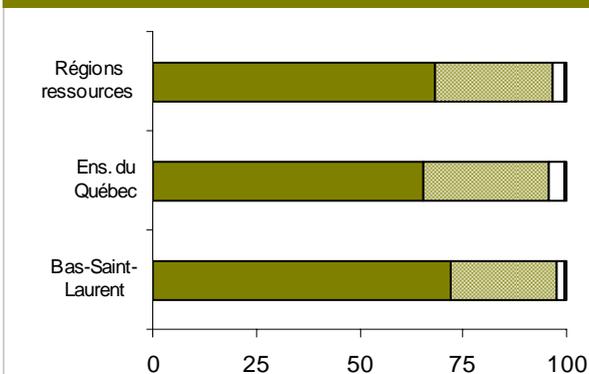


Source : ISQ

En 2006, la croissance économique de la région du Bas-Saint-Laurent a progressé comparativement à 2005. En effet, le PIB (nominal) de la région a enregistré, en 2006, une hausse de 3,6 % comparativement à une hausse de 2,4 % en 2005 et de 2,5 % en 2004. Entre 2001 et 2006, le taux de croissance annuel moyen du PIB a été de 3,5 % et se place au douzième rang à ce chapitre ex-æquo avec l'Estrie et la Chaudière-Appalaches et derrière Montréal (3,8 %). En 2006, le PIB aux prix de base du Bas-Saint-Laurent a atteint 5,3 milliards de dollars, soit 2 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Bas-Saint-Laurent	Ens. du Québec	Régions ressources
■ 200 et plus	0,4	0,8	0,6
□ 50 à 199	1,9	3,4	2,4
▨ 5 à 49	25,7	30,7	28,6
■ 1 à 4	71,9	65,2	68,3

En % du total

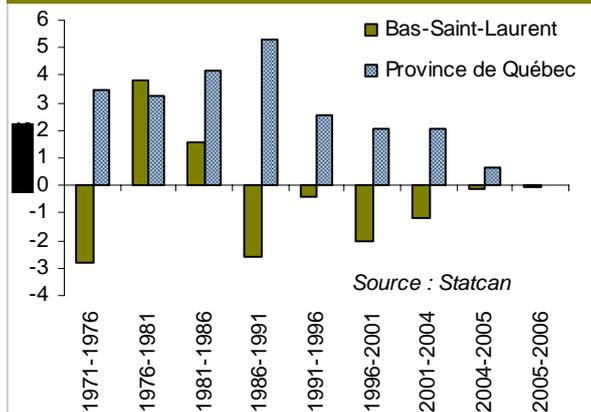
Source : Statcan, MDEIE

En 2006, la région du Bas-Saint-Laurent est, après la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la région ayant proportionnellement la plus grande part de micro-entreprises. 72 % des entreprises de la région emploient entre 1 et 4 employés, comparativement à une moyenne de 65,2 % pour le Québec, et 68,3 % pour l'ensemble des régions-ressources.

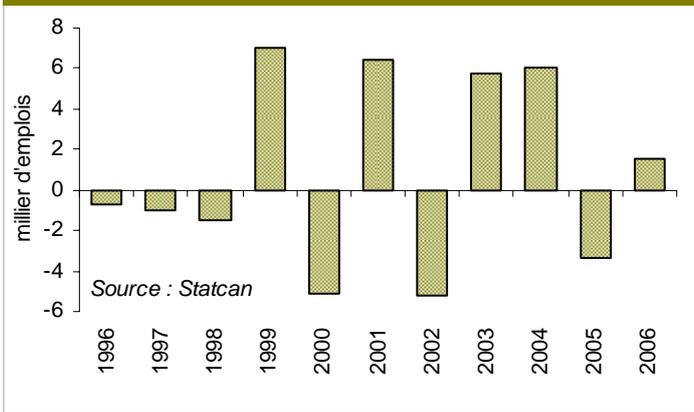
Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscaminque, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



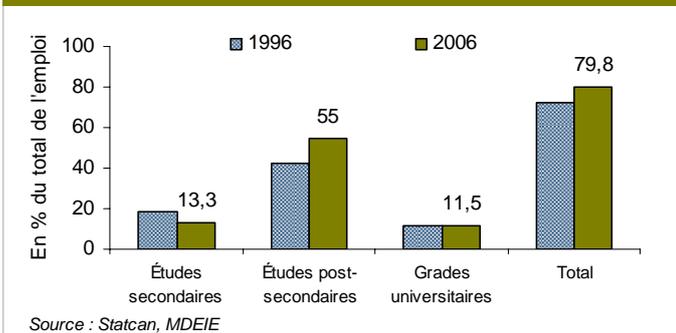
Bas-Saint-Laurent - Création d'emplois



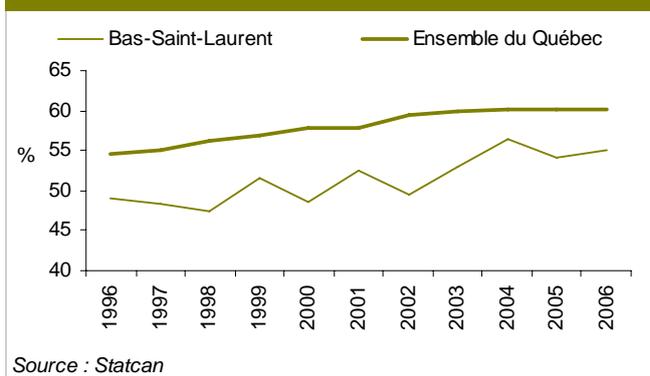
En 2006, la population de la région du Bas-Saint-Laurent atteignait 201 692 habitants, soit 2,6 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une baisse de 1,4 % en 2006 par rapport à 2001. Ce recul démographique s'explique, entre autres, par le départ d'un certain nombre de résidents de la région et par un nombre de décès supérieur à celui des naissances.

Après une baisse de 3,6 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région du Bas-Saint-Laurent s'établissait à 91 900 en 2006, soit une augmentation de 1,7 %. La hausse des emplois à temps partiel (+6 %) est responsable de la progression de l'emploi dans la région, puisque les emplois à temps plein se sont maintenus (+0,8 %). Bien que le taux d'emploi demeure toujours inférieur à la moyenne québécoise, celui-ci a progressé de façon constante depuis 2002 (+5,5 %).

Bas-Saint-Laurent - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006



Taux d'emploi



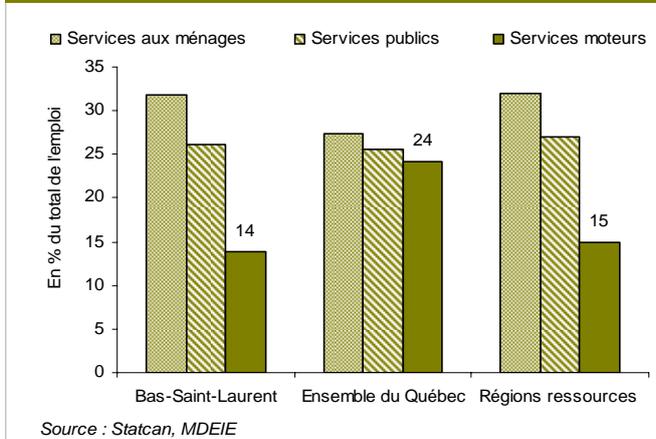
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
1 Bas-Saint-Laurent	37,8
311 Aliments	23,3
313 Usines de textiles	30,4
321 Produits en bois	33,1
322 Papier	43,2
323 Impression et act. connexes de soutien	54,3
325 Produits chimiques	47,4
326 Produits en caoutchouc et en plastique	47,2
332 Produits métalliques	58,5
333 Machines	55,3

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



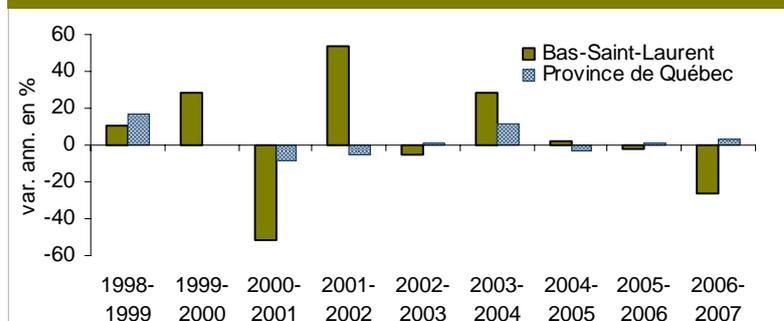
Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

L'économie du Bas-Saint-Laurent est principalement orientée vers l'exploitation et la première transformation des ressources naturelles (50 % de la valeur ajoutée provient des secteurs de l'alimentation, du bois et du papier). Le Bas-Saint-Laurent affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de 37,8 % ex-æquo avec la région des Laurentides et la région du Centre-du-Québec comparativement à une moyenne québécoise de 38,8 %. Les industries productrices d'aliments, de textiles et de bois sont responsables en grande partie de ce résultat. En 2006, 26,2 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 31,8 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 13,9 % de l'emploi total est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 282 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une diminution de 26,7 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2006, les investissements avait été supérieurs (+ 0,2 %) à ceux de l'ensemble du Québec (-2,7 %).

Investissements en immobilisations Machines et équipements

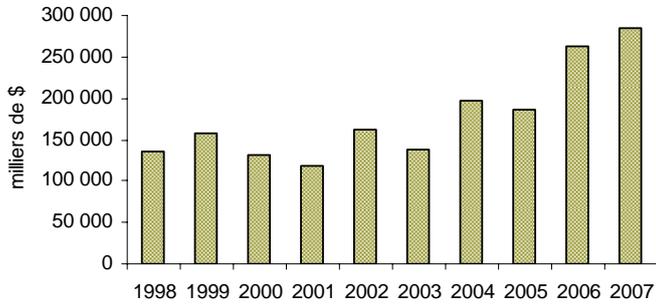


Source : Statcan, ISQ

INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Bas-Saint-Laurent

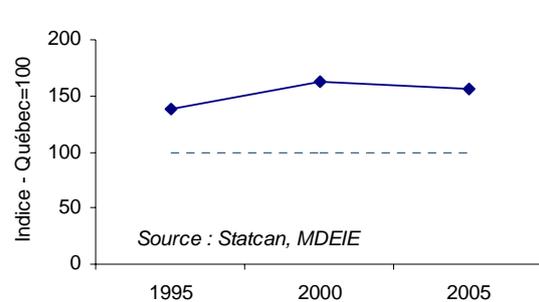
Immobilisations du secteur public



Sources : ISQ, Statcan

Bas-Saint-Laurent

Rapport de dépendance économique

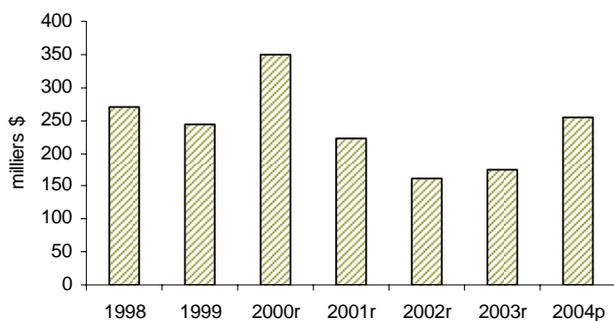


Source : Statcan, MDEIE

Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 284 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 8,2 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont progressé de 74,3 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, le Bas-Saint-Laurent est la région, après la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, qui dépend le plus des transferts gouvernementaux comme source de revenu. En 2005, les habitants ont reçu en moyenne 31,45 \$ en transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION

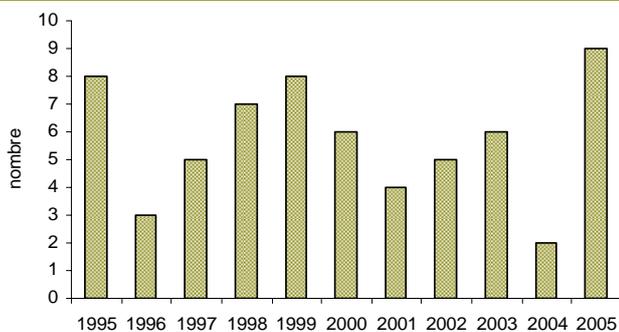
Bas-Saint-Laurent - Dépenses totales de R-D intra-muros industrielle, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros industrielle



Sources : Statcan, ISQ

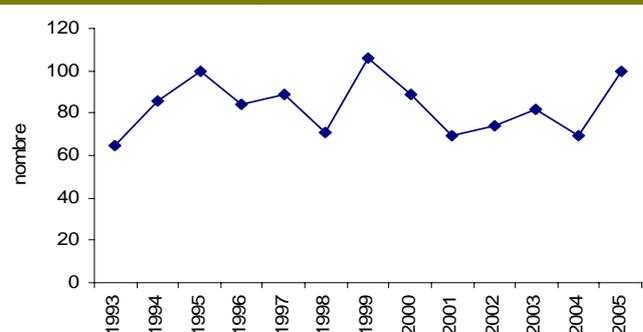
Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises du Bas-Saint-Laurent ont totalisé une somme de 19,8 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 0,5 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel de la province. Les dépenses intra-muros de R-D industrielle du Bas Saint-Laurent ont suivi une tendance à la hausse (+31 %) depuis 2002 reflétée également dans les publications scientifiques ainsi que les inventions brevetées de la région.

Bas-Saint-Laurent Inventions brevetées à l'USPTO



Sources : United States Patents and Trademark Office (USPTO), OST

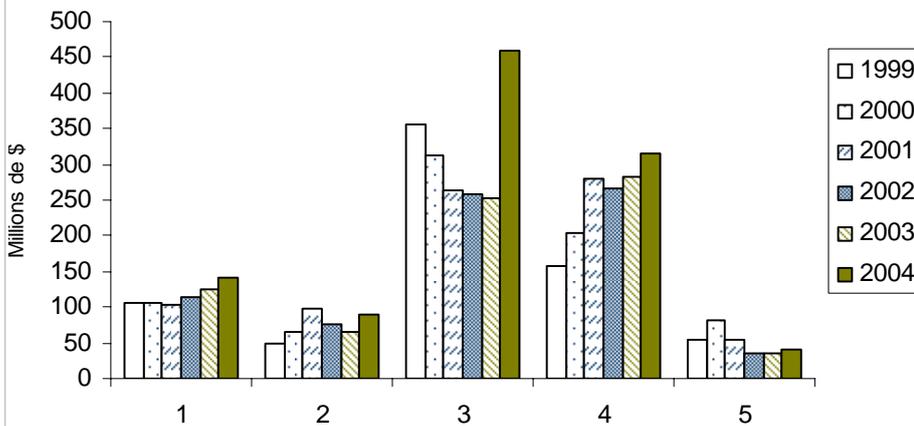
Bas-Saint-Laurent Publications scientifiques



Sources : ISQ, OST

COMMERCE INTERNATIONAL

Bas-Saint-Laurent Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

La région du Bas-Saint-Laurent a exporté des biens d'une valeur de 1 milliard de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 1,6 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a progressé de 37,3 % comparativement à 2003. 63 des 99 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations du Bas-Saint-Laurent (84,3 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

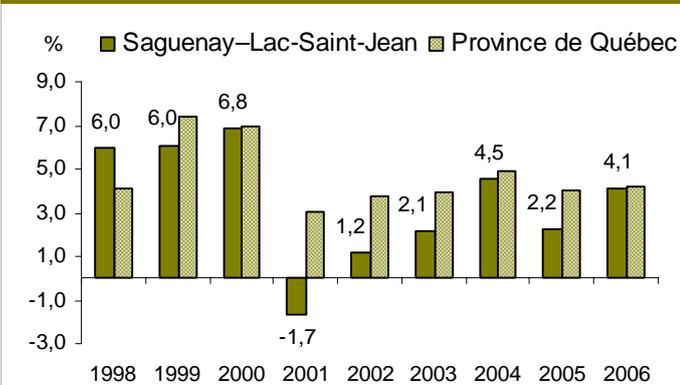
Bas-Saint-Laurent - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	32,2	46,7	22	16,7	25	43,1	91,6
Japon	2,5	4,5	5,1	5,1	7,6	8,8	6,5
Amérique du Sud et Mexique	4,2	5,7	12,1	14,8	3,1	8,5	9,3
États-Unis	506,1	602,5	709	727,9	692	676,3	880,3
Autres	40,6	65	19,8	32,2	20,9	24,3	57

Sources : Statcan, ISQ

02 - SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Croissance économique

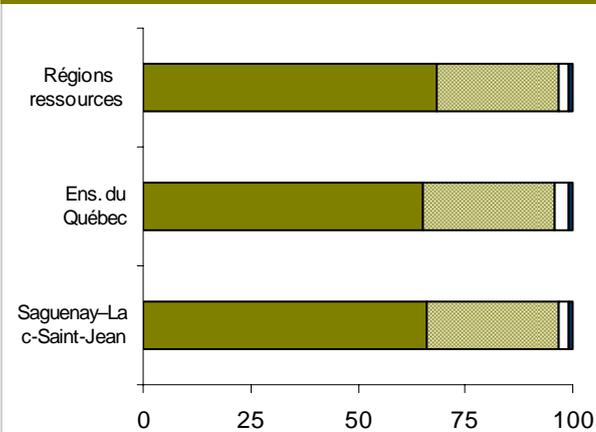


Source : ISQ

En 2006, la croissance économique de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean a progressé comparativement à 2005. En effet, le PIB (nominal) de la région a enregistré une hausse de 4,1%, comparativement à la hausse de 2,2 % en 2005. Entre 2001 et 2006, le taux de croissance annuel moyen du PIB a été de 2,8 %. En 2006, le PIB aux prix de base du Saguenay-Lac-Saint-Jean a atteint 8,6 milliards de dollars, soit 3,3 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Ens. du Québec	Régions ressources
■ 200 et plus	0,7	0,8	0,6
□ 50 à 199	2,5	3,4	2,4
▨ 5 à 49	30,7	30,7	28,6
■ 1 à 4	66,1	65,2	68,3

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean compte proportionnellement un peu plus de micro-entreprises (de 1 à 4 employés) que l'ensemble du Québec. La proportion d'établissements employant entre 5 et 49 employés installés dans cette région est semblable à celle de l'ensemble du Québec. La présence des entreprises productrices de bois et d'aluminium explique en partie cette situation.

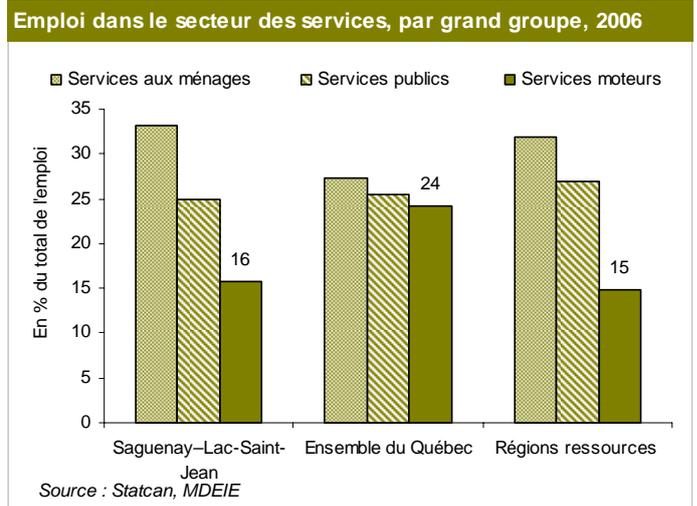
Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamisque, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
2 Saguenay—Lac-Saint-Jean	39,9
321 Produits en bois	31,2
322 Papier	36,6
334 Produits informatiques et électroniques	65,6

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

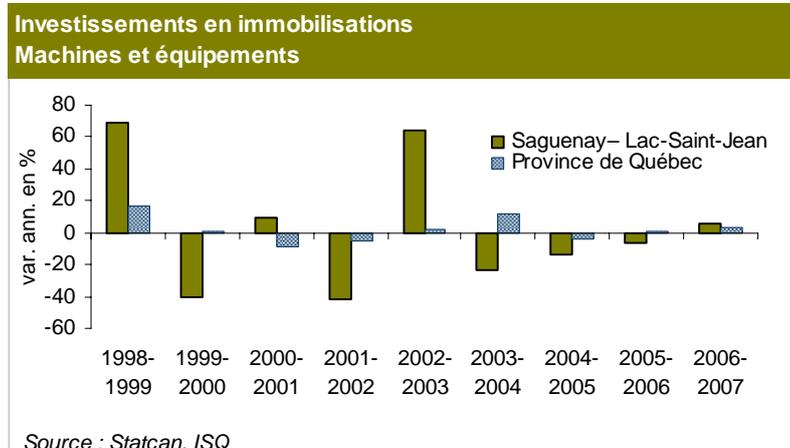


Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

L'économie de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean est principalement orientée vers l'exploitation des ressources naturelles et la transformation primaire. Les secteurs forts de l'économie de la région sont le bois, l'aluminium, l'agroalimentaire et le tourisme. La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de 39,9 % et se place devant la région du Bas-Saint-Laurent (37,8 %), comparativement à une moyenne québécoise de 38,8 %. Les industries productrices de bois, de papier et de produits informatiques et électroniques sont responsables en grande partie de ce résultat. En 2006, 25 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 33,1 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 15,8 % de l'emploi total est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

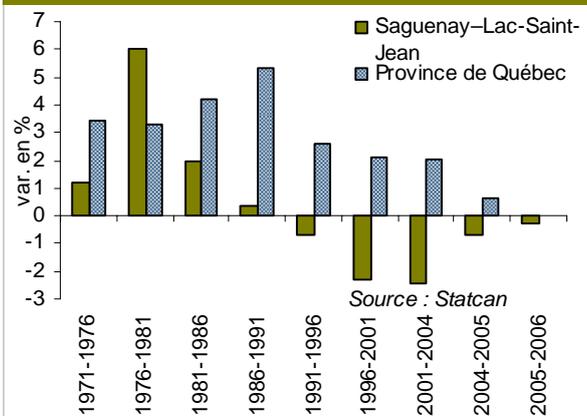
INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 525 millions de dollars en 2007 (perspective), soit une augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente. Entre 2005 et 2006 ces investissements avaient diminué de 7 %.

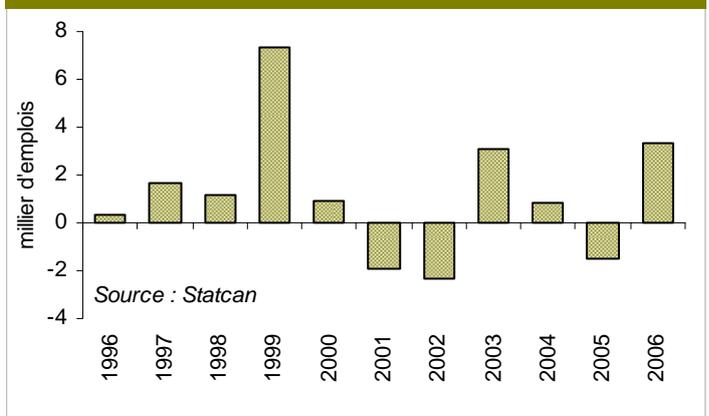


MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



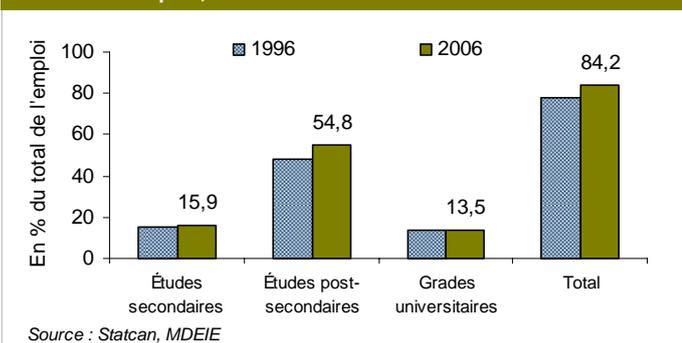
Saguenay-Lac-Saint-Jean - Création d'emplois



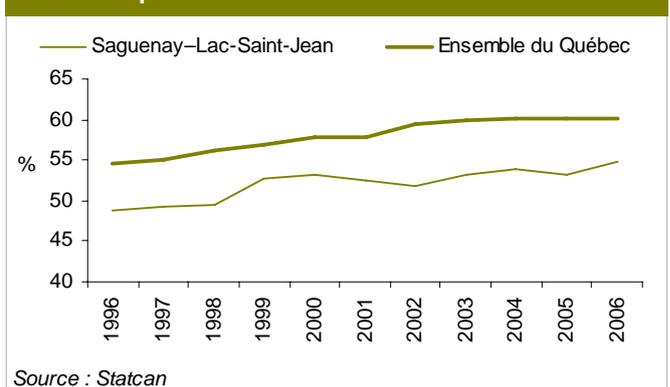
En 2006, la population de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean atteignait 274 095 habitants, soit 3,6 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une baisse de 3,4 % en 2006 par rapport à 2001. C'est le vieillissement de la population ainsi qu'un exode important qui explique entre autres ce recul démographique.

Après un recul de 1,2 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean s'établissait à 123 100 en 2006, soit une augmentation de 2,8 %. Les emplois à temps plein (+ 2,6 %) ainsi que les emplois à temps partiel (+ 3,3 %) ont participé à cette progression. Bien que le taux d'emploi demeure toujours inférieur à la moyenne québécoise, celui-ci a progressé depuis 2002 (+0,8 %).

Saguenay-Lac-Saint-Jean - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006

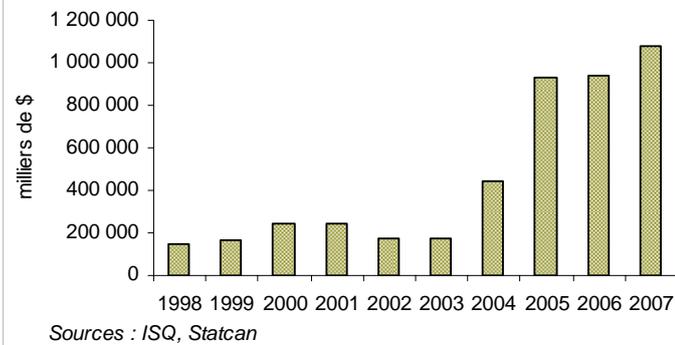


Taux d'emploi

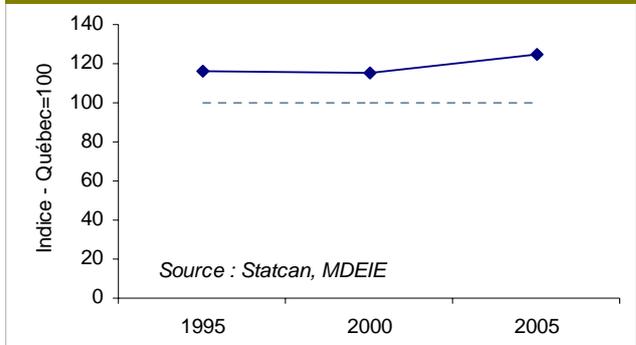


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Saguenay–Lac-Saint-Jean Immobilisations du secteur public



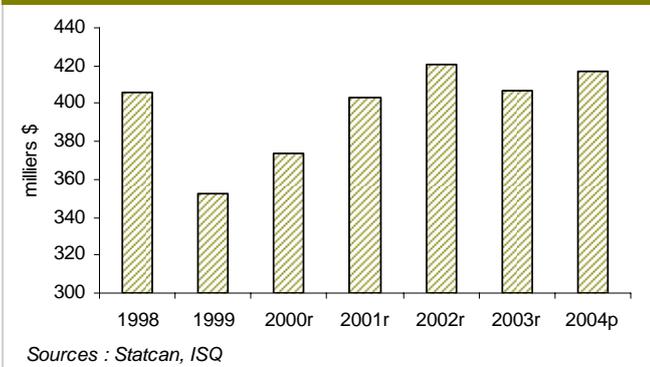
Saguenay–Lac-Saint-Jean Rapport de dépendance économique



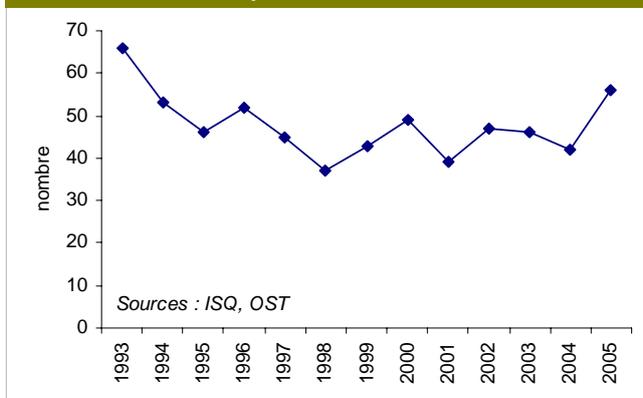
Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 1 milliard de dollars en 2007 (perspective), soit une augmentation de 14,7 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont sextuplé depuis 2004 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les habitants du Saguenay–Lac-Saint-Jean dépendent davantage des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 25,10 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION

Saguenay–Lac-Saint-Jean - Dépenses totales de R-D intra-muros industrielle, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros industrielle

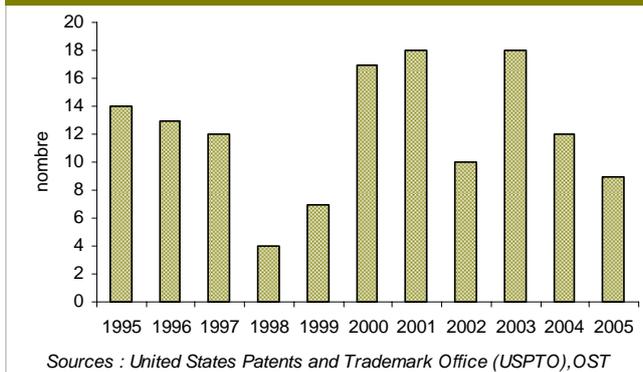


Saguenay–Lac-Saint-Jean Publications scientifiques



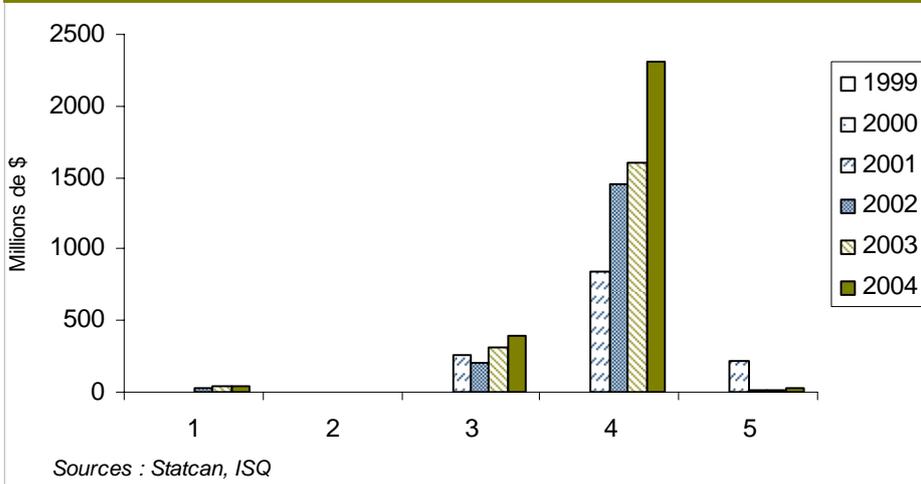
Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises du Saguenay–Lac-Saint-Jean se sont chiffrées à 64,6 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 1,5 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel de la province. Les dépenses intra-muros de R-D industrielle du Saguenay–Lac-Saint-Jean ont augmenté de 53,4 % entre 2000 et 2003 ce qui est beaucoup plus élevé que la hausse enregistrée dans l'ensemble du Québec (14 %).

Saguenay–Lac-Saint-Jean Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Saguenay–Lac-Saint-Jean Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean a exporté des biens d'une valeur de 2,8 milliard de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 4,1 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a progressé de 39,6 % comparativement à 2003. 57 des 73 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations du Saguenay–Lac-Saint-Jean (95,6 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

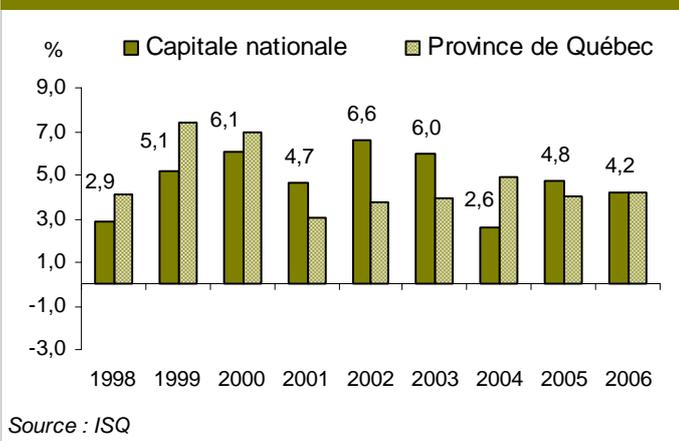
Saguenay–Lac-Saint-Jean - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	11,2	29,0	23,5	13,5	18,7	x	91,3
Japon	x	x	x	3,6	3,4	5,9	6,0
Amérique du Sud et Mexique	x	x	x	x	3,8	x	3,7
États-Unis	917,9	739,0	1111,3	1287,6	1659,3	1868,1	2636,2
Autres	x	x	x	x	27,7	x	19,1

Sources : Statcan, ISQ

03 – CAPITALE-NATIONALE

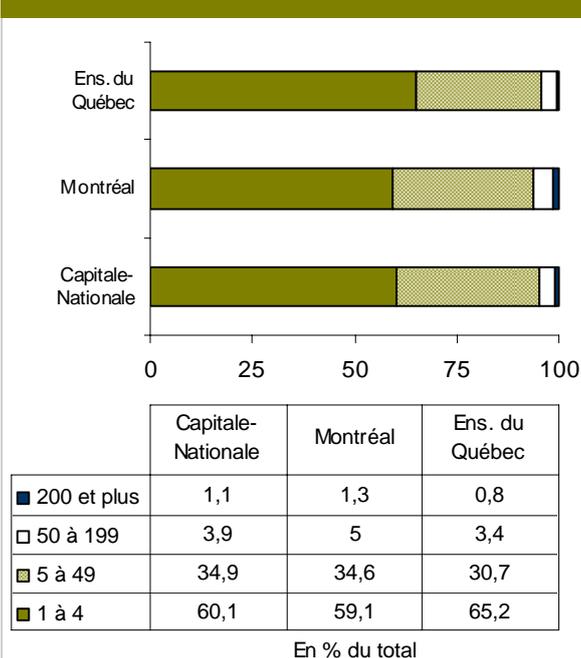
Croissance économique



En 2006, la croissance économique de la Capitale-Nationale a légèrement ralenti. En 2006, le PIB (nominal) de la région a enregistré une hausse de 4,2 %, tout juste au niveau de la moyenne québécoise, en comparaison de 4,8 % en 2004 et de 6 % en 2003. Entre 2001 et 2006, il a atteint un taux de croissance annuel moyen de 4,8 % et se positionne au cinquième rang à ce chapitre, derrière Laval (5,3 %). En 2006, le PIB aux prix de base de la Capitale-Nationale a atteint 24,8 milliards de dollars, soit 9,4 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



Source : Statcan, MDEIE

Dans la région de la Capitale-Nationale, la taille des entreprises est généralement supérieure à celles des autres régions. Après le Nord-du-Québec et Montréal, la région de la Capitale-Nationale compte proportionnellement le plus grand nombre d'établissements aussi bien de grande taille (plus de 200 employés) que de moyenne taille (entre 50 et 99 employés) que dans le reste du Québec. Concernant les micro-entreprises, la région en compte proportionnellement moins que dans l'ensemble du Québec.

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscaminque, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

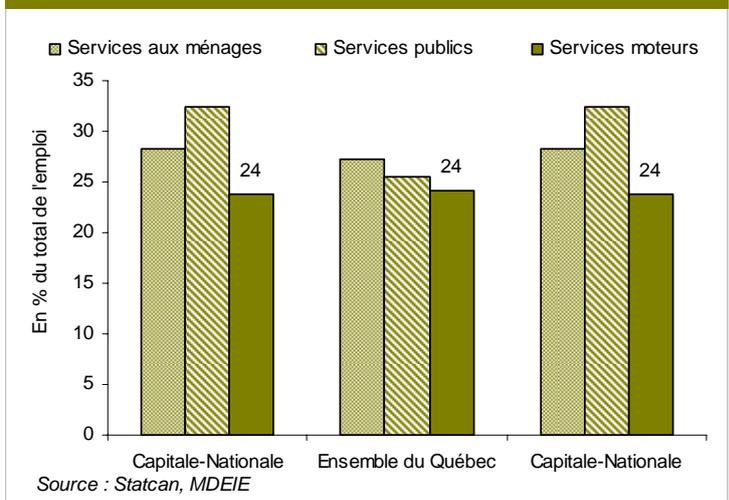
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
3 Capitale-Nationale	50,3
311 Aliments	41,4
313 Usines de textiles	45,9
315 Vêtements	58,2
321 Produits en bois	32,8
322 Papier	36,9
323 Impression et act. connexes de soutien	58,4
325 Produits chimiques	44,4
326 Produits en caoutchouc et en plastique	48,0
327 Produits minéraux non métalliques	58,2
332 Produits métalliques	52,5
333 Machines	13,6
334 Produits informatiques et électroniques	53,7
335 Matériel, appareils et comp. électriques	30,1
337 Meubles et produits connexes	60,4
339 Activités diverses de fabrication	53,4

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006

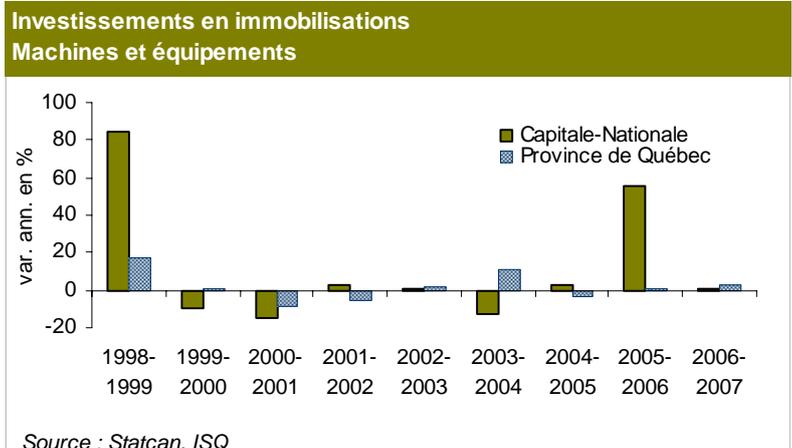


Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

L'économie de la Capitale-Nationale est principalement orientée vers le commerce suivi de près par le secteur de la santé, l'enseignement, l'hébergement et la restauration, les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que la finance. La Capitale-Nationale affiche le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières le plus élevé dans tout le Québec (50,3 %). Les industries productrices de produits informatiques et électroniques, de produits minéraux non métalliques, de produits métalliques, ainsi que les meubles et produits connexes sont responsables en grande partie de ce résultat élevé. En 2006, 32,4 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 28,3 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec). L'emploi dans les services moteurs représente 24 % de l'emploi total, ce qui correspond également à la moyenne de l'ensemble du Québec.

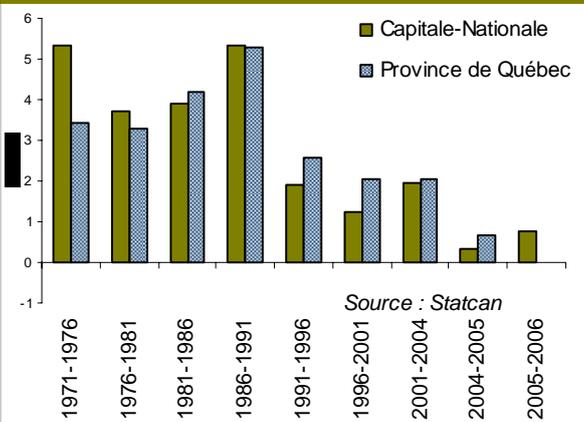
INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 2,1 milliards de dollars en 2007 (perspective), soit une augmentation de 0,7 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007 ces investissements ont progressé de 61,3 % (+0,2 % au Québec).

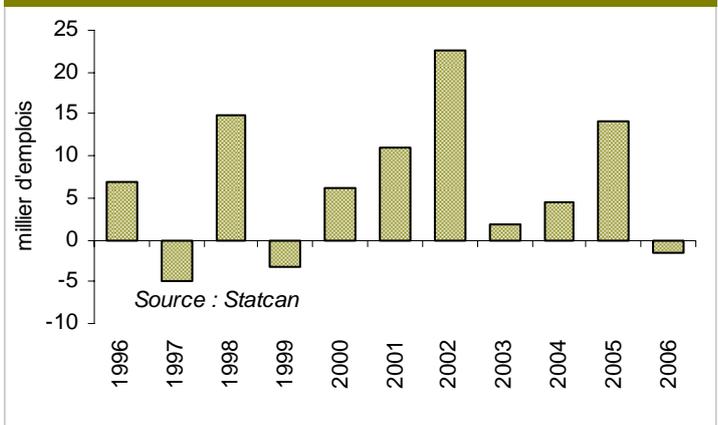


MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



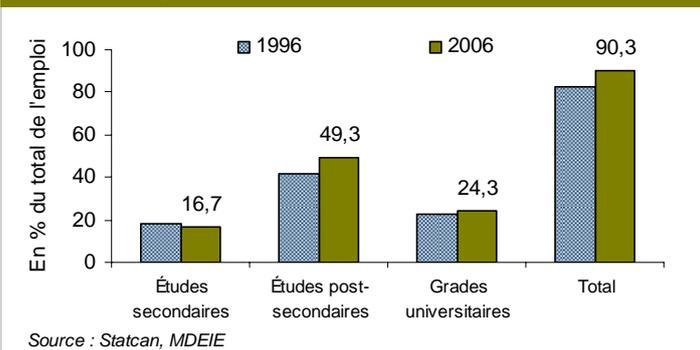
Capitale-Nationale - Création d'emplois



En 2006, la population de la région de la Capitale-Nationale atteignait 671 468 habitants, soit 8,8 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une augmentation de 3,1 % en 2006 par rapport à 2001. C'est l'arrivée de nouvelles personnes dans la région qui soutient la progression du nombre d'habitants alors que le faible nombre de naissance modère cette progression.

Après une baisse de 4,2 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région de la Capitale-Nationale s'établissait à 345 000 en 2006, soit une diminution de 0,4 %. La baisse des emplois à temps partiel (- 7,2 %) est responsable du repli de l'emploi dans la région, puisque ceux à temps plein sont plus nombreux qu'en 2005 (+ 1,1 %). Bien que le taux d'emploi ait fléchi de 1% entre 2005 et 2006, il demeure supérieur à la moyenne québécoise (61,6% comparativement à 60,2 %).

Capitale-Nationale - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006

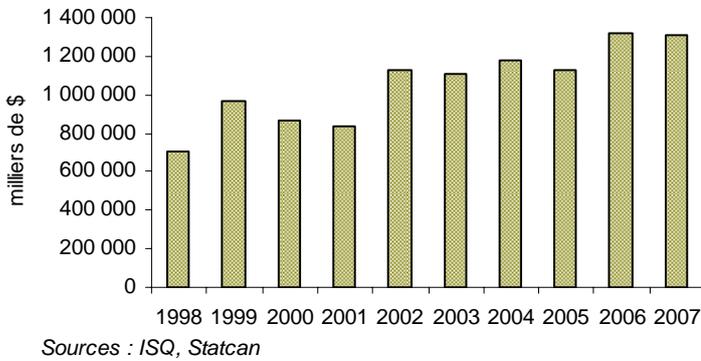


Taux d'emploi

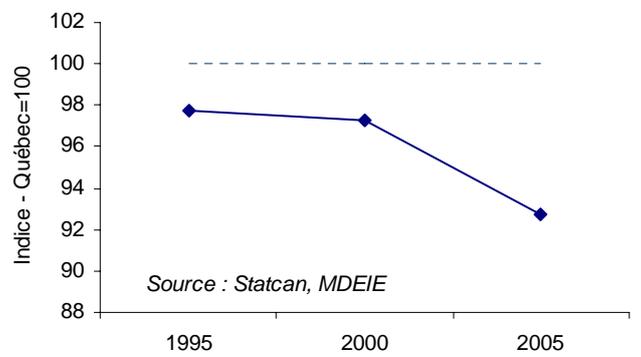


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Capitale Nationale Immobilisations du secteur public



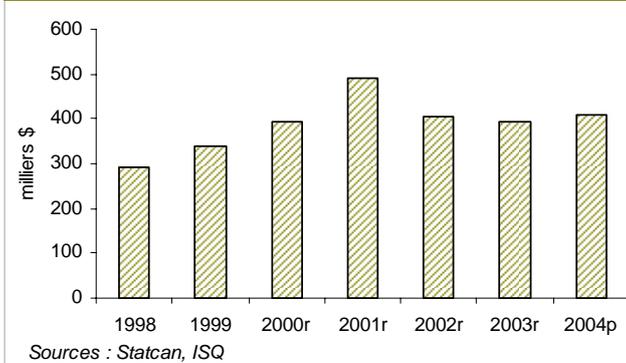
Capitale Nationale Rapport de dépendance économique



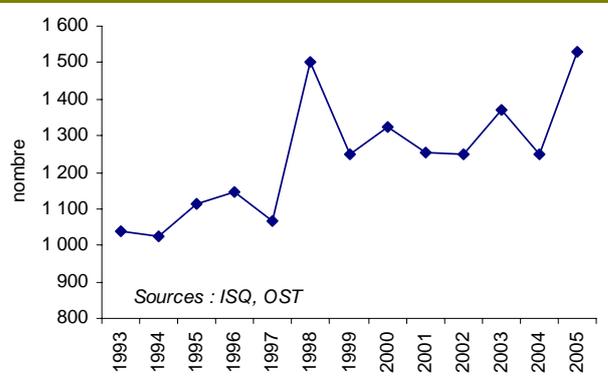
Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 1,3 milliard de dollars en 2007 (perspectives), soit une diminution de 0,9 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont progressé de 15,8 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les habitants de la Capitale-Nationale sont moins dépendants des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 18,67 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION

Capitale Nationale- Dépenses totales de R-D intra-muros industrielle, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros industrielle

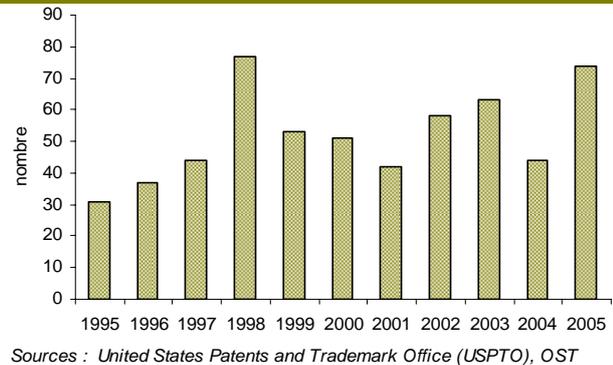


Capitale Nationale Publications scientifiques



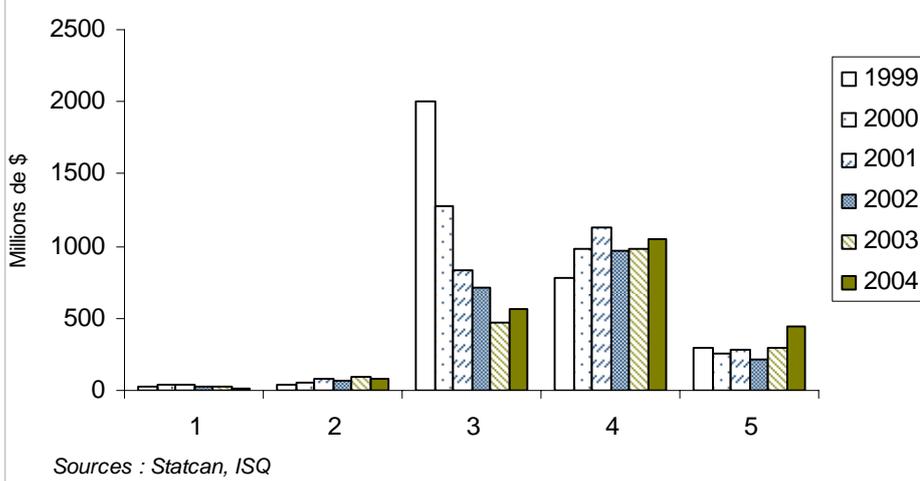
Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de la Capitale-Nationale ont totalisé 178,2 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 4,1 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel québécois. Les dépenses intra-muros de R-D industrielle de la Capitale-Nationale ont augmenté de 44,7 % entre 2000 et 2001 et ont pratiquement maintenu ce niveau en 2002 et 2003.

Capitale Nationale Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Capitale-Nationale Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



La région de la Capitale-Nationale a exporté des biens d'une valeur de 2,2 milliard de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 3,2 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a progressé de 15,4 % comparativement à 2003. 205 des 395 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région de la Capitale-Nationale (83,5 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

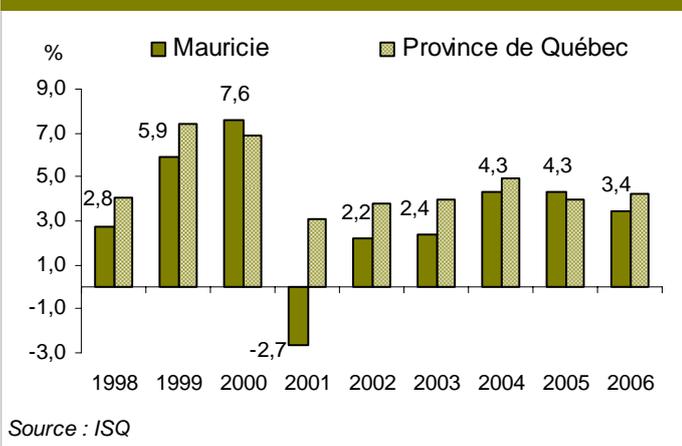
Capitale-Nationale - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	267,3	318,1	117,7	59,1	55	84,8	80,8
Japon	4,8	6,6	11,7	6,4	4,8	9,7	13,8
États-Unis	2 739,80	2 672,30	2 386,80	2 158,40	1 768,30	1 514,50	1 800,40
Autres	47,5	67,5	56,1	x	44	98,8	94,8

Sources : Statcan, ISQ

04 - MAURICIE

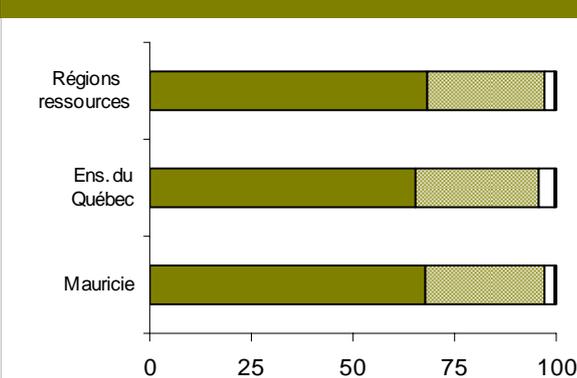
Croissance économique



La croissance économique de la Mauricie a ralenti en 2006. Le PIB (nominal) de la région a augmenté de 3,4 % en 2006, comparativement à des hausses successives de 4,3 % en 2004 et 2003. Entre 2001 et 2006, le taux de croissance annuel moyen a été de 3,3 %. En 2006, le PIB aux prix de base de la Mauricie a atteint 7,2 milliards de dollars, soit 2,7 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Mauricie	Ens. du Québec	Régions ressources
■ 200 et plus	0,6	0,8	0,6
□ 50 à 199	2,5	3,4	2,4
▨ 5 à 49	29,1	30,7	28,6
■ 1 à 4	67,8	65,2	68,3

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

En 2006, la région de la Mauricie compte proportionnellement moins de micro-entreprises que la moyenne des autres régions ressources. La proportion d'entreprises de plus de cinq employés est plus importante dans la région que dans les autres régions ressources. La Mauricie est généralement dotée d'établissements plus grands que dans les autres régions.

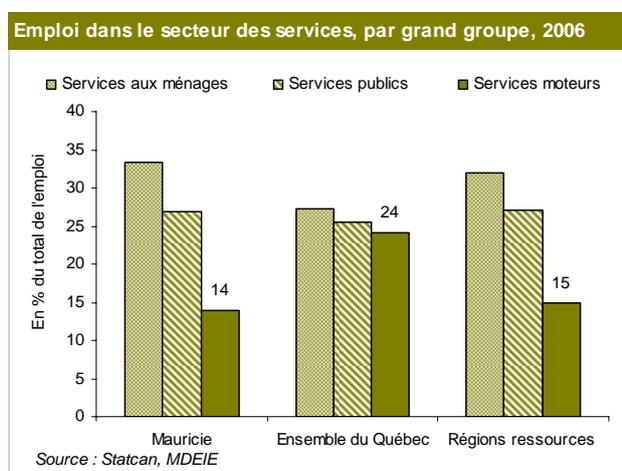
Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamisque, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
4 Mauricie	41,8
311 Aliments	23,7
313 Usines de textiles	54,4
315 Vêtements	55,4
321 Produits en bois	38,8
322 Papier	39,0
323 Impression et act. connexes de soutien	57,4
325 Produits chimiques	47,5
331 Première transformation des métaux	36,9
332 Produits métalliques	55,3
333 Machines	47,6
336 Matériel de transport	44,5
337 Meubles et produits connexes	54,8
339 Activités diverses de fabrication	56,2

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

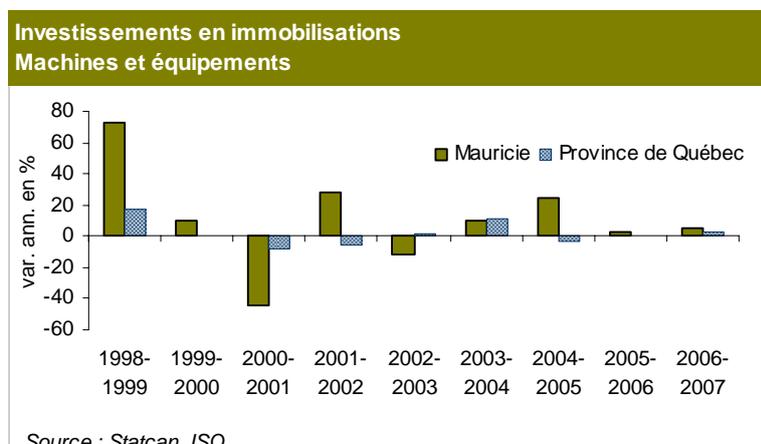


Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

Les industries liées à l'exploitation et à la transformation des ressources naturelles sont essentielles dans l'économie régionale. La région de la Mauricie affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de 41,8 % et se place en cinquième place à ce chapitre devant la région de Lanaudière (41,7 %) et derrière la région de la Montérégie (42,5 %). Les industries productrices d'aliments, de textiles, de vêtements et de bois sont responsables en grande partie de ce résultat. En 2006, 26,8 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 33,4 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 14 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

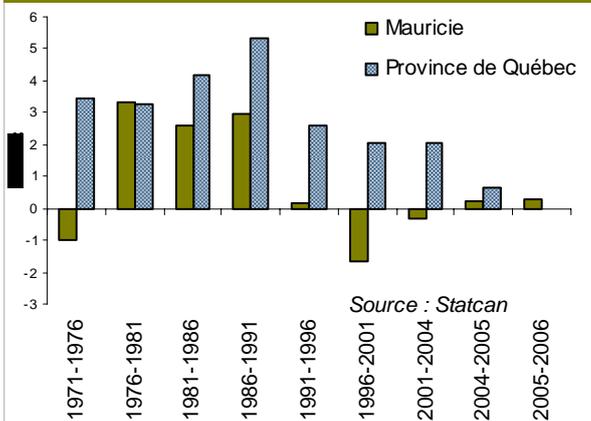
INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 529 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 4,6 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007, ces investissements ont progressé de 33,3 % (+0,2 % au Québec).

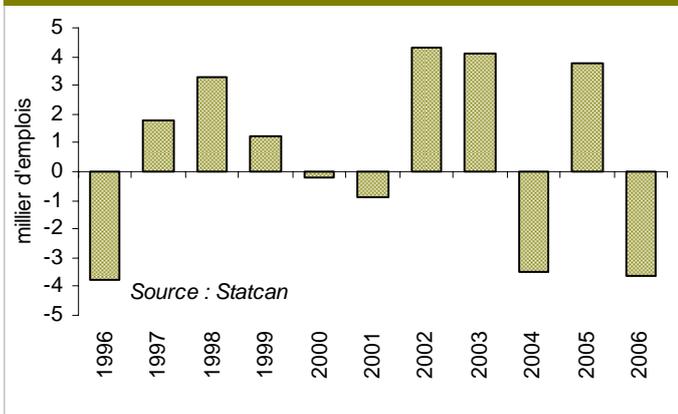


MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique



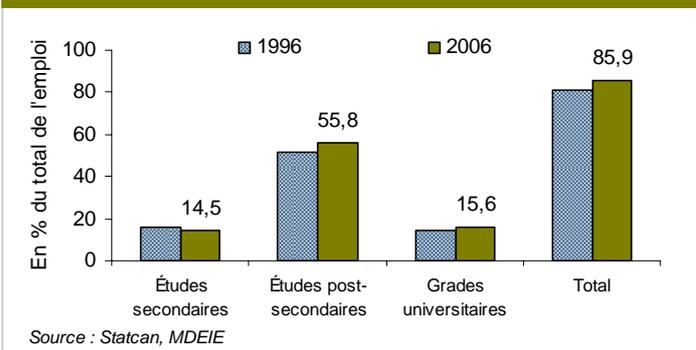
Mauricie - Création d'emplois



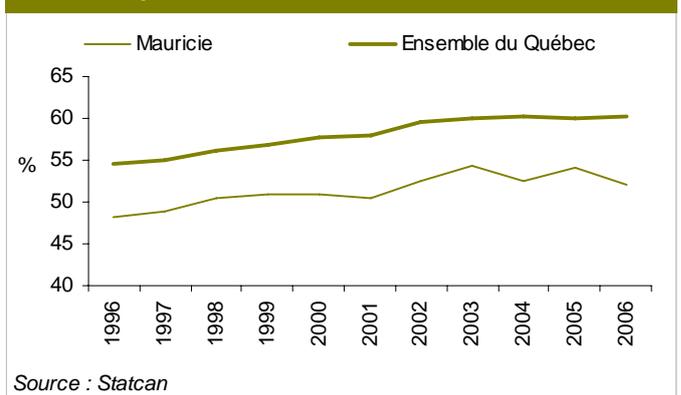
En 2006, la population de la région de la Mauricie atteignait 260 461 habitants, soit 3,4 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une hausse de 0,1 % en 2006 par rapport à 2001. Le vieillissement de la population ainsi que le faible nombre de naissances expliquent entre autres la stagnation démographique de la région.

Après une augmentation de 3,4 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région de la Mauricie s'établissait à 112 600 en 2006, soit une chute de 3,1 %. Les diminutions des emplois à temps plein (-3,1 %) et à temps partiel (-2,9 %) sont responsables de ce repli de l'emploi dans la région. Après la baisse du taux d'emploi en 2006, celui-ci reste inférieur à la moyenne québécoise (52 % comparativement à 60,2 %).

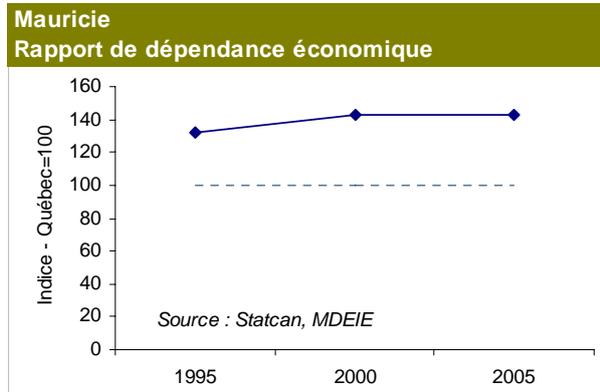
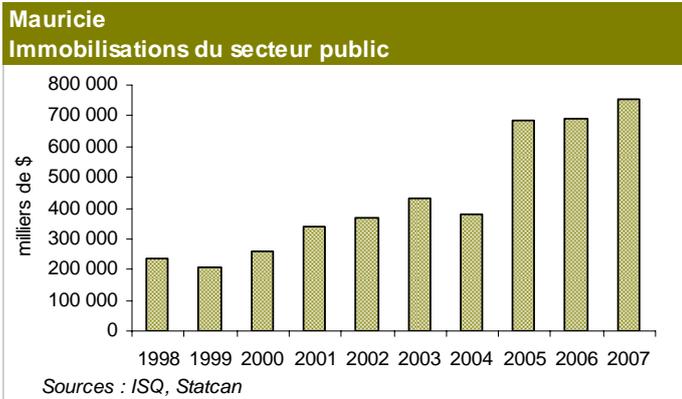
Mauricie - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006



Taux d'emploi

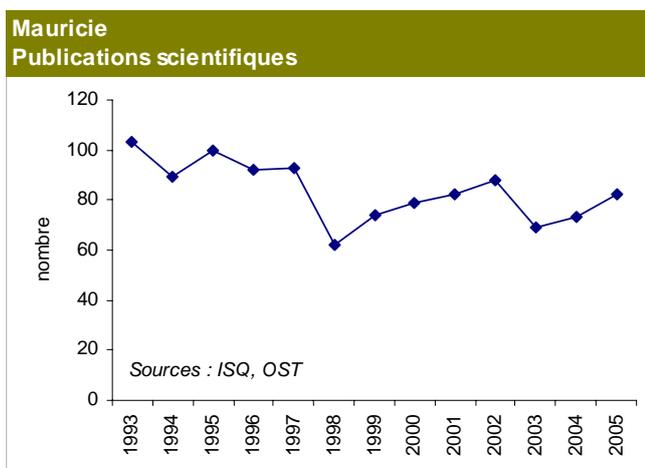
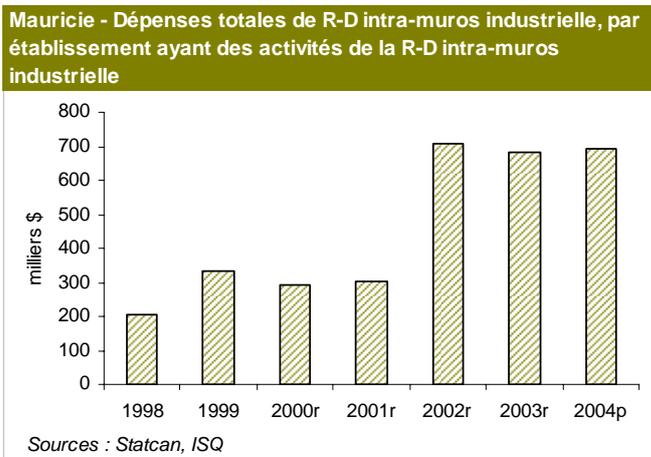


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

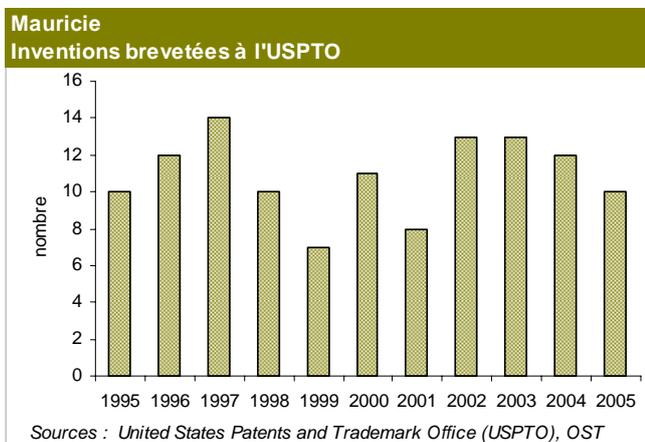


Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 756 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 9,8 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements plus que doublé depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de la Mauricie dépendent davantage des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 28,82 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne au Québec.

R-D ET INNOVATION



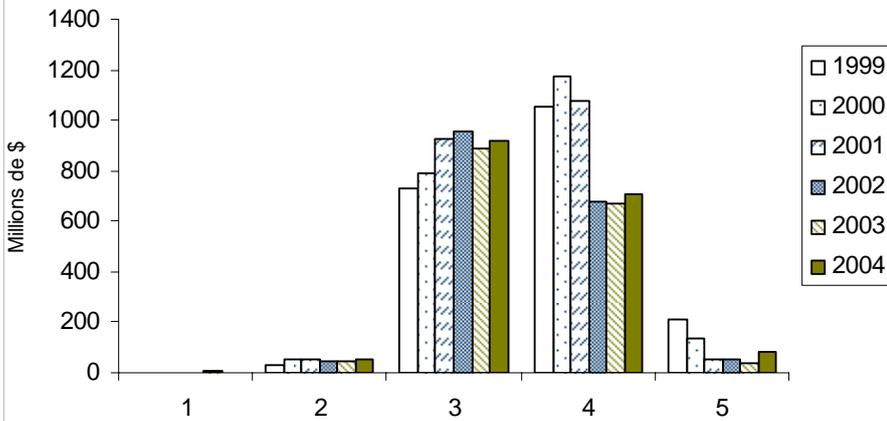
Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de la Mauricie se chiffreraient à 78,5 millions de dollars en 2004 (la donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 1,8 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel de la province. Les dépenses intra-muros de R-D industrielle de la Mauricie ont augmenté de 129,4 % en 2002 suivie d'une autre hausse de 9,9 % en 2003. La croissance des dépenses (161,6%) entre 2000 et 2003 et beaucoup plus forte que pour l'ensemble de la province (14%).



COMMERCE INTERNATIONAL

Mauricie

Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

La région de la Mauricie a exporté des biens d'une valeur de 1,8 milliard de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 2,7 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a progressé de 7,6 % comparativement à 2003. 108 des 150 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région de la Mauricie (95,7 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

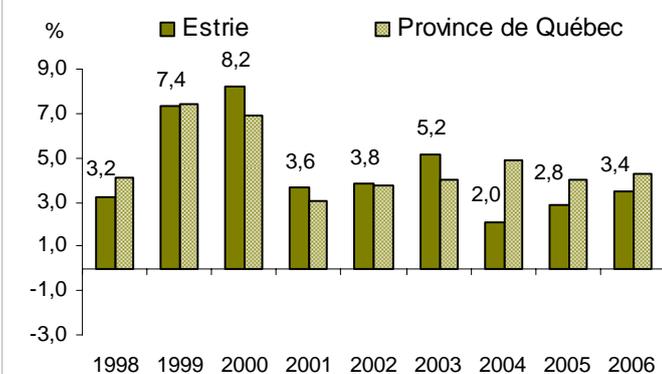
Mauricie - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	15,7	15,2	10,2	8,2	11,4	12,8	18,6
Japon	4,1	1,3	2	2,8	1,1	6,3	x
Amérique du Sud et Mexique	3,3	3,2	2,8	1,8	1,6	0,7	1,7
États-Unis	2 051,60	1 997,10	2 132,30	2 094,30	1 711,30	1 611,50	1 690,30
Autres	7,4	16,7	13,7	7,5	4,2	10,5	x

Sources : Statcan, ISQ

05 - ESTRIE

Croissance économique

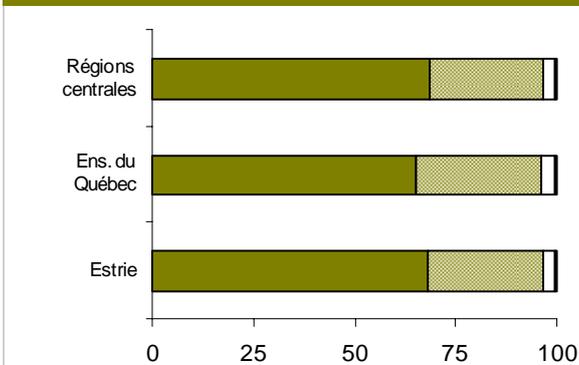


Source : ISQ

En 2006, la croissance économique de l'Estrie a progressé comparativement à 2005. Le PIB (nominal) de la région a augmenté de 3,4 % en 2006 comparativement à 2,8 % en 2004 et de 2 % en 2003. Entre 2001 et 2006, le taux de croissance annuel moyen du PIB a été de 3,5 %. Le PIB aux prix de base de l'Estrie a atteint 9,2 milliards de dollars, soit 3,4 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Estrie	Ens. du Québec	Régions centrales
■ 200 et plus	0,6	0,8	0,5
□ 50 à 199	2,7	3,4	2,7
▨ 5 à 49	28,6	30,7	28,3
■ 1 à 4	68,1	65,2	68,4

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

La structure des entreprises de la région de l'Estrie est très similaire à la structure des autres régions centrales. La région compte proportionnellement un peu plus de micro-entreprises que l'ensemble de la province (68,2 %), mais un peu moins de moyenne entreprises (28,6 %) que l'ensemble du Québec. En ce qui concerne les grandes entreprises, l'Estrie en abrite proportionnellement plus comparativement aux autres régions centrales.

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

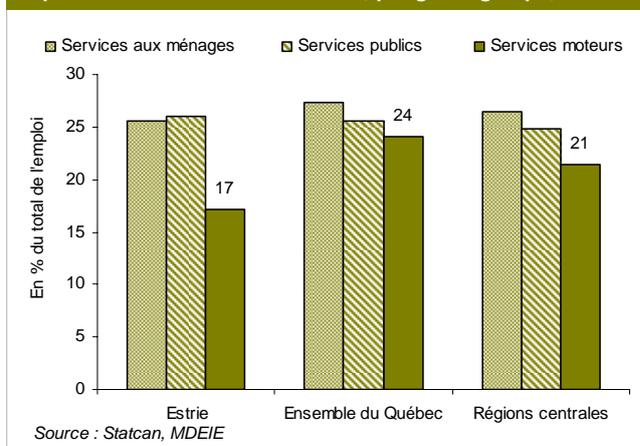
Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)

Ensemble du Québec		38,8
5	Estrie	47,5
311	Aliments	23,3
313	Usines de textiles	43,5
315	Vêtements	63,6
321	Produits en bois	43,6
322	Papier	46,4
323	Impression et act. connexes de soutien	55,0
325	Produits chimiques	31,0
326	Produits en caoutchouc et en plastique	56,7
332	Produits métalliques	58,9
333	Machines	58,1
335	Matériel, appareils et comp. électriques	52,6
339	Activités diverses de fabrication	62,1

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



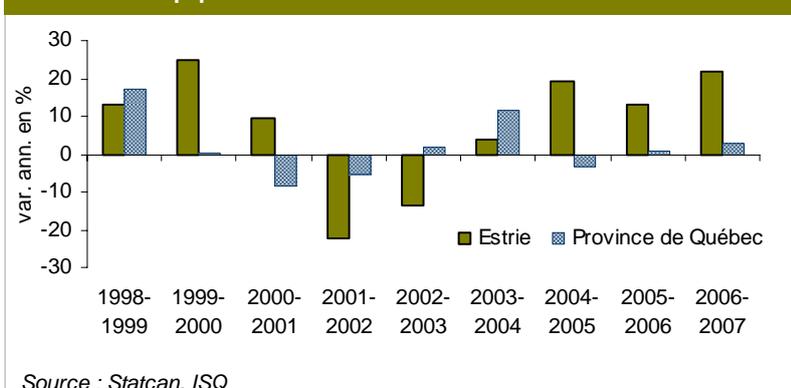
Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs

L'économie de la région de l'Estrie est principalement orientée vers tous les grands secteurs de fabrication à la seule exception de celui du pétrole et du charbon. La région de l'Estrie affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de 47,5 % et se place en deuxième place à ce chapitre derrière la région de la Capitale-Nationale (50,3 %), comparativement à une moyenne québécoise de 38,8 %. Les industries productrices d'aliments, de textiles, de vêtements, de bois et de papier sont responsables en grande partie de ce résultat. En 2006, 26 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 25,5 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 17,2 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

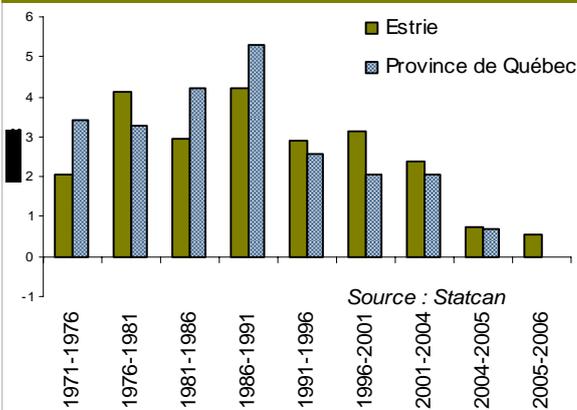
Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 801 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 21,9 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007, ces investissements ont progressé de 64,5 % (+0,2 % au Québec).

Investissements en immobilisations Machines et équipements

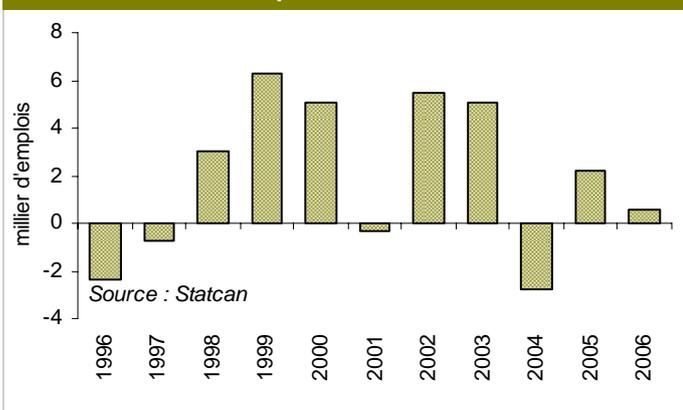


MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique



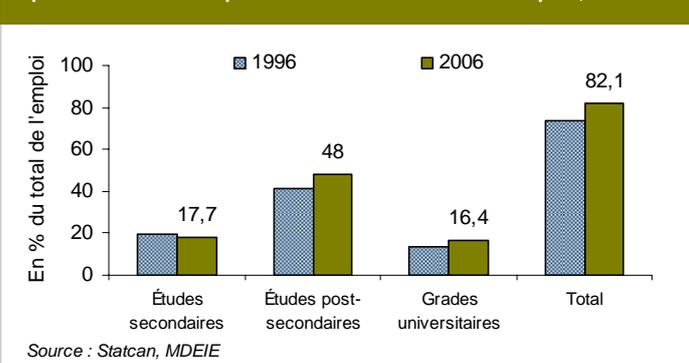
Estrie - Création d'emplois



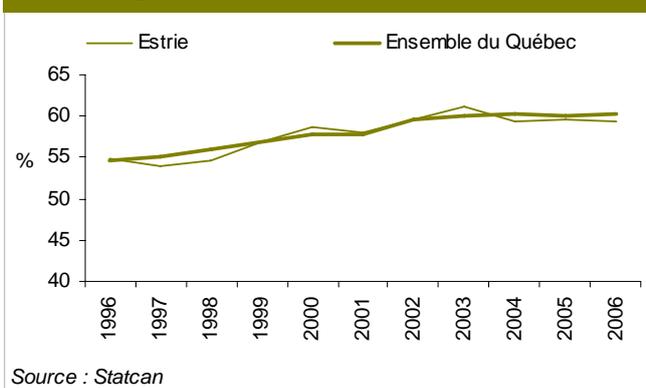
En 2006, la population de la région de l'Estrie atteignait 302 161 habitants, soit 3,9 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une hausse de 3,7 % en 2006 par rapport à 2001. L'arrivée de nouvelles personnes dans la région est principalement responsable de cette croissance démographique.

Après une augmentation de 1,5 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région de l'Estrie s'établissait à 146 100 en 2006, soit une augmentation de 0,4 %. La hausse des emplois à temps plein (+ 0,3 %) ainsi qu'à temps partiel (+ 0,7 %) contribue à cette croissance de l'emploi dans la région. Bien que le taux d'emploi ait fléchi depuis 2003, il reste au niveau de la moyenne québécoise en 2006 (59,3 % comparativement à 60,2 %).

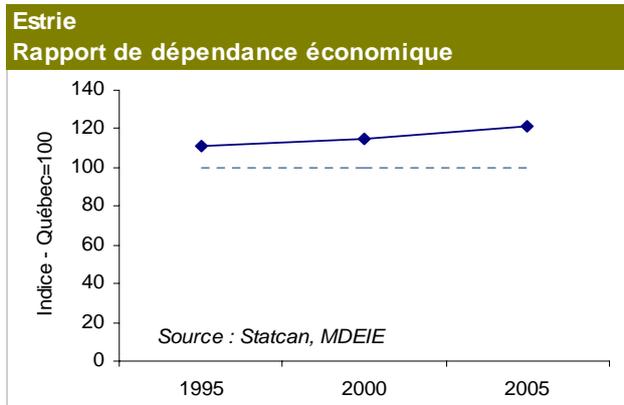
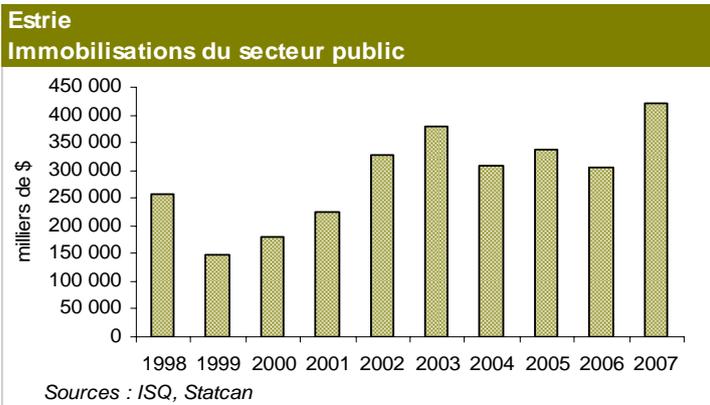
Estrie - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006



Taux d'emploi

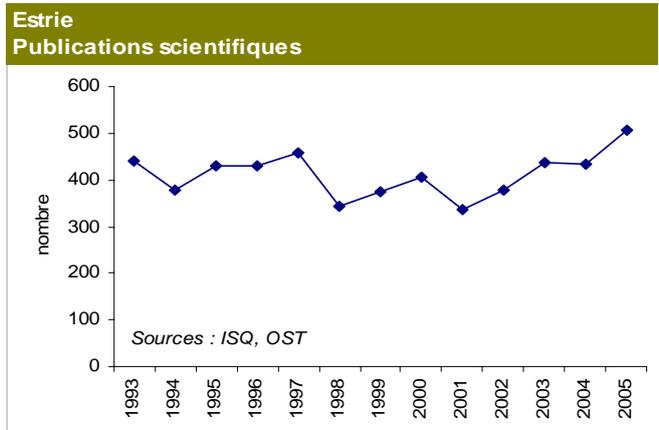
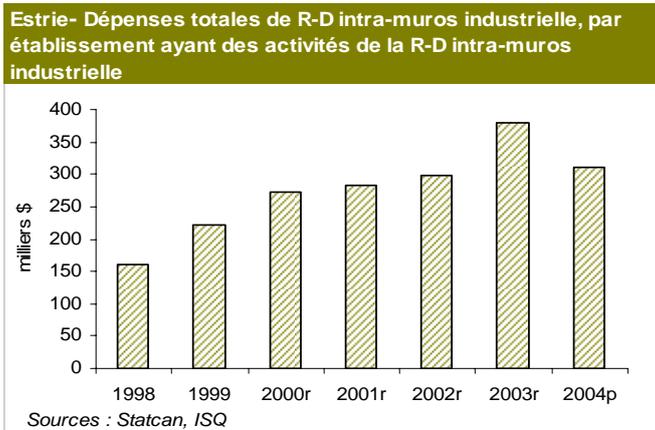


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

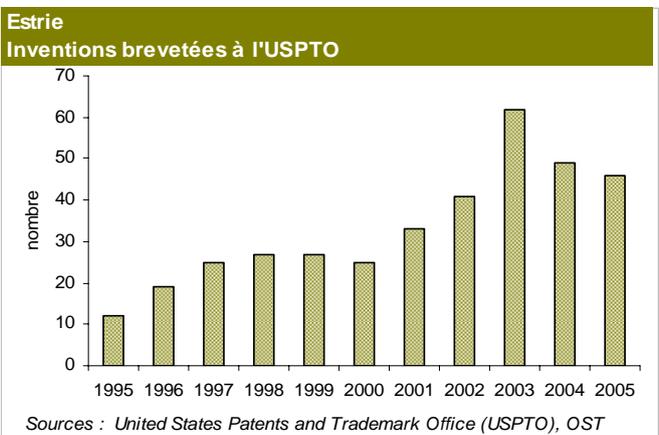


Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 421 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 37,4 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont progressé de 28,5 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de l'Estrie dépendent davantage des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 24,38 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ en moyenne au Québec.

R-D ET INNOVATION

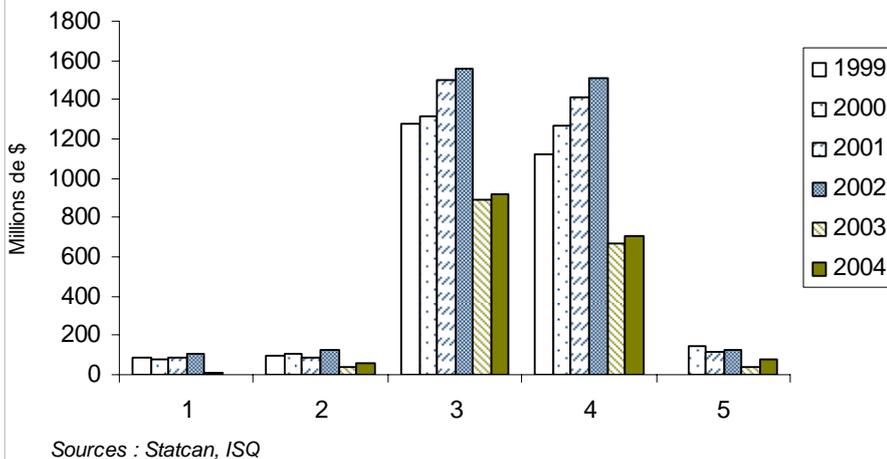


Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de l'Estrie ont totalisé 70,6 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 1,6 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel de la province. Les dépenses intra-muros de R-D industrielle ont augmenté de 89 %, entre 2000 et 2003, ce qui est supérieure à l'augmentation enregistrée pour l'ensemble de la province (14 %).



COMMERCE INTERNATIONAL

Estrie Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

La région de l'Estrie a exporté des biens d'une valeur de 3,1 milliard de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 4,6 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a diminué de 2,8 % comparativement à 2003. 250 des 417 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région l'Estrie (90,8 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

Estrie - Valeur des exportations par destination en millions de \$

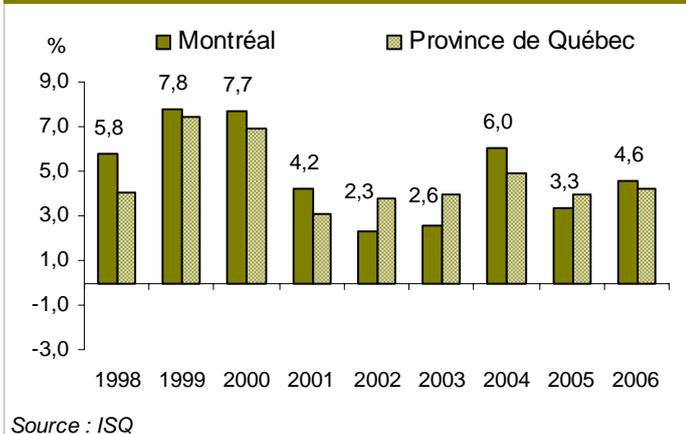
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	94,6	82,8	104,5	99,7	149,7	145,8	161,3
Japon	18	16,3	23,1	21,5	21	13,8	14,3
Amérique du Sud	x	13,5	8	11	11,3	9,4	20,6
États-Unis	2 375,50	2 493,00	2 711,90	3 009,80	3 172,80	2 934,80	2 804,60
Autres	75,2	64	62,2	64,9	65,8	67,8	80,9

Sources : Statcan, ISQ

06 - MONTRÉAL



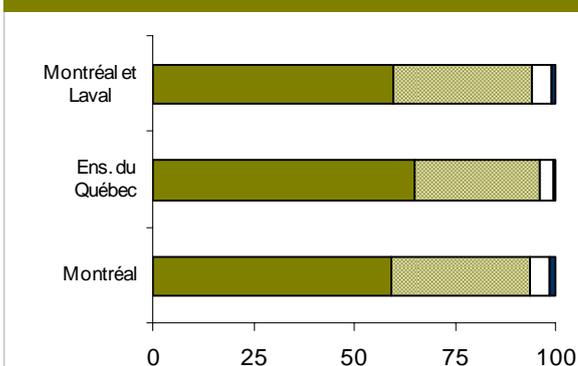
Croissance économique



En 2006, la croissance économique de la région de Montréal a progressé comparativement à 2005. Le PIB (nominal) de la région a augmenté de 4,6 % en 2006, comparativement à 3,3 % en 2005 et à 6 % en 2003. Affichant un taux de croissance annuel moyen du PIB de 3,8 % entre 2001 et 2006, Montréal se place au dixième rang à ce chapitre derrière la Côte Nord (4,1%). Le PIB aux prix de base de Montréal a atteint 96,4 milliards de dollars, soit 36,4 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



La région de Montréal est la région qui compte le plus grand nombre de grandes entreprises de tout le Québec. En effet, les entreprises de plus de 200 employés ainsi que les établissements de 50 à 199 employés ont tendance à se concentrer dans la région de Montréal. Inversement, c'est la région de Montréal qui compte proportionnellement le moins de micro-entreprises (de 1 à 4 employés) de tout le Québec, après le Nord-du-Québec.

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

	Montréal	Ens. du Québec	Montréal et Laval
■ 200 et plus	1,3	0,8	1,3
□ 50 à 199	5	3,4	4,8
▨ 5 à 49	34,6	30,7	34,3
■ 1 à 4	59,1	65,2	59,7

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

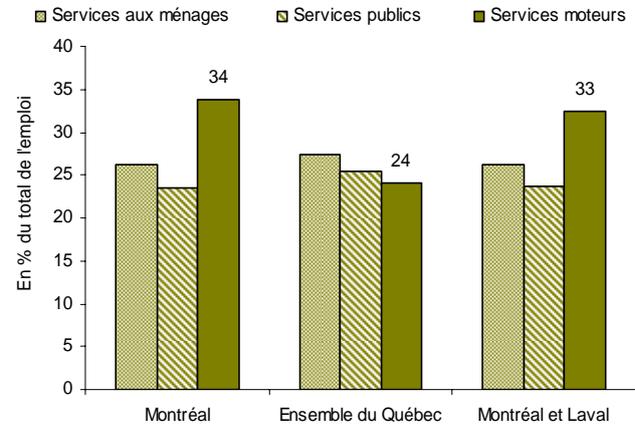
Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)

Ensemble du Québec		38,8
6	Montréal	35,1
311	Aliments	36,2
312	Boissons et produits du tabac	69,6
313	Usines de textiles	44,8
315	Vêtements	50,1
322	Papier	38,8
323	Impression et act. connexes de soutien	56,7
325	Produits chimiques	45,7
326	Produits en caoutchouc et en plastique	43,8
331	Première transformation des métaux	19,3
332	Produits métalliques	48,8
333	Machines	39,4
334	Produits informatiques et électroniques	23,0
335	Matériel, appareils et comp. électriques	47,7
339	Activités diverses de fabrication	57,7

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



Source : Statcan, MDEIE

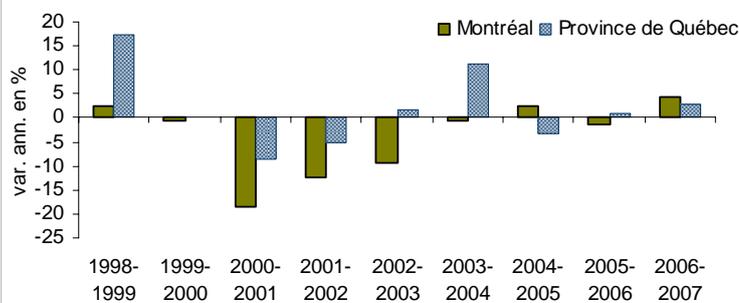
Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

L'économie de la région de Montréal est principalement orientée vers les services, puisque quatre emplois sur cinq sont repartis dans le secteur tertiaire. La région de Montréal affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de 35,1 % et se place devant la région de la Chaudière-Appalaches (34 %) et derrière la région du Nord-du-Québec (36,4 %), comparativement à une moyenne québécoise de 38,8 %. Les industries productrices d'aliments, de boissons et produits du tabac, de textile et de papier sont responsables en grande partie de ce résultat. En 2006, 23,5 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 26,3 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 33,7 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Investissements en immobilisations

Machines et équipements

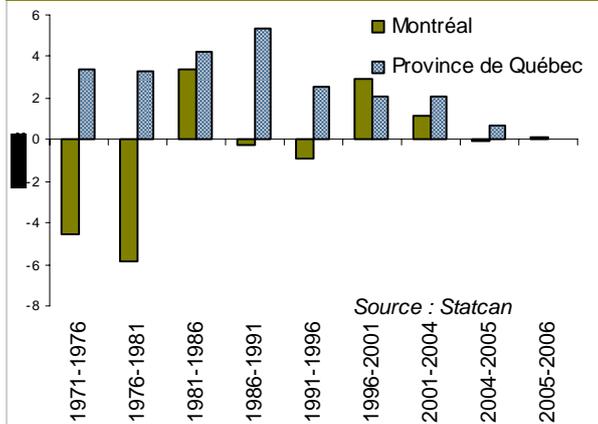


Source : Statcan, ISQ

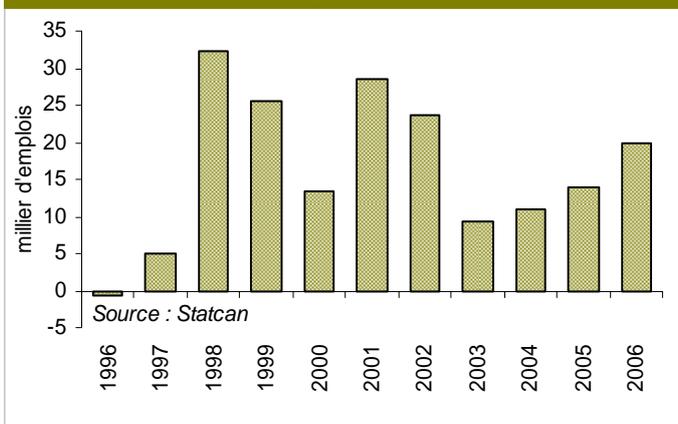
Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 4,5 milliards de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 4,3 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007, ces investissements ont progressé de 5,5 % (+0,2 % au Québec).

MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



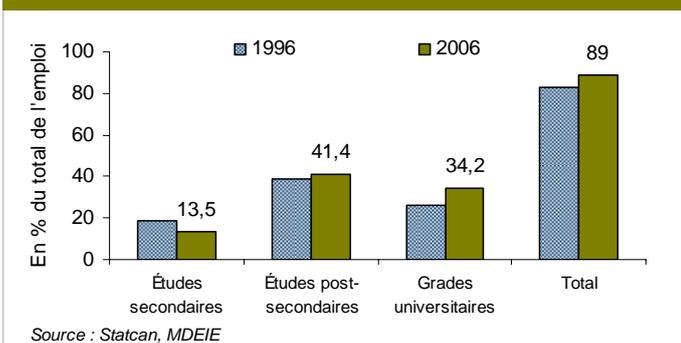
Montréal - Création d'emplois



En 2006, la population de la région de Montréal atteignait 1 873 971 habitants, soit 24,5 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une hausse de 1,2 % en 2006 par rapport à 2001. Bien que Montréal reste la région la plus peuplée du Québec, le départ des Montréalais vers les banlieues et ailleurs diminue la progression de la population montréalaise.

Après une augmentation de 1,5 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région de Montréal s'établissait à 940 200 en 2006, soit une augmentation de 2,2 %. Seul les emplois à temps partiel (+ 14,5 %) contribuent à cette croissance de l'emploi dans la région étant donnée que les emplois à temps plein ont baissé (- 0,5 %). Le taux d'emploi de la région de Montréal suit la tendance à la hausse de l'ensemble du Québec (59,4 % comparativement à 60,2 %).

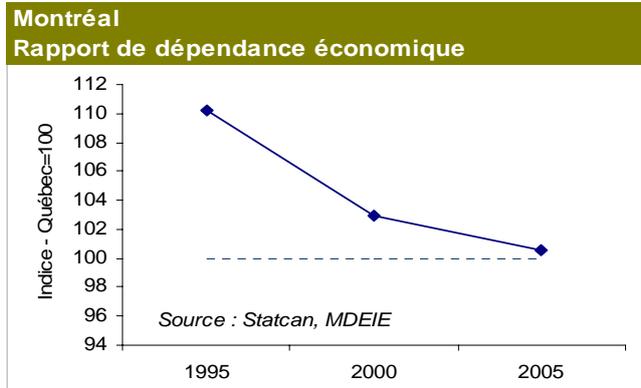
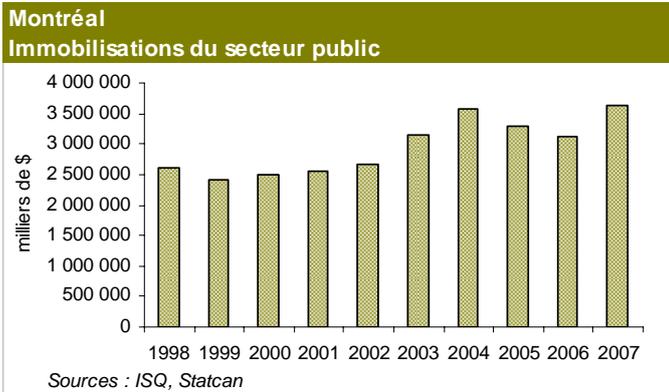
Montréal - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006



Taux d'emploi

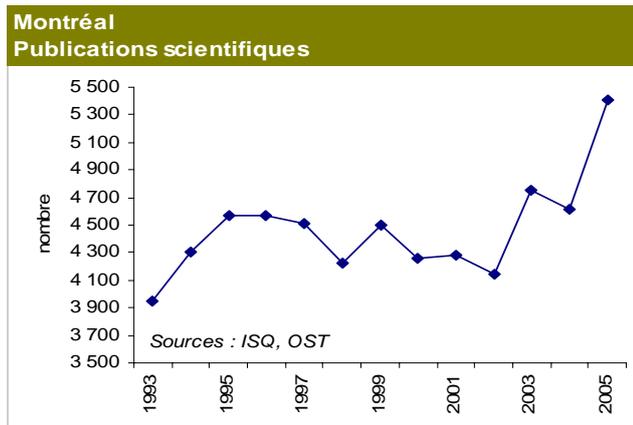
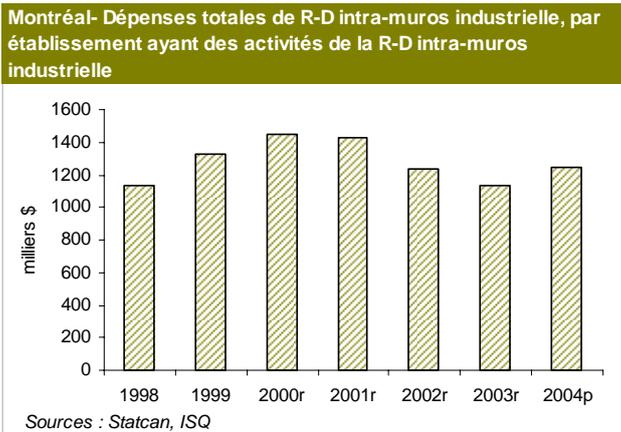


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

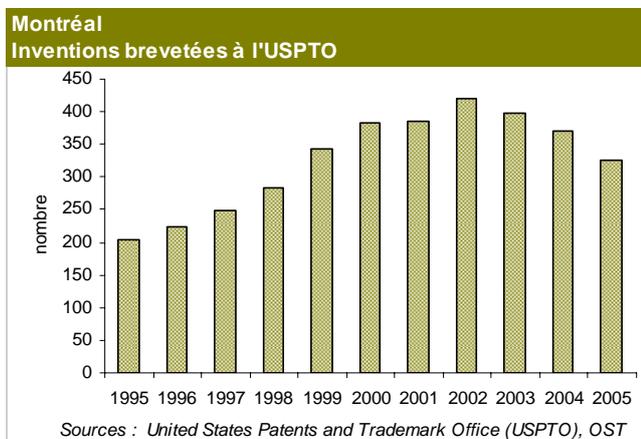


Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 3,6 milliards de dollars en 2007 (perspectives), soit une diminution de 5,3 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont progressé de 36,2 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de Montréal dépendent un peu plus des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 20,24 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION



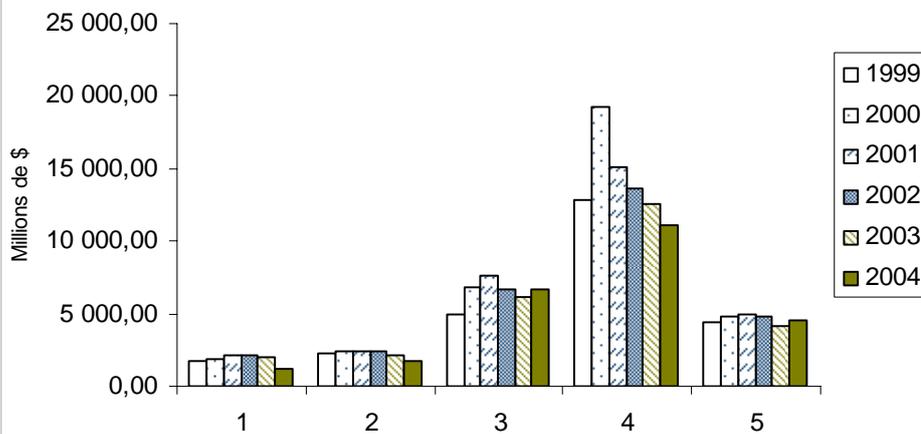
Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de Montréal représentent 26 milliards de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 60,7 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel de la province. Les dépenses intra-muros de R-D industrielle de Montréal ont augmenté jusqu'en 2001, puis diminué en 2002 de 5,8 % et, en 2003, de 1,6 %. Le niveau atteint en 2003 équivaut presque au niveau atteint en 2000 alors que le reste de la province enregistre une augmentation de 14 % sur cette période.



COMMERCE INTERNATIONAL

Montréal

Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

La région de Montréal a exporté des biens d'une valeur de 25,2 milliard de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 38 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a diminué de 6,5 % comparativement à 2003. 1799 des 3636 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région de Montréal (77,7 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

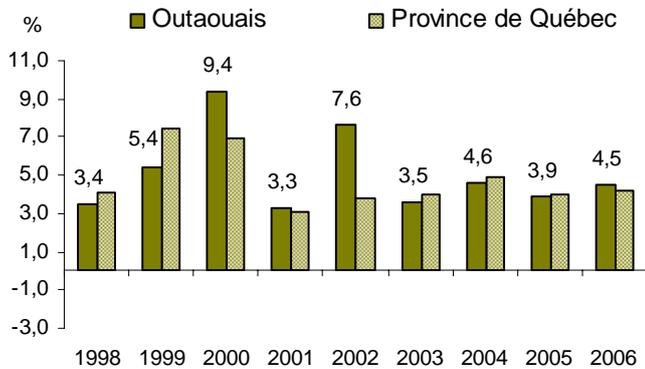
Montréal - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	2 174,70	2 351,40	3 497,40	3 369,80	2 591,30	2 166,70	2 507,80
Japon	498,2	439,8	497,7	437,8	583,4	620,8	713,8
Mexique	23,3	25,7	36,5	104,1	66,9	63,9	92,7
Amérique du Sud	286,3	195,6	290	262,4	194,1	180,5	221,1
États-Unis	17 649,40	21 604,70	28 969,50	26 259,50	24 073,80	22 122,20	19 614,60
Autres	1 858,70	1 485,70	1 877,90	1 803,90	2 165,90	1 829,20	2 084,00

Sources : Statcan, ISQ

07 - OUTAOUAIS

Croissance économique

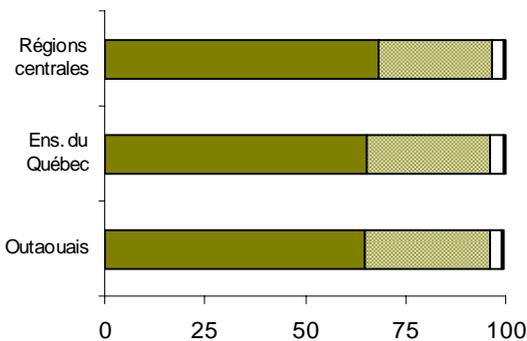


Source : ISQ

En 2006, la croissance économique de l'Outaouais a progressé comparativement à 2005 et a dépassé la moyenne qu'ébécoise. En 2006, le PIB (nominal) de la région a enregistré une hausse de 4,5 % comparativement à 3,9 % en 2005 et de 4,6 % en 2004. Entre 2001 et 2006, la région a atteint un taux de croissance annuel moyen de son PIB de 4,8 %. Elle partage le septième rang à ce chapitre avec la Capitale-Nationale et se positionne devant l'Abitibi-Témiscamingue (4,7 %). Le PIB aux prix de base de l'Outaouais a atteint 9,1 milliards de dollars, soit 3,5 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Outaouais	Ens. du Québec	Régions centrales
■ 200 et plus	0,7	0,8	0,5
□ 50 à 199	2,9	3,4	2,7
▨ 5 à 49	30,8	30,7	28,3
■ 1 à 4	65,1	65,2	68,4

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

L'Outaouais est la sixième région qui compte proportionnellement le plus d'établissements entre 5 et 49 employés. La région de l'Outaouais a une structure d'entreprises semblable comparativement à l'ensemble du Québec ainsi qu'aux autres régions centrales.

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

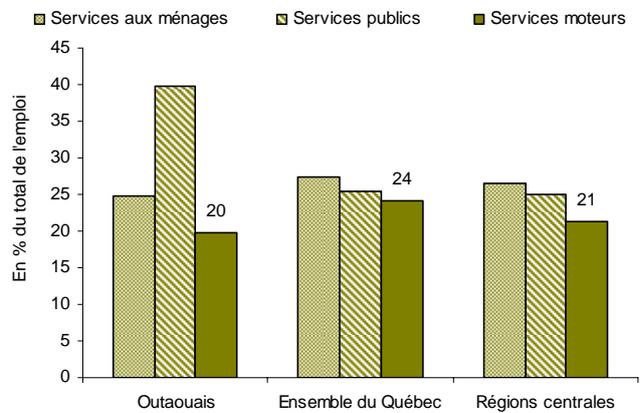
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
7 Outaouais	37,4
321 Produits en bois	33,3
322 Papier	35,5
323 Impression et act. connexes de soutien	54,3
334 Produits informatiques et électroniques	56,7
336 Matériel de transport	47,4
339 Activités diverses de fabrication	39,3

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



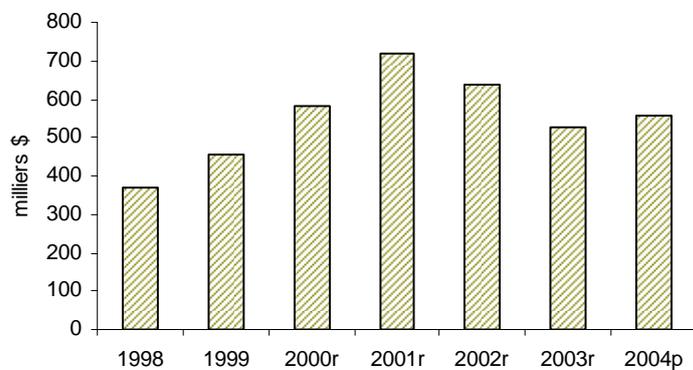
Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs

L'économie de la région de l'Outaouais est principalement orientée vers des activités de services. La région de l'Outaouais affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de 37,4 % et se place devant la région du Nord-du-Québec (36,4 %) et derrière la région du Centre-du-Québec (37,8 %) comparativement à une moyenne québécoise de 38,8 %. Les industries productrices de bois et de papier sont responsables en grande partie de ce résultat. En 2006, 39,7 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 24,8 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 19,8 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

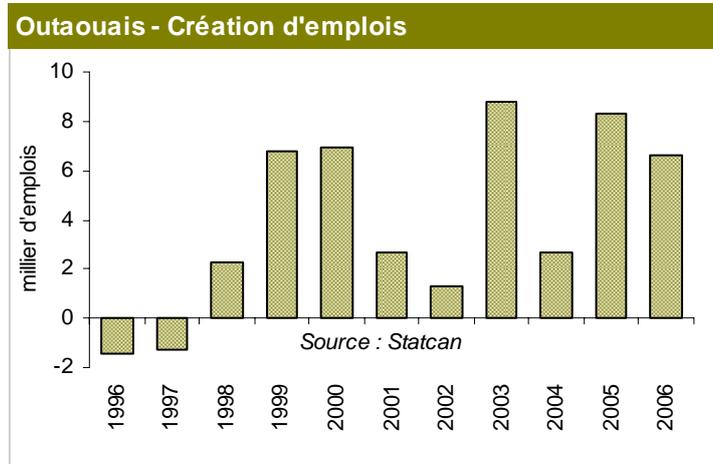
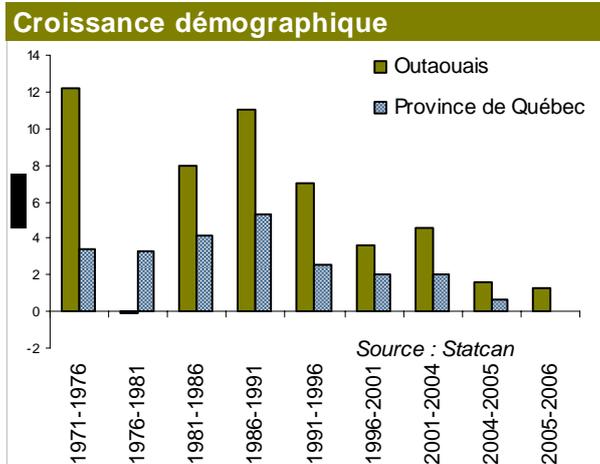
Les investissements en machines et équipements du secteur privé se sont chiffrés à 375 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une diminution de 2,7 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007, les investissements ont chuté de 30,1% (+ 0,2 % au Québec).

Outaouais - Dépenses totales de R-D intra-muros industrielle, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros industrielle



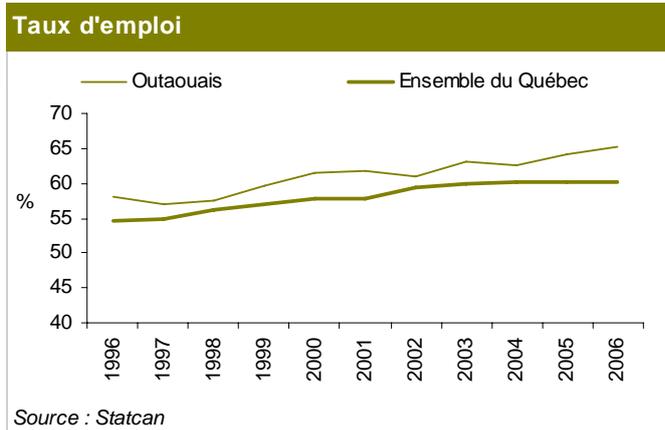
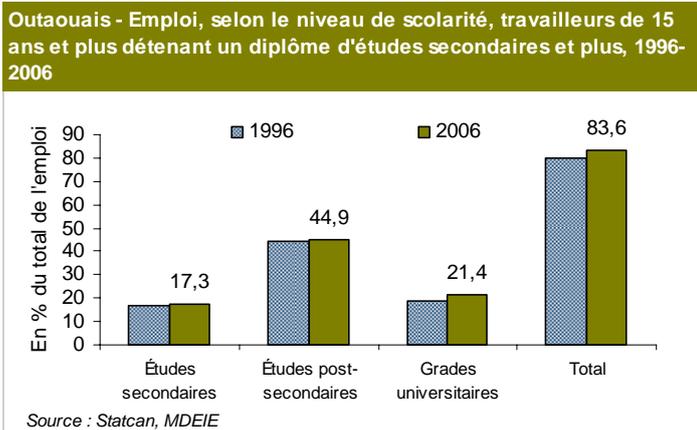
Sources : Statcan, ISQ

MAIN-D'OEUVRE



En 2006, la population de la région de l'Outaouais atteignait 347 214 habitants, soit 4,5 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une hausse de 7,6 % en 2006 par rapport à 2001. Cette croissance démographique s'explique entre autres par l'arrivée de nouvelles personnes dans la région et par un nombre de naissances supérieur à celui des décès.

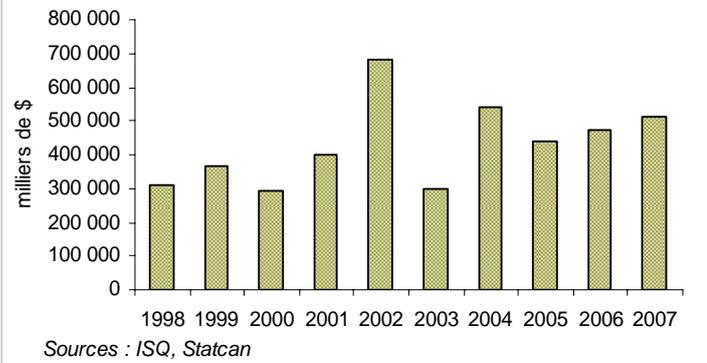
Après une augmentation de 4,9 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région de l'Outaouais s'établissait à 185 900 en 2006, soit une augmentation de 3,7 %. Les emplois à temps partiel ainsi que les emplois à temps plein contribuent à cette croissance de l'emploi dans la région. Ces dernières années, la région de l'Outaouais a affiché un taux d'emploi supérieur à la moyenne québécoise. En 2006 ce taux d'emploi surpasse la moyenne québécoise de 5%.



INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

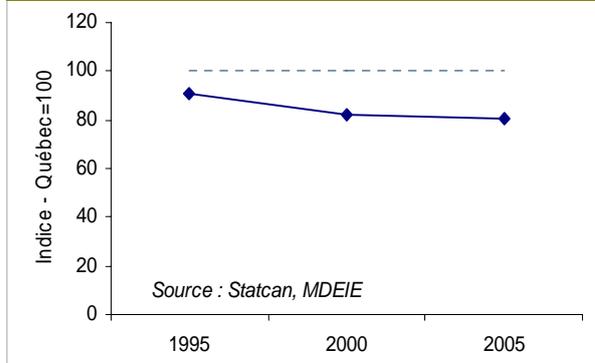
Outaouais

Immobilisations du secteur public



Outaouais

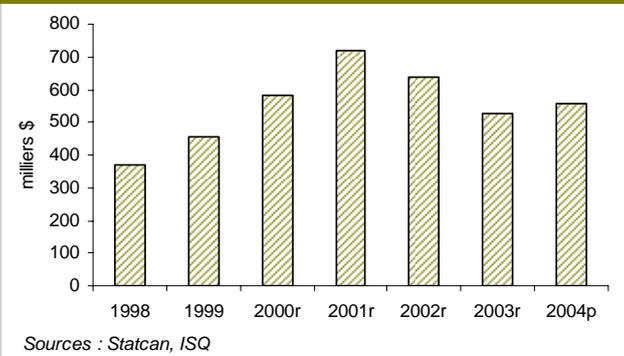
Rapport de dépendance économique



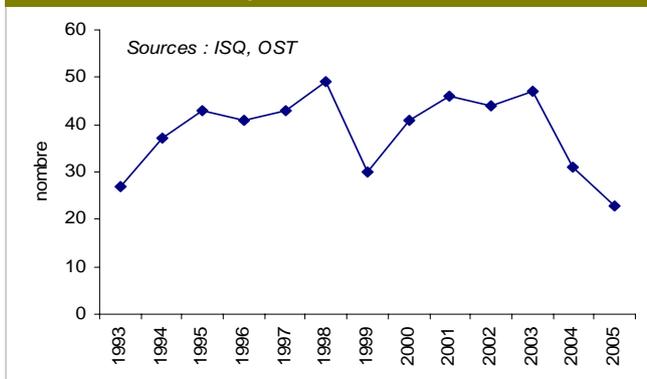
Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 513 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 7,7 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont chuté de 24,9 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de l'Outaouais dépendent moins des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 16,17 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION

Outaouais - Dépenses totales de R-D intra-muros industrielle, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros industrielle

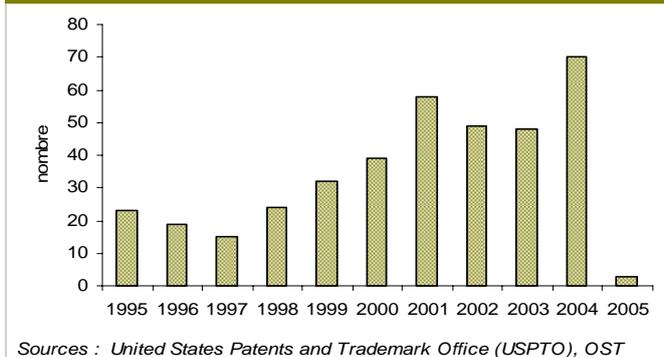


Outaouais Publications scientifiques



Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de l'Outaouais représentent 37,7 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 0,9 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel de la province. La part des dépenses de la région dans ce domaine a diminué par rapport à 2003 (1,1 %). Les dépenses intra-muros de R-D industrielle de l'Outaouais ont augmenté de 55 % entre 2000 et 2001, puis diminué en 2002 et en 2003.

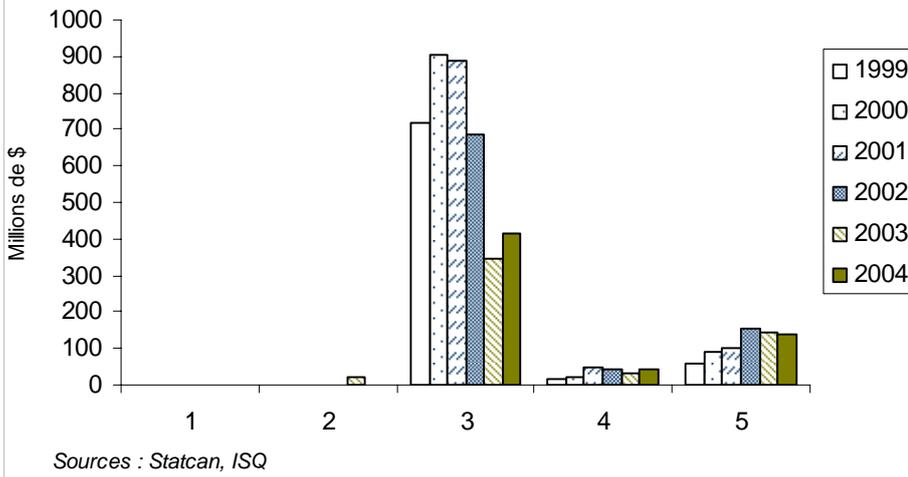
Outaouais Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Outaouais

Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



La région de l'Outaouais a exporté des biens d'une valeur de 593,8 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 0,9 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a progressé de 9,2 % comparativement à 2003. 39 des 61 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région de l'Outaouais (93,3 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

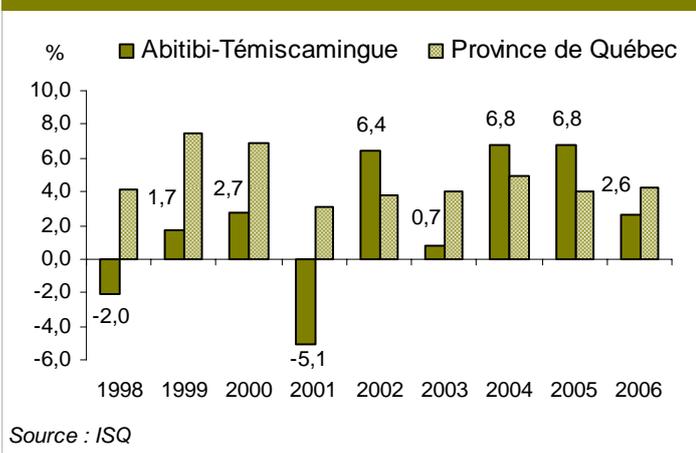
Outaouais - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	57,2	66,3	84,3	55,4	55,5	53,4	25,4
États-Unis	476,1	704	922,6	963,8	813,9	482,3	559,9
Autres	x	19,1	9,9 x		8,5	6,5	4,5

Sources : Statcan, ISQ

08 - ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

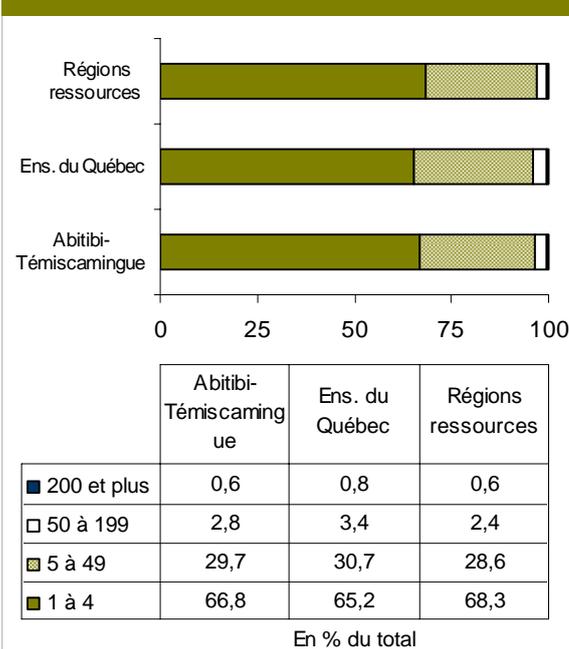
Croissance économique



En 2006, la croissance économique de la région de l'Abitibi-Témiscamingue a ralenti. Le PIB de la région a augmenté de 2,6 %, en 2006 (nominal), comparativement à 6,8 % en 2003 et 2004. Entre 2001 et 2006, le taux de croissance annuel moyen du PIB a été de 4,7 % et se classe au sixième rang à ce chapitre, derrière celui de la Capitale-Nationale et de l'Outaouais (4,8 %) et devant celui de la Montérégie (4,4 %). Le PIB aux prix de base de l'Abitibi-Témiscamingue a atteint 4,3 milliards de dollars, soit 1,7 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



En 2006, la région de l'Abitibi-Témiscamingue compte proportionnellement autant de grande entreprises que les autres régions ressources, mais accueille un peu plus de micro-entreprises (de 1 à 4 employés) et de petites entreprises (de 5 à 49 employés) que les autres régions ressources. La concentration de la structure industrielle de cette région autour de certains secteurs explique cette répartition.

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Source : Statcan, MDEIE

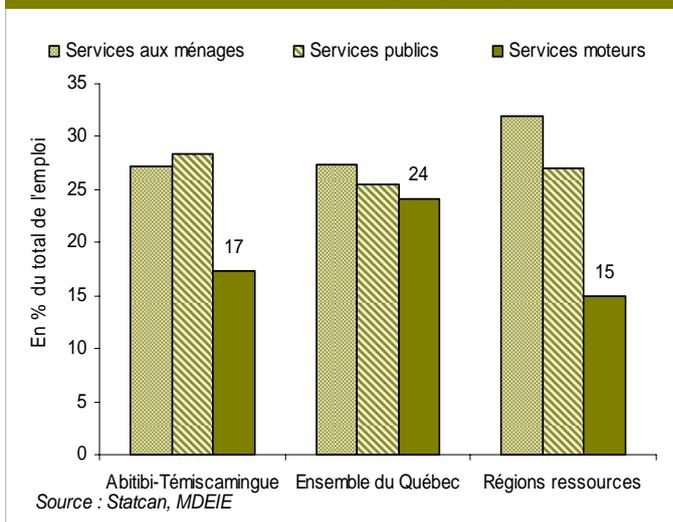
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
8 Abitibi-Témiscamingue	28,3
311 Aliments	12,9
321 Produits en bois	42,4

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



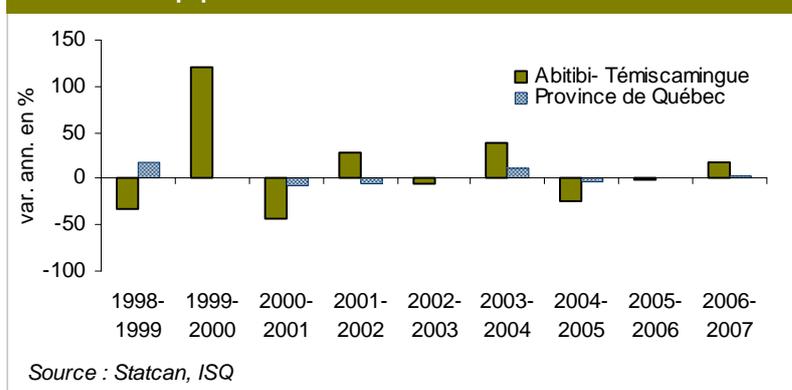
Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

L'économie de l'Abitibi-Témiscamingue est orientée vers les industries minière, forestière et agricole. La région reste fortement dépendante de l'exploitation des ressources naturelles. La région de l'Abitibi-Témiscamingue affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de 28,3 % et se place derrière la région de Chaudière-Appalaches (34 %) comparativement à une moyenne québécoise de 38,8 %. Les industries productrices de bois et d'aliments sont responsable en grande partie de ce résultat. En 2006, 28,4 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 27,2 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 17,3 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

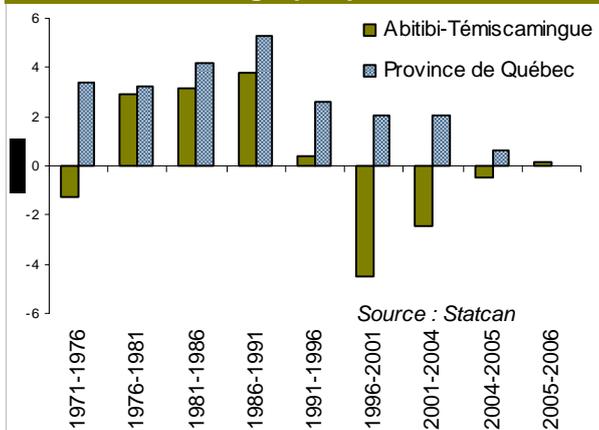
Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 315 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 16,9 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007, ces investissements ont chuté de 12,7 % (+0,2 % au Québec).

Investissements en immobilisations Machines et équipements

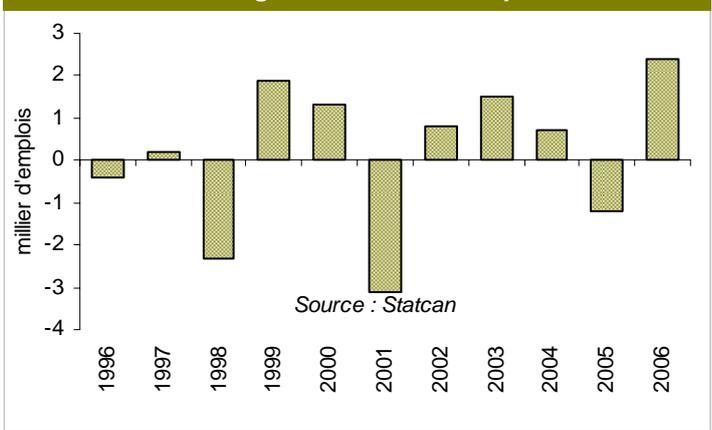


MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



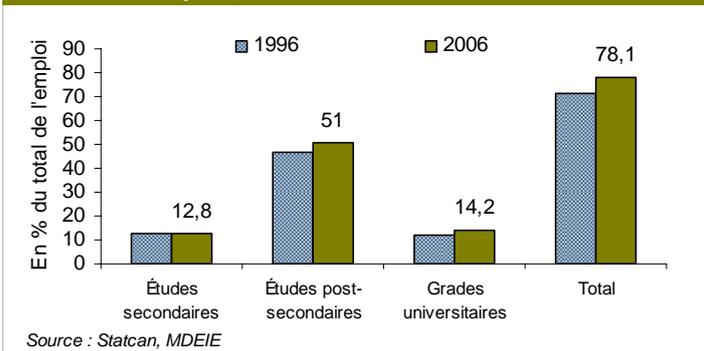
Abitibi-Témiscamingue - Création d'emplois



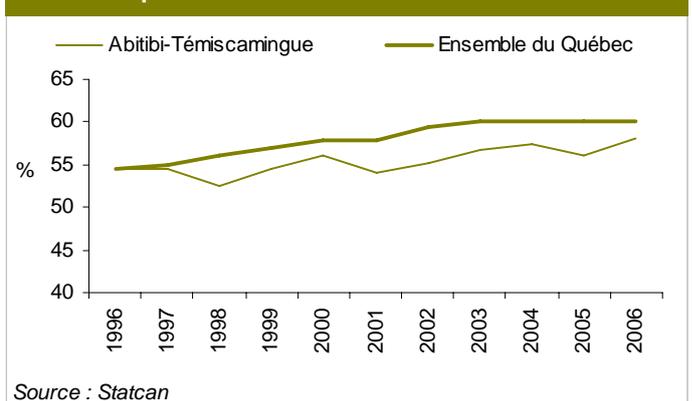
En 2006, la population de la région de l'Abitibi-Témiscamingue atteignait 144 835 habitants, soit 1,9 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une baisse de 2,8 % en 2006 comparativement à 2001. Malgré l'arrivée de nouvelles personnes dans la région, le déclin démographique de la région continue. Le vieillissement de la population et l'exode des résidents vers d'autres régions contribuent à ce repli.

Après une diminution de 1,8 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région de l'Outaouais s'établissait à 67 100 en 2006, soit une augmentation de 3,7 %. Les emplois à temps partiel (+ 17,8 %) contribuent principalement à cette croissance de l'emploi dans la région. Bien que le taux d'emploi de la région de l'Abitibi-Témiscamingue reste légèrement inférieur à celui de la moyenne québécoise (58,1 % comparativement à 60,2 %), celui-ci a constamment augmenté depuis 2001 (+7,6 %).

Abitibi-Témiscamingue - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006

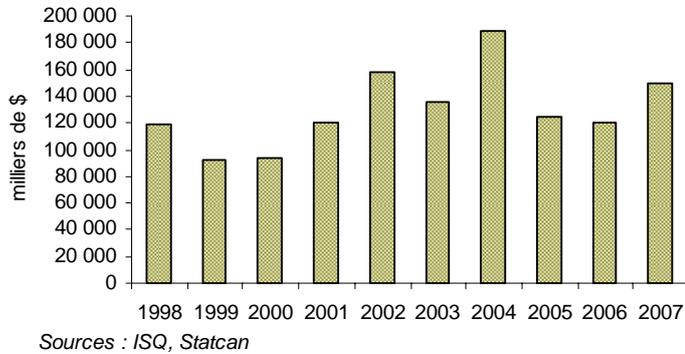


Taux d'emploi

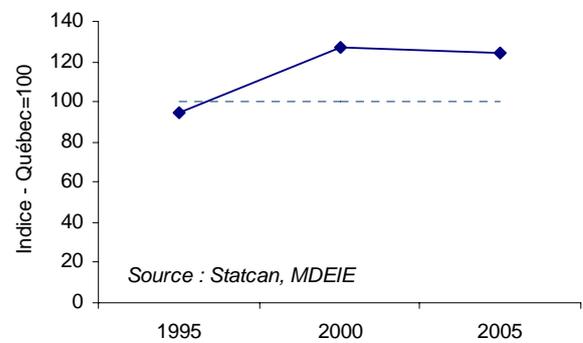


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Abitibi-Témiscamingue Immobilisations du secteur public



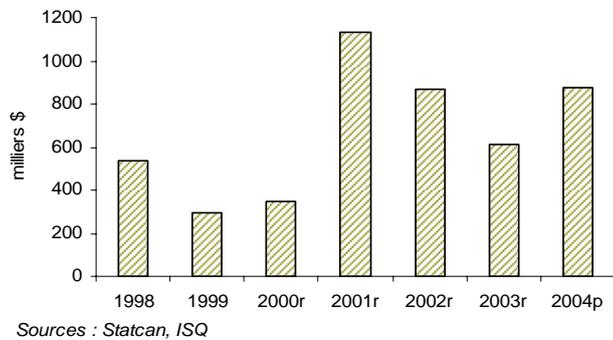
Abitibi-Témiscamingue Rapport de dépendance économique



Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 149 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une diminution de 3,9 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont chuté de 5,1 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de l'Abitibi-Témiscamingue dépendent davantage des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 25,12 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

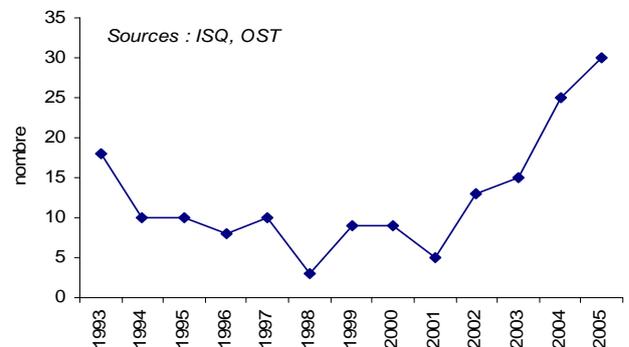
R-D ET INNOVATION

Abitibi-Témiscamingue - Dépenses totales de R-D intra-muros industrielle, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros industrielle

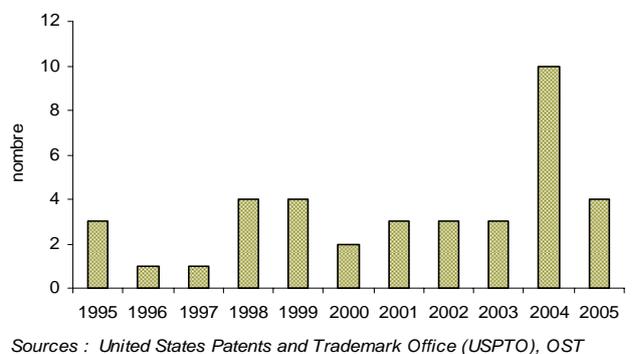


Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de l'Abitibi-Témiscamingue s'élèvent à 60,4 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 1,4 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel de la province. La part des dépenses de la région dans ce domaine a diminué par rapport à 2003 (1,2 %). Les dépenses intra-muros de R-D industrielle de l'Abitibi-Témiscamingue se sont multipliées par quatre entre 2000 et 2001, puis augmentées de 25 % en 2002 et de 25,6 % en 2003. Les dépenses de la région ont augmenté de 119,2 % entre 2000 et 2003, comparativement à une hausse de 14 % dans l'ensemble du Québec.

Abitibi-Témiscamingue Publications scientifiques

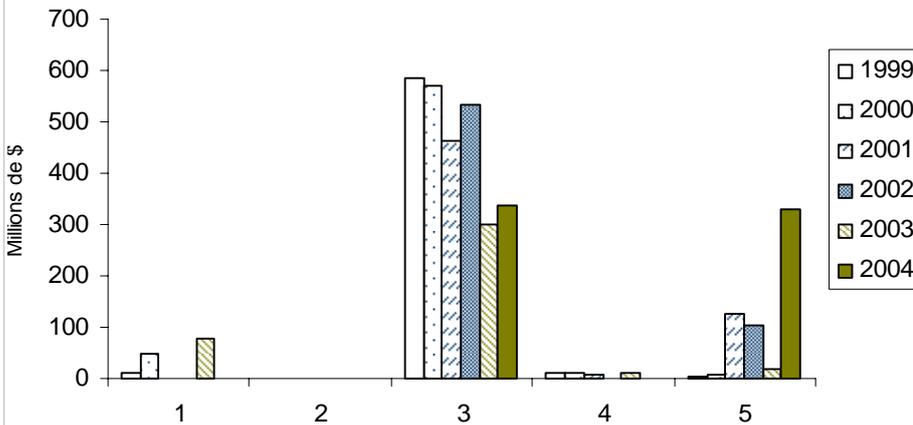


Abitibi-Témiscamingue Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Abitibi-Témiscamingue Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

La région de l'Abitibi-Témiscamingue a exporté des biens d'une valeur de 666,4 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 1 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a progressé de 62,6 % comparativement à 2003. 29 des 62 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région de l'Abitibi-Témiscamingue (86,9 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

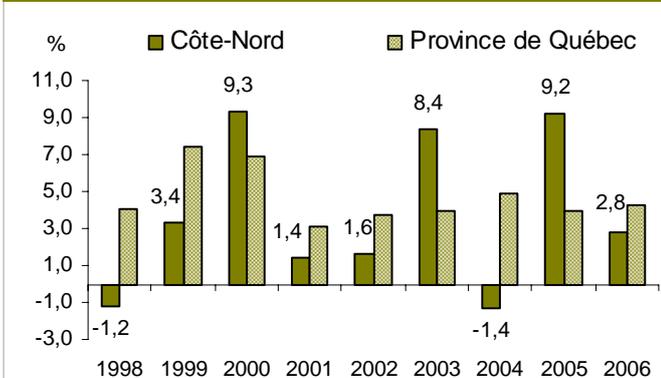
Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

Abitibi-Témiscamingue - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
États-Unis	355,1	395,5	349,4	362,4	381,1	301	579,2
Autres	228,9	214,8	288,4	232,2	256,7	108,8	87,3

Sources : Statcan, ISQ

Croissance économique

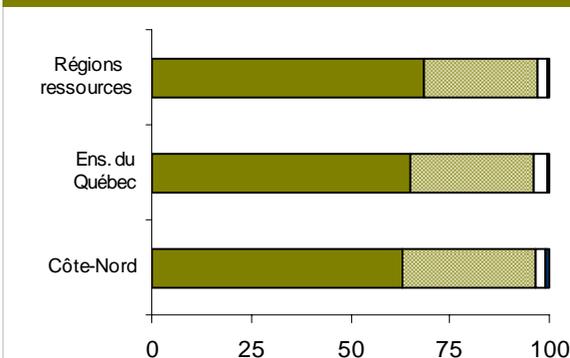


Source : ISQ

En 2006, la croissance économique de la Côte-Nord a ralenti comparativement à 2005. Le PIB (nominal) de la région a augmenté de 2,8 %, en 2006, après avoir connu une augmentation de 9,2 % en 2005 et enregistré un recul de 1,4 % en 2004. Affichant un taux de croissance annuel moyen du PIB de 4,1 % entre 2001 et 2006, la région se classe au neuvième rang à ce chapitre, entre la région de Montréal (3,8 %) et la Montérégie (4,4%). Le PIB aux prix de base de la Côte-Nord atteint 4,2 milliards de dollars, soit 1,6 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Côte-Nord	Ens. du Québec	Régions ressources
■ 200 et plus	0,8	0,8	0,6
□ 50 à 199	2,8	3,4	2,4
■ 5 à 49	33,1	30,7	28,6
■ 1 à 4	63,3	65,2	68,3

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

La région de la Côte-Nord est la quatrième région à compter proportionnellement le moins d'établissements de très petite taille (de 1 à 4 employés) après le Nord-du-Québec, Montréal, Laval et Capitale-Nationale. Cependant, elle abrite beaucoup plus de moyennes et grandes entreprises que la moyenne des autres régions ressources.

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

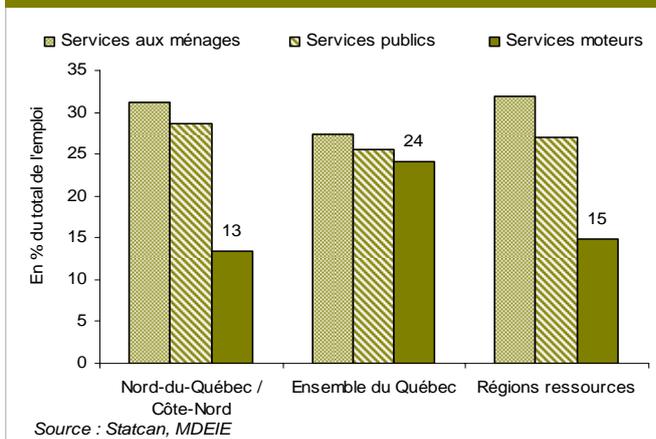
Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)

Ensemble du Québec		38,8
9	Côte-Nord	45,6
321	Produits en bois	36,5
323	Impression et act. connexes de soutien	60,5
325	Produits chimiques	17,4
326	Produits en caoutchouc et en plastique	45,9
327	Produits minéraux non métalliques	44,8
337	Meubles et produits connexes	57,0

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



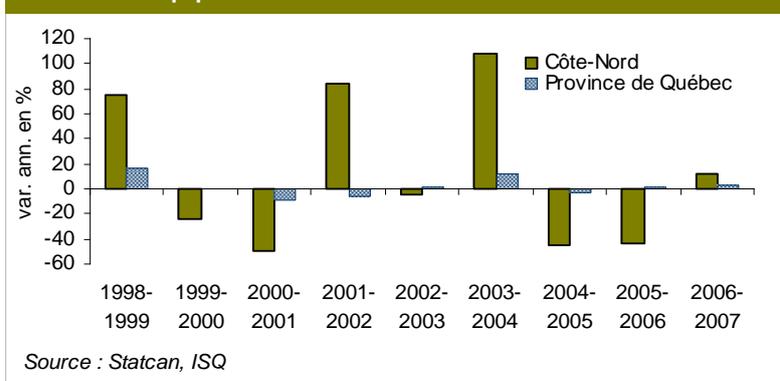
Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

L'économie nord-côtière est orientée autour de l'exploitation et de la transformation des ressources naturelles. Le secteur primaire est proportionnellement plus important dans cette région qu'à l'échelle du Québec. La région de la Côte-Nord affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de 45,6 % et se place en quatrième position à ce chapitre devant la région de la Montérégie (42,5 %) et derrière la région de Laval (47 %), comparativement à une moyenne québécoise de 38,8 %. Les industries productrices de bois et de produits chimiques sont responsable en grande partie de ce résultat. En 2006, 28,7 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 31,2 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 13,4 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

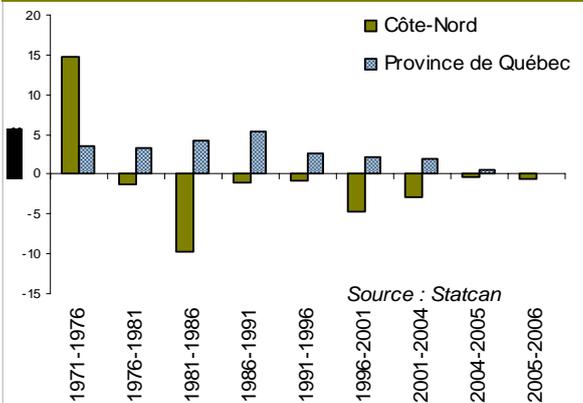
Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 273 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 12 % par rapport à l'année précédente.

Investissements en immobilisations Machines et équipements

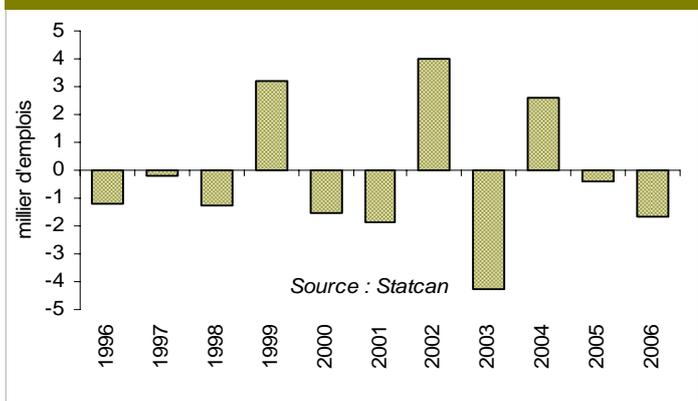


MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



Côte-Nord et Nord-du-Québec - Création d'emplois

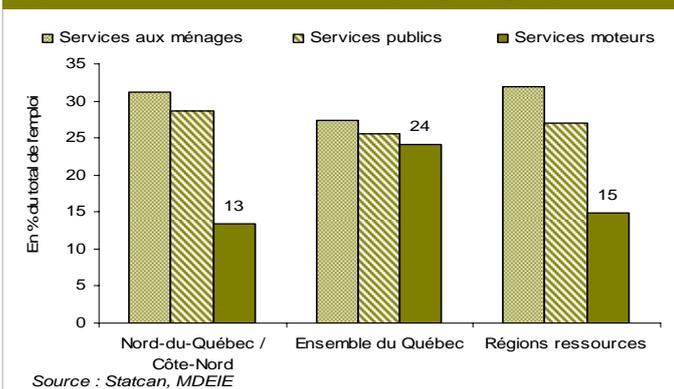


Les statistiques sur l'emploi sont compilées dans leur ensemble pour les régions du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord.

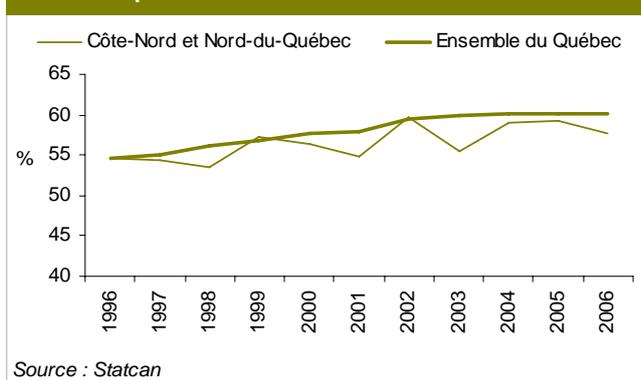
En 2006, la population de la région de la Côte-Nord atteignait 95 948 habitants, soit 1,3 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une baisse de 3,8 % en 2006 par rapport à 2001. Le départ des résidents de la région est principalement responsable de ce repli.

Après une baisse combinée de 0,7 % en 2005, le nombre d'emplois dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec s'établissait à 51 600 en 2006, soit une diminution de 3,2 %. Bien que le taux d'emploi des régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec ait baissé de 2,7 % entre 2005 et 2006, celui-ci reste légèrement inférieur à la moyenne québécoise (57,6 % comparativement à 60,2 %). Les nouveaux aménagements d'Alouette à Sept-Îles et la reprise de l'exploration minière contribuent à la relance de l'emploi dans la région de la Côte-Nord.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



Taux d'emploi

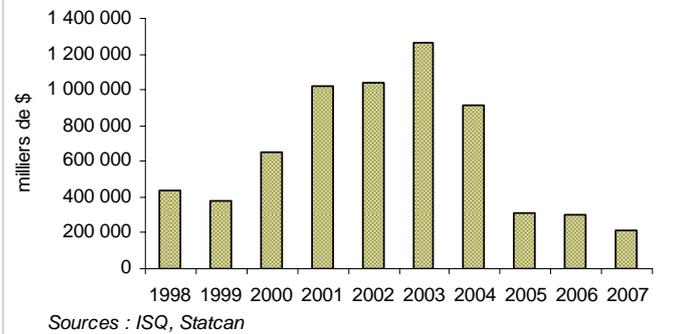


Les statistiques sur l'emploi sont compilées dans leur ensemble pour les régions du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord.

INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

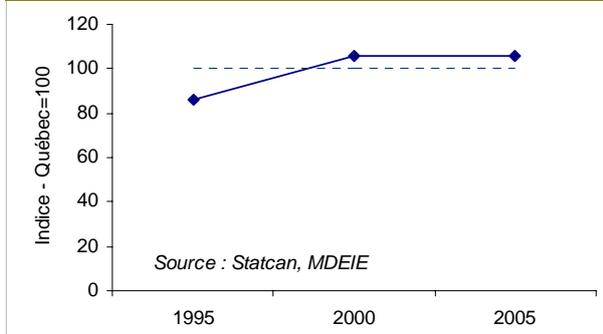
Côte-Nord

Immobilisations du secteur public



Côte-Nord

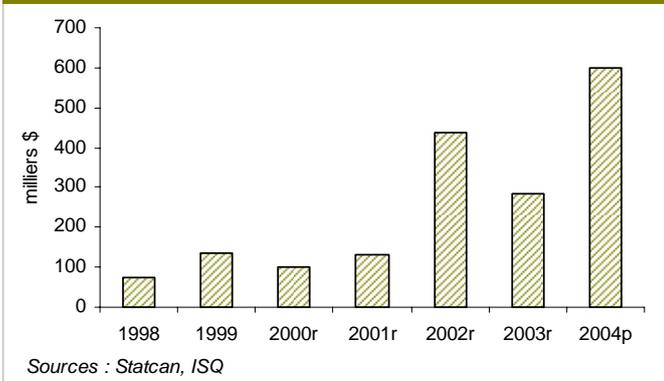
Rapport de dépendance économique



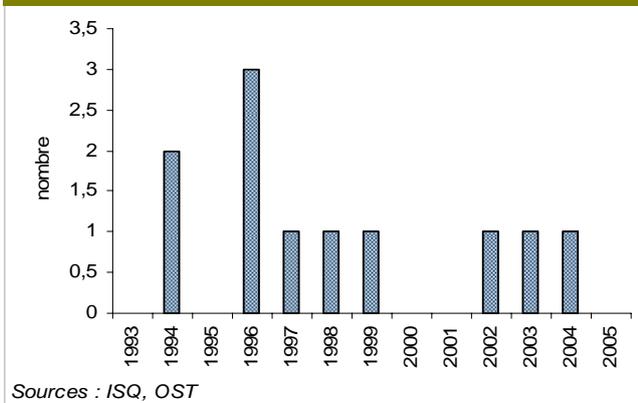
Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 214 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une diminution de 4,6 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont chuté de 79,4 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de Côte-Nord dépendent davantage des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 21,36 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION

Côte-Nord et Nord-du-Québec - Dépenses totales de R-D intra-muros industrielle, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros industrielle

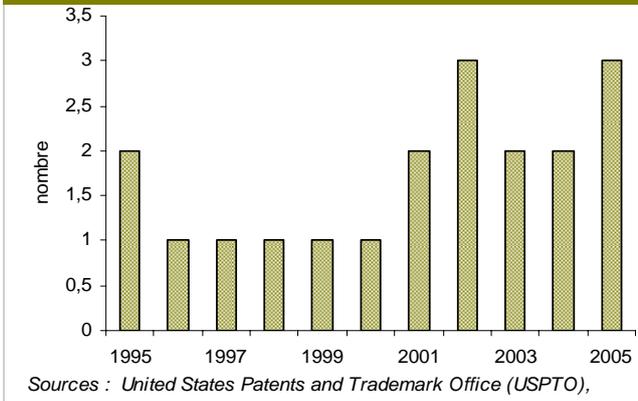


Côte-Nord Publications scientifiques



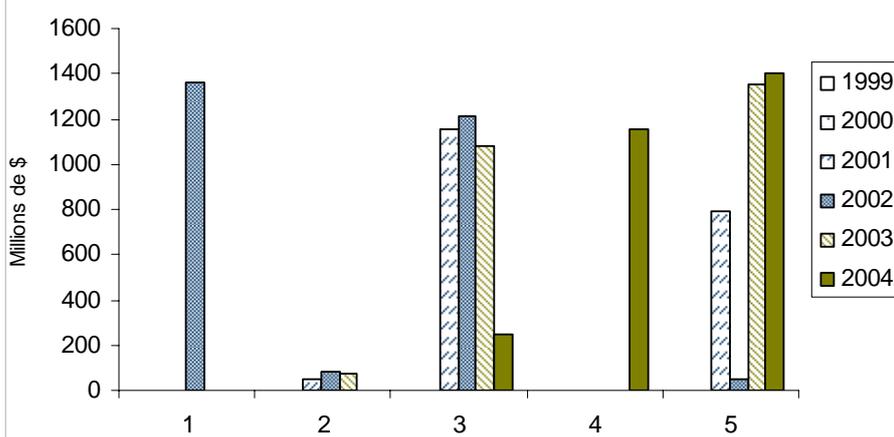
Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de la Côte-Nord, jumelées à celles des entreprises du Nord-du-Québec, se chiffrent à 60,4 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 0,3 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel de la province. La part des dépenses de ces régions dans ce domaine a augmenté par rapport à 2003 (0,2 %). Les dépenses intra-muros de R-D industrielle de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec se sont multipliées par 3,2 entre 2001 et 2002, puis ont diminué de 22 % en 2003.

Côte-Nord Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

Les données sur les exportations ont été combinées pour les régions de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Ainsi pour ces trois régions la valeur des exportations s'élevait à 2,8 milliards de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 4,2 % des exportations québécoises. 47 des 67 établissements exportateurs de ces régions relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations des régions de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (68,2 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

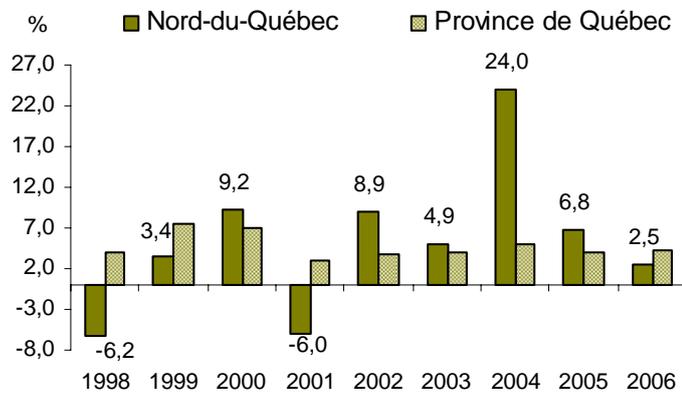
Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	752,9	689,7	586,6	509,9	884,1	725,2	474,8
Japon	30	32,5	40,2	32,2	31,4	25,7	29,7
États-Unis	1 380,90	1 167,60	1 380,10	1 199,50	1 473,90	1 422,60	1 917,00
Autres	248,3	254,4	255,9	251,3	314,3	331,4	387,7

Sources : Statcan, ISQ

10 - NORD-DU-QUÉBEC

Croissance économique



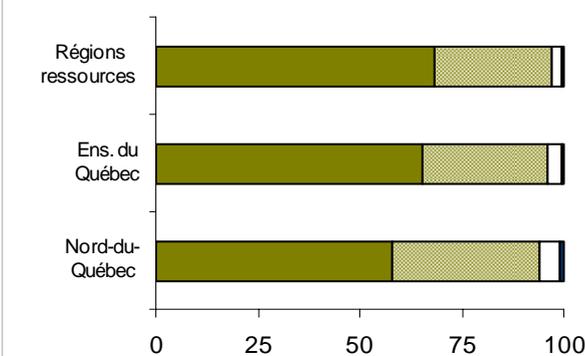
Source : ISQ

Le PIB (nominal) de cette région a significativement augmenté en 2004 lorsque le gouvernement du Québec a autorisé des projets de production d'électricité.

En 2006, toutefois, la croissance du Nord-du-Québec a ralenti. Après avoir connu une hausse importante de son PIB de 24 % en 2004, la région connaît un retour à la normale en 2005 alors que son PIB augmente de 6,8 %. En 2006, le PIB augmente de 2,5 %. Entre 2001 et 2005, la région affiche un taux de croissance annuel moyen de son PIB de 9,2 % et se classe au premier rang à ce chapitre, loin devant celui de Lanaudière (6,1 %). En 2006, le PIB aux prix de base du Nord-du-Québec a atteint 1,9 milliard de dollars, soit 0,6 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Nord-du-Québec	Ens. du Québec	Régions ressources
■ 200 et plus	1,1	0,8	0,6
□ 50 à 199	4,6	3,4	2,4
■ 5 à 49	36,1	30,7	28,6
■ 1 à 4	58,1	65,2	68,3

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

La région du Nord-du-Québec est, avec la région de Montréal, celle qui compte proportionnellement le plus de moyennes et grandes entreprises comparativement à toutes les autres régions. De plus, cette région abrite la moins grande part de micro-entreprises au Québec. La production hydroélectrique étant la principale activité de cette région, cela explique la structure particulière des entreprises dans le Nord-du-Québec.

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamique, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

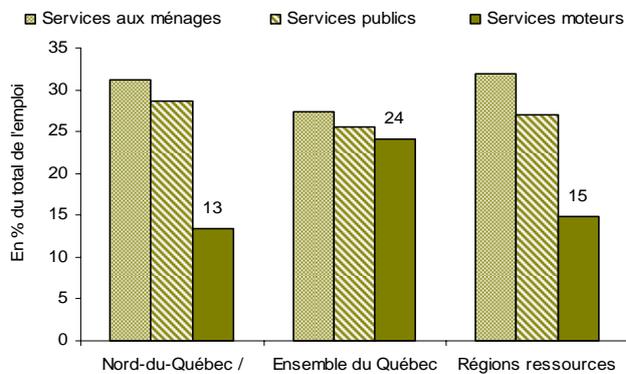
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
10 Nord-du-Québec	36,4

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



Source : Statcan, MDEIE

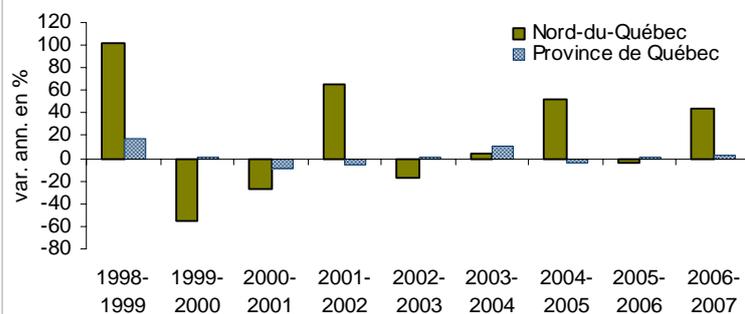
Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs

La région du Nord-du-Québec affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de 36,4 % et se place devant la région de Montréal (35,1 %) et derrière la région de l'Outaouais (37,4 %) comparativement à une moyenne québécoise de 38,8 %. En 2006, 28,7 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 31,2 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 13,4 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements en machines et équipements du secteur privé se sont chiffrés à 140 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 43,2 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007, ces investissements ont doublé (+0,2 % au Québec).

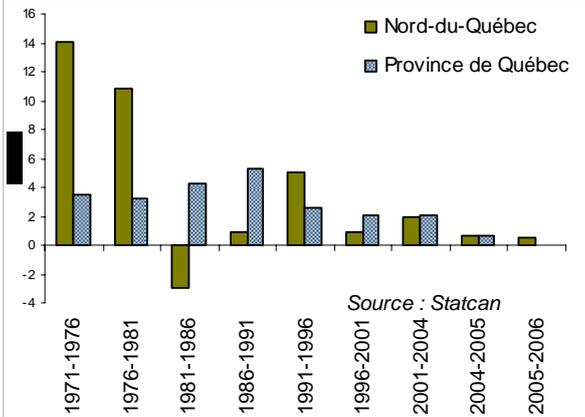
Investissements en immobilisations Machines et équipements



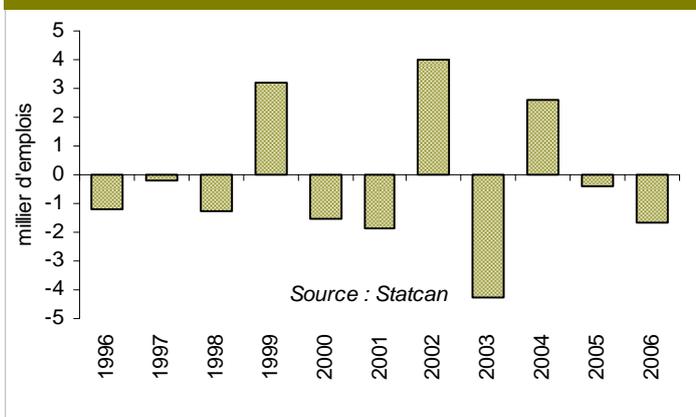
Source : Statcan, ISQ

MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique



Côte-Nord et Nord-du-Québec - Création d'emplois

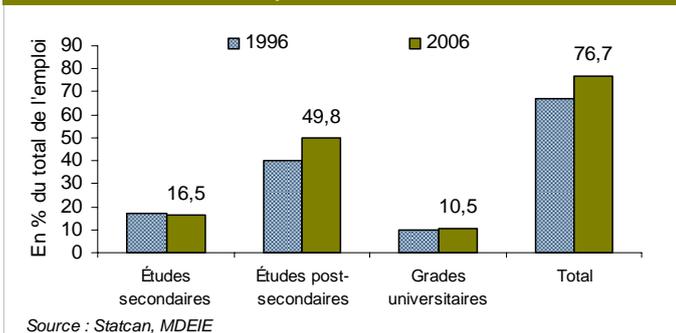


Les statistiques sur l'emploi sont compilées dans leur ensemble pour les régions du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord.

En 2006, la population de la région du Nord-du-Québec atteignait 40 637 habitants, soit 0,5 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une hausse de 3,1 % en 2006 par rapport à 2001. Les opportunités d'emplois contribuent à freiné le départ des résidents de la région et à soutenir la croissance démographique.

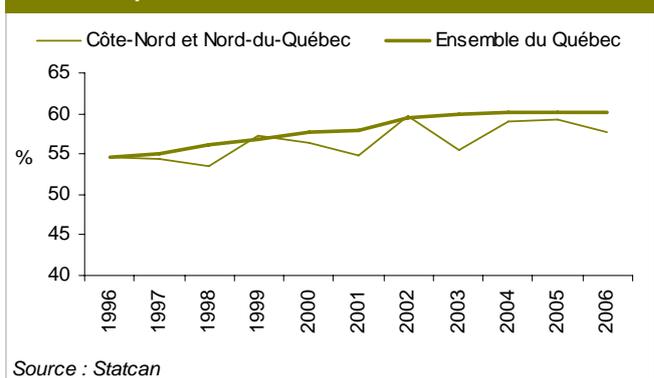
Après une baisse combinée de 0,7 % en 2005, le nombre d'emplois dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec s'établissait à 51 600 en 2006, soit une diminution de 3,2 %. Bien que le taux d'emploi des régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec ait baissé de 2,7 % entre 2005 et 2006, celui-ci reste légèrement inférieur à la moyenne québécoise (57,6 % comparativement à 60,2 %). Le lancement des projets hydroélectriques Eastmain 1-A et Sarcelle sont susceptibles de relancer l'emploi dans la région.

Côte-Nord / Nord-du-Québec - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006



Les statistiques sur l'emploi sont compilées dans leur ensemble pour les régions du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord.

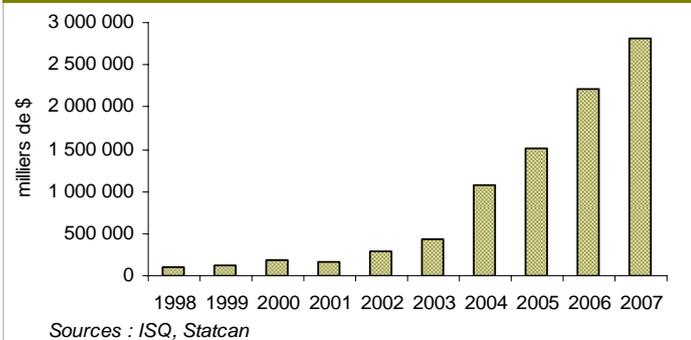
Taux d'emploi



INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

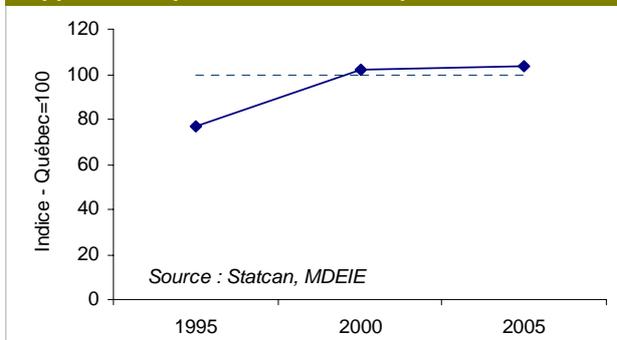
Nord-du-Québec

Immobilisations du secteur public



Nord-du-Québec

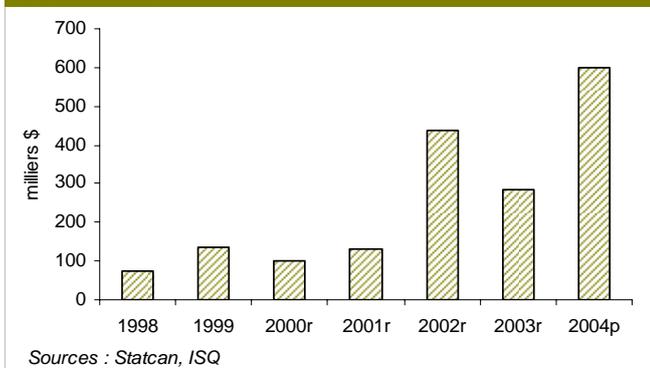
Rapport de dépendance économique



Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 2,8 milliards de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 46,1 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements sont presque dix fois supérieurs à ceux de 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de Nord-du-Québec dépendent davantage des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 20,79 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ en moyenne au Québec.

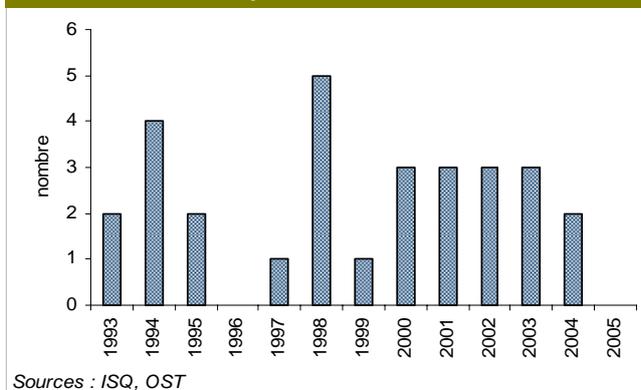
R-D ET INNOVATION

Côte-Nord et Nord-du-Québec - Dépenses totales de R-D intra-muros industrielle, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros industrielle



Nord-du-Québec

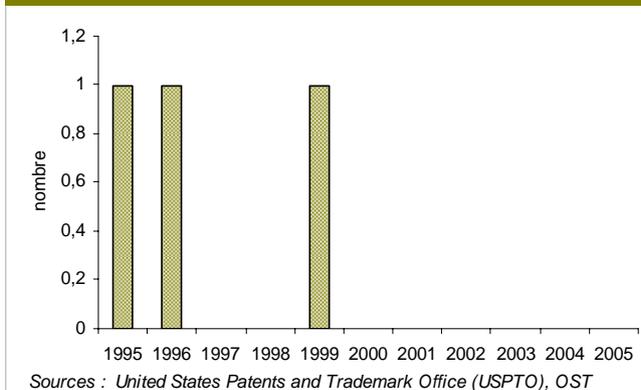
Publications scientifiques



Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de la Côte-Nord, jumelées à celles des entreprises du Nord-du-Québec, se chiffrent à 60,4 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 0,3 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel de la province. La part des dépenses de ces régions dans ce domaine a augmenté par rapport à 2003 (0,2 %). Les dépenses de ces régions ont augmenté de 304,9 % entre 2000 et 2003, comparativement à une hausse de 14 % dans l'ensemble du Québec.

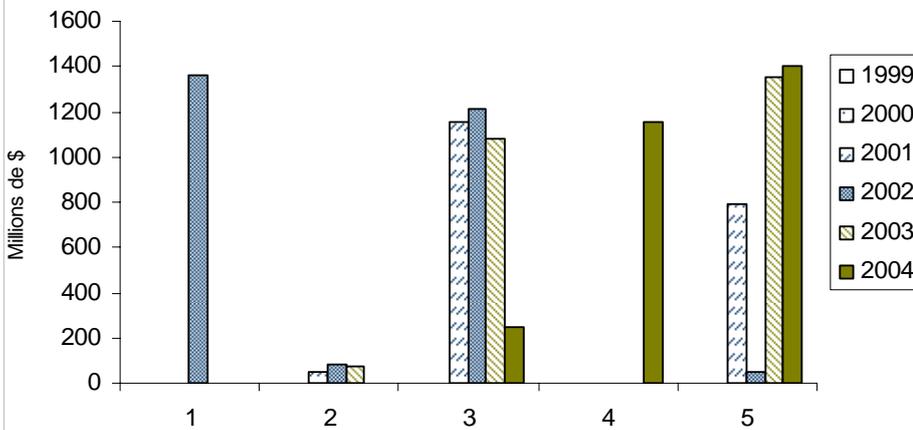
Nord-du-Québec

Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

Les données sur les exportations ont été combinées pour les régions de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Ainsi pour ces trois régions la valeur des exportations s'élevait à 2,8 milliards de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 4,2 % des exportations québécoises. 47 des 67 établissements exportateurs de ces régions relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations des régions de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (68,2 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

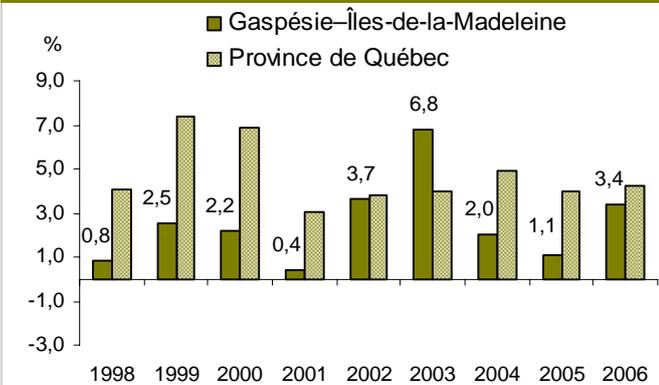
Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	752,9	689,7	586,6	509,9	884,1	725,2	474,8
Japon	30	32,5	40,2	32,2	31,4	25,7	29,7
États-Unis	1 380,90	1 167,60	1 380,10	1 199,50	1 473,90	1 422,60	1 917,00
Autres	248,3	254,4	255,9	251,3	314,3	331,4	387,7

Sources : Statcan, ISQ

11 - GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Croissance économique

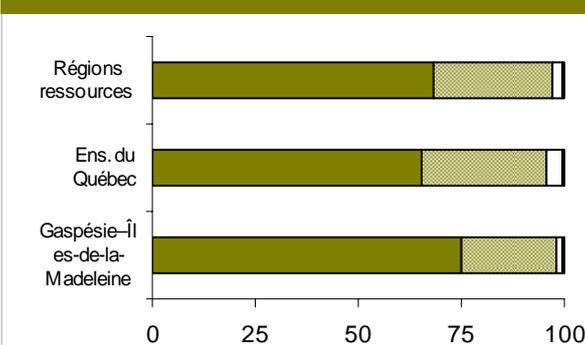


Source : ISQ

En 2006, la croissance économique de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a progressé comparativement à 2005. Tout en restant en-dessous de la moyenne de la province, le PIB (nominal) de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se rapproche de celle-ci. En 2006, le PIB de la région a augmenté de 3,4 %, comparativement à 1,1 % en 2005 et à 2 % en 2004. Le taux de croissance annuel moyen de du PIB a été de 3,4 % entre 2001 et 2006. Le PIB aux prix de base de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine atteint 2,1 milliards de dollars, soit 0,8 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Ens. du Québec	Régions ressources
■ 200 et plus	0,4	0,8	0,6
□ 50 à 199	1,5	3,4	2,4
■ 5 à 49	23,2	30,7	28,6
■ 1 à 4	75	65,2	68,3

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

La Gaspésie-Île-de-la-Madeleine a la plus grande part d'établissements de 1 à 4 employés de tout le Québec (75 %). Cependant, la région abrite une faible proportion d'entreprises de plus de 5 employés (23,2 %) comparativement aux Québec (30,7 %) et aux autres régions ressources (28,6 %).

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscaminque, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

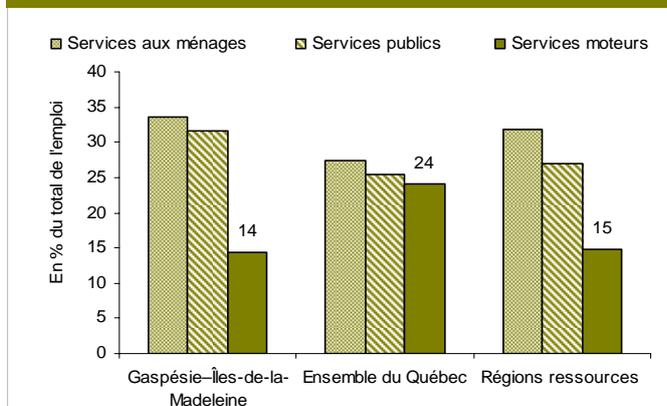
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
11 Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	40,4
311 Aliments	26,6
314 Usines de produits textiles	67,5
316 Produits en cuir et produits analogues	53,1
323 Impression et act. connexes de soutien	48,2
325 Produits chimiques	64,7

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



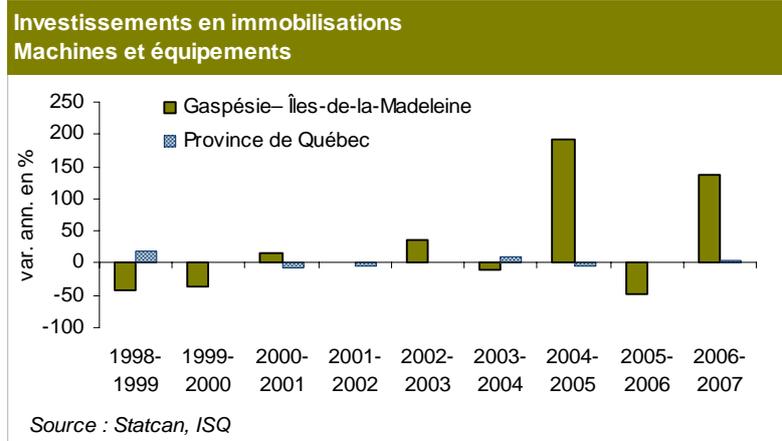
Source : Statcan, MDEIE

Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs

L'économie de la région de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine repose essentiellement sur la pêche, la forêt et le tourisme. La région de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de 40,4 % et se place en huitième position à ce chapitre devant la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean (39,9 %) et derrière la région de Lanaudière (41,7 %) comparativement à une moyenne québécoise de 38,8 %. En 2006, 31,7 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 33,5 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 14,4 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

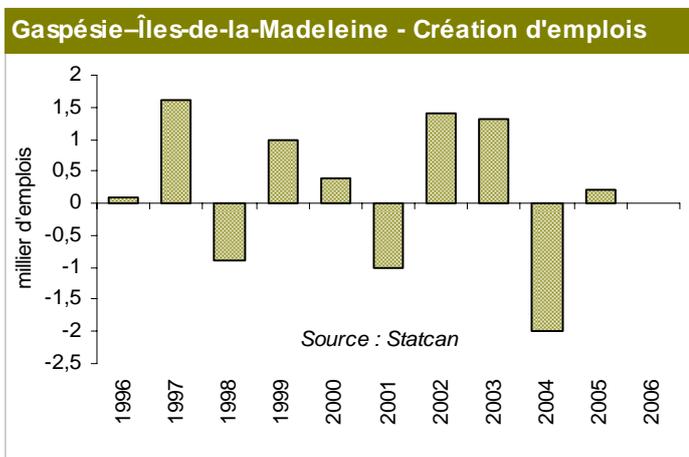
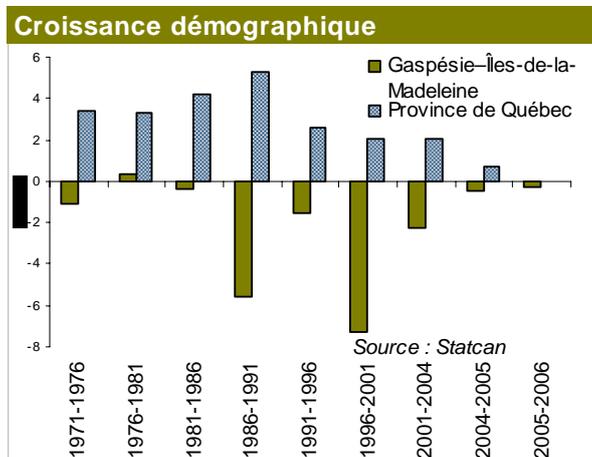
INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements en machines et équipements du secteur privé, ont plus que doublé dans la région depuis 2006 pour atteindre 278 millions de dollars en 2007 (perspectives). Entre 2004 et 2007, les investissements en machines et matériel ont plus que triplé (+0,2 % au Québec).



Source : Statcan, ISQ

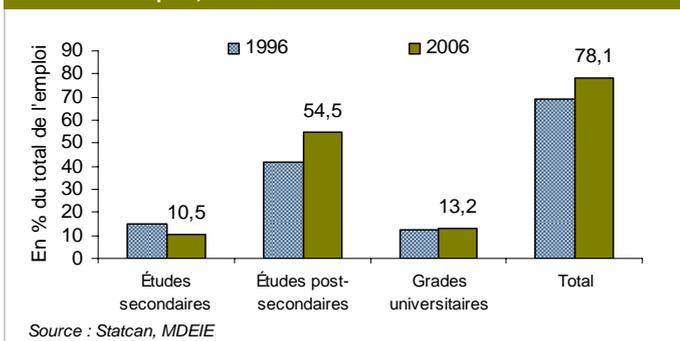
MAIN-D'OEUVRE



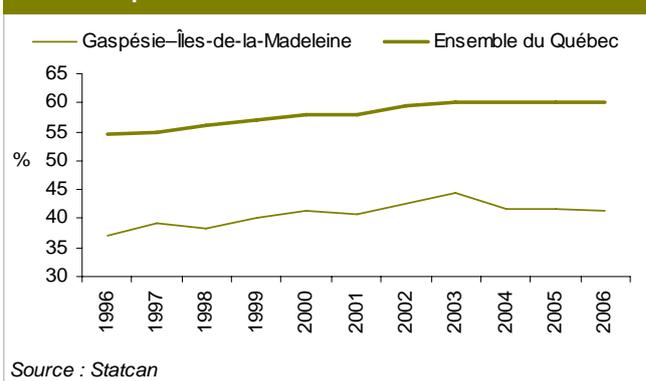
En 2006, la population de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine atteignait 95 872 habitants, soit 1,3 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une baisse de 2,9 % en 2006 par rapport à 2001. Ce repli démographique est lié aux départs des résidents de la région ainsi qu'au nombre de décès plus élevé que le nombre de naissances.

Après une augmentation de 0,6 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine s'établissait à 33 400 en 2006, le même qu'en 2005. Cette stagnation du nombre d'emploi est liée à l'augmentation des emplois à temps plein (+ 1,8 %) combiné à la diminution des emplois à temps partiel (- 7,9 %). Bien que le taux d'emploi de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ait augmenté entre 2001 et 2006 (2 %), celui-ci reste inférieur à la moyenne québécoise (41,4 % comparativement à 60,2 %).

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006

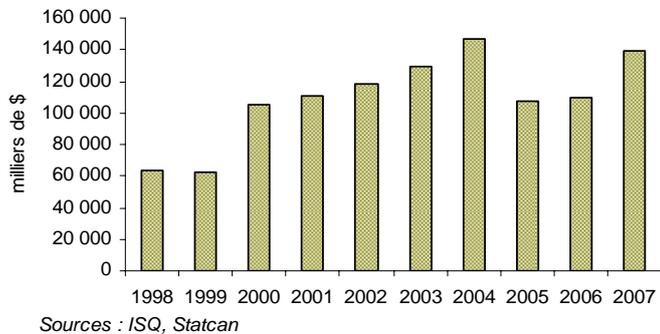


Taux d'emploi

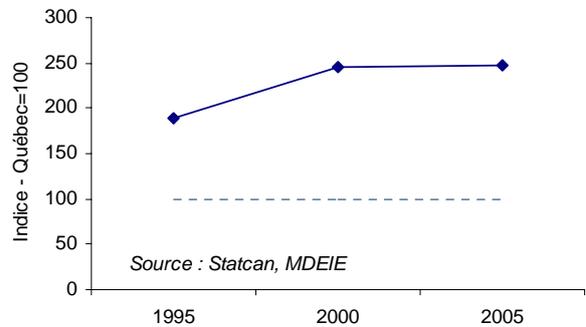


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Immobilisations du secteur public



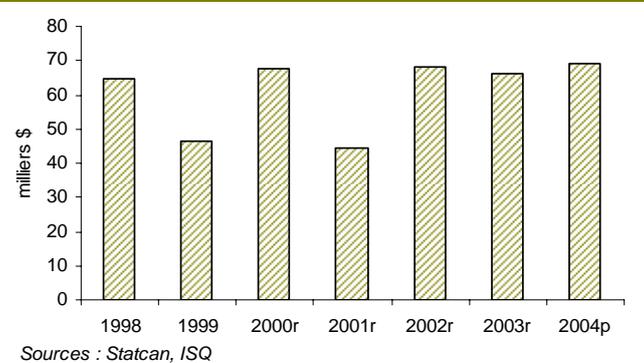
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Rapport de dépendance économique



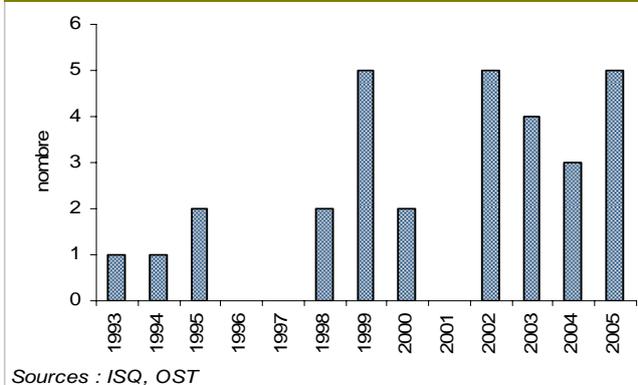
Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 138 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 2,6 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont progressé de 17,1 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est la région qui dépend le plus des transferts gouvernementaux comme source de revenu. En 2005, ses résidents ont reçu en moyenne 49,90 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine - Dépenses totales de R-D intra-muros industrielle, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros industrielle

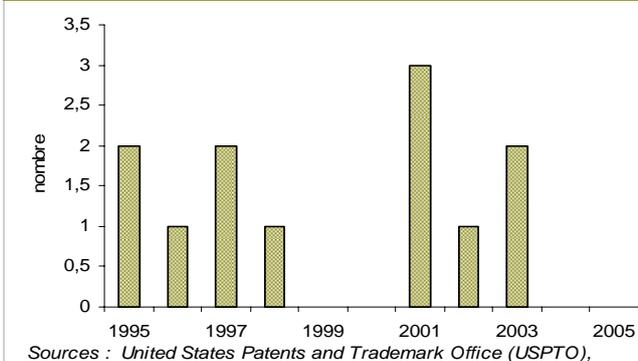


Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Publications scientifiques



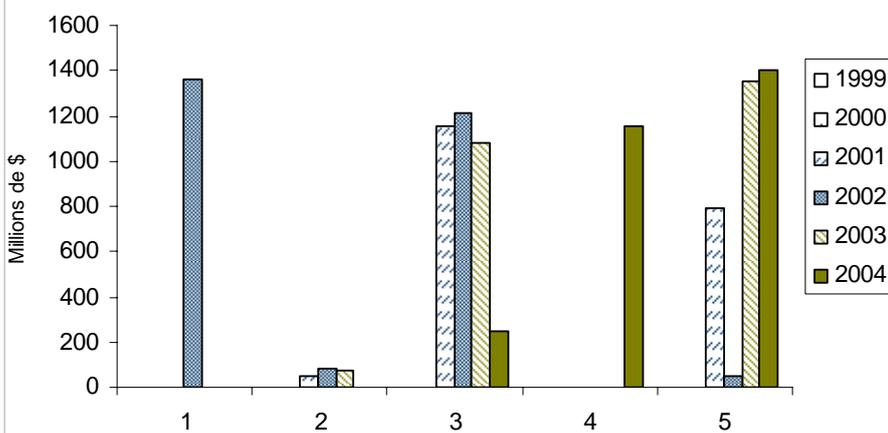
Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se chiffrent à 1,0 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ. La part des dépenses de la région dans ce domaine est en baisse par rapport à 2003. Les dépenses de la région ont augmenté de 65,7 % entre 2000 et 2003, comparativement à une hausse de 14 % dans l'ensemble du Québec.

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

Les données sur les exportations ont été combinées pour les régions de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Ainsi pour ces trois régions la valeur des exportations s'élevait à 2,8 milliards de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 4,2 % des exportations québécoises. 47 des 67 établissements exportateurs de ces régions relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations des régions de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (68,2 %).

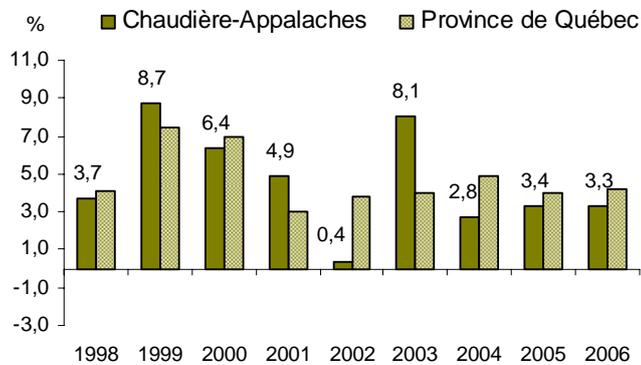
Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	752,9	689,7	586,6	509,9	884,1	725,2	474,8
Japon	30	32,5	40,2	32,2	31,4	25,7	29,7
États-Unis	1 380,90	1 167,60	1 380,10	1 199,50	1 473,90	1 422,60	1 917,00
Autres	248,3	254,4	255,9	251,3	314,3	331,4	387,7

Sources : Statcan, ISQ

12 - CHAUDIÈRE-APPALACHES

Croissance économique

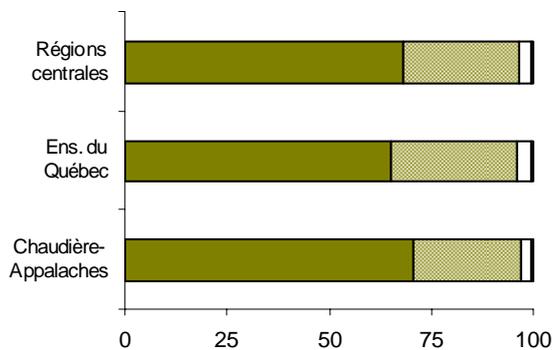


Source : ISQ

En 2006, la croissance économique de la région Chaudière-Appalaches a ralenti. En 2006, le PIB de la région a augmenté de 3,3 % comparativement à 3,4 % en 2005. Affichant un taux de croissance annuel moyen de 3,5 % entre 2001 et 2006, la région se classe au onzième rang à ce chapitre, ex-æquo avec celui de l'Estrie et du Bas-Saint-Laurent et inférieur à celui de Montréal (3,8%). Le PIB aux prix de base de la Chaudière-Appalaches a atteint 11,8 milliards de dollars, soit 4,5 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Chaudière-Appalaches	Ens. du Québec	Régions centrales
■ 200 et plus	0,6	0,8	0,5
□ 50 à 199	2,7	3,4	2,7
▨ 5 à 49	26,3	30,7	28,3
■ 1 à 4	70,5	65,2	68,4

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

La région de Chaudière-Appalaches compte une part importante de micro-entreprises (70,5 %). Cette part est bien supérieure aux autres régions centrales. Les établissements de 5 employés et plus sont toutefois généralement en moins grand nombre que dans les autres régions centrales

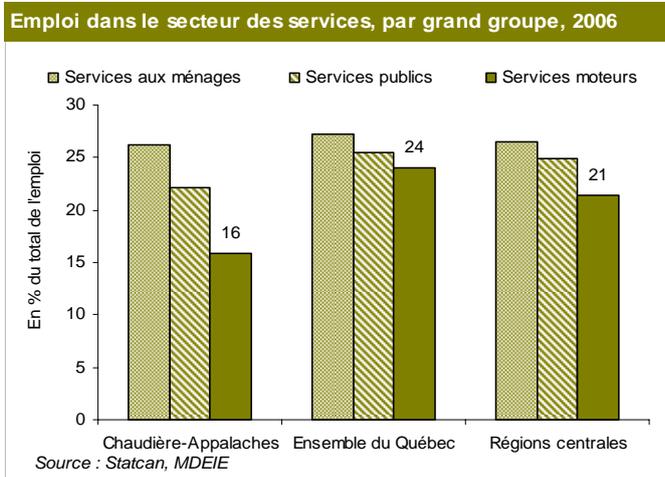
Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscaminque, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
12 Chaudière-Appalaches	34,0
311 Aliments	35,5
312 Boissons et produits du tabac	60,5
313 Usines de textiles	34,3
315 Vêtements	45,3
321 Produits en bois	39,0
323 Impression et act. connexes de soutien	52,7
325 Produits chimiques	39,0
326 Produits en caoutchouc et en plastique	56,5
331 Première transformation des métaux	58,8
332 Produits métalliques	42,9
333 Machines	51,5
337 Meubles et produits connexes	58,6
339 Activités diverses de fabrication	52,7

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

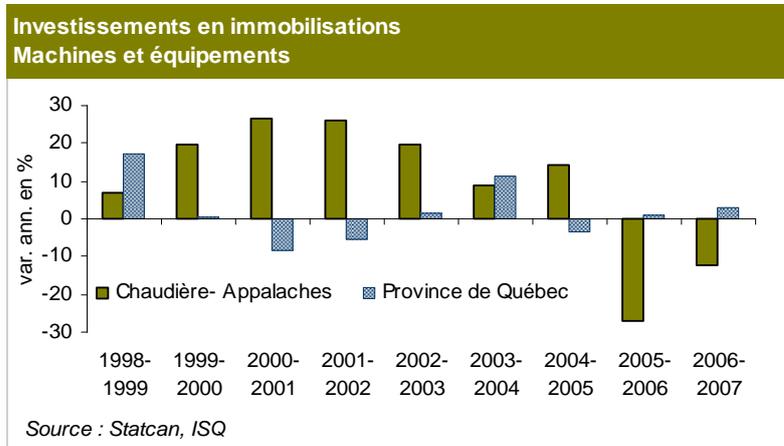


Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

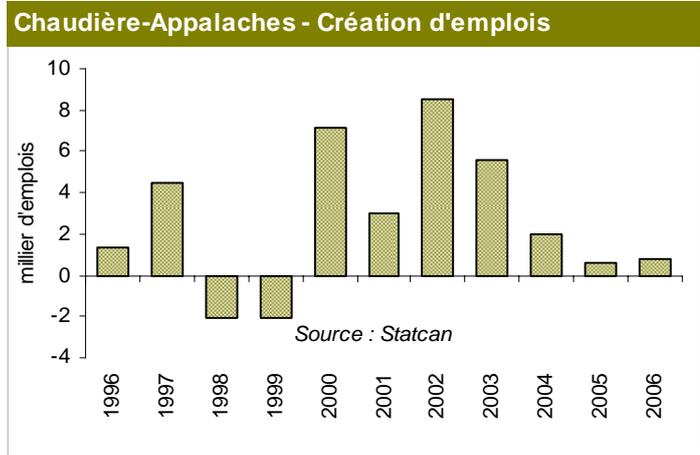
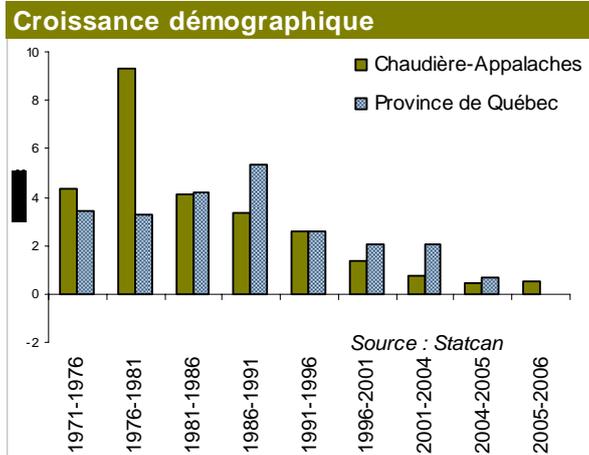
L'économie de la région de la Chaudière-Appalaches est orientée vers des activités agricole, forestière et manufacturière. Le secteur de la fabrication est prédominé par des industries d'aliments et de boissons, du textile et du vêtement, du bois et du meuble ainsi que par les industries des produits métalliques, des produits en plastique, de la machinerie et du matériel de transport. La région de la Chaudière-Appalaches affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de 34 % et se place devant la région de l'Abitibi-Témiscamingue (28,3 %) et derrière la région de Montréal (35,1 %) comparativement à une moyenne québécoise de 38,8 %. En 2006, 22,2 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 26,2 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 15,9 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 778 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une diminution de 12,5 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007, ces investissements ont chuté de 27,1 % (+0,2 % au Québec).

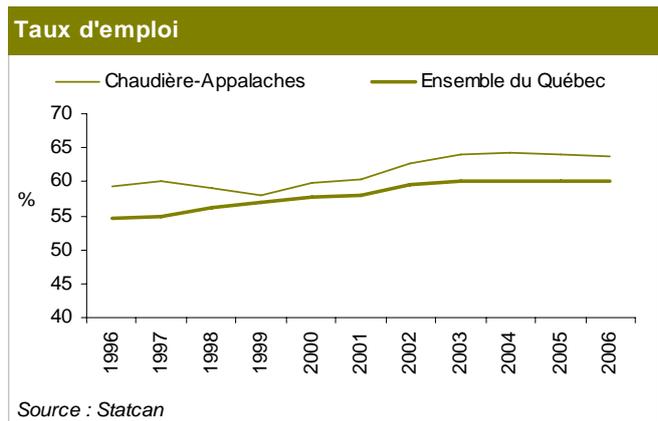
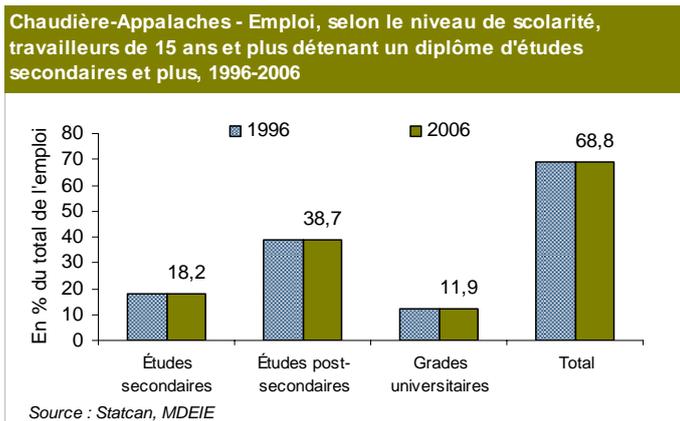


MAIN-D'ŒUVRE



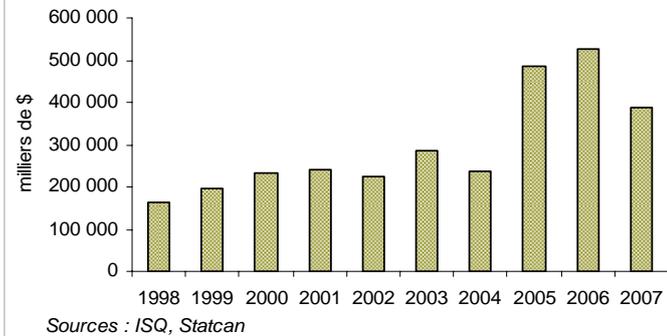
En 2006, la population de la région de Chaudière-Appalaches atteignait 397 777 habitants, soit 5,2 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une hausse de 1,8 % en 2006 par rapport à 2001. L'arrivée de nouvelles personnes dans la région ainsi qu'un nombre de naissances plus élevé que le nombre de décès contribuent à cette croissance démographique.

Après une augmentation de 0,3 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région de Chaudière-Appalaches s'établissait à 207 000 en 2006, soit une hausse de 0,4 %. L'augmentation du nombre d'emplois à temps plein (+ 1,9 %) contribue principalement à l'augmentation de l'emploi en 2006 étant donné que les emplois à temps partiel ont diminué (- 6,8 %). Bien que le taux d'emploi de la région de Chaudière-Appalaches ait diminué entre 2005 et 2006 (-0,5 %), celui-ci reste supérieur à la moyenne québécoise (63,7 % comparativement à 60,2 %).

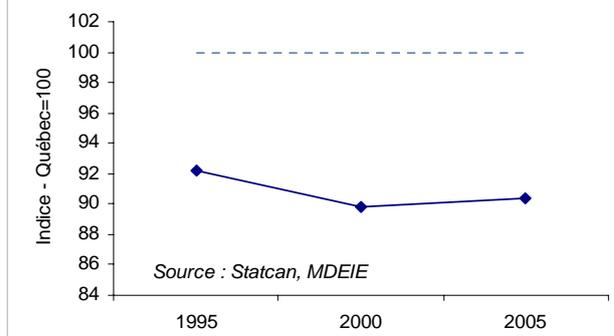


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Chaudière-Appalaches Immobilisations du secteur public



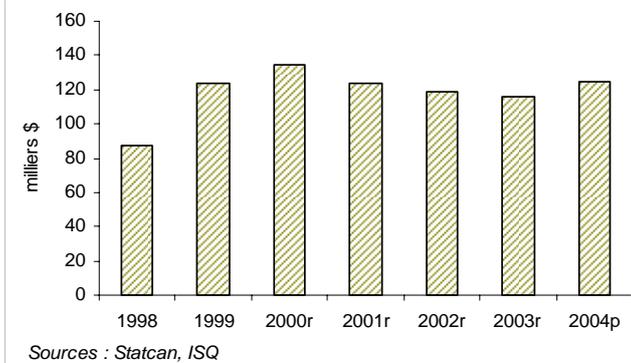
Laurentides Rapport de dépendance économique



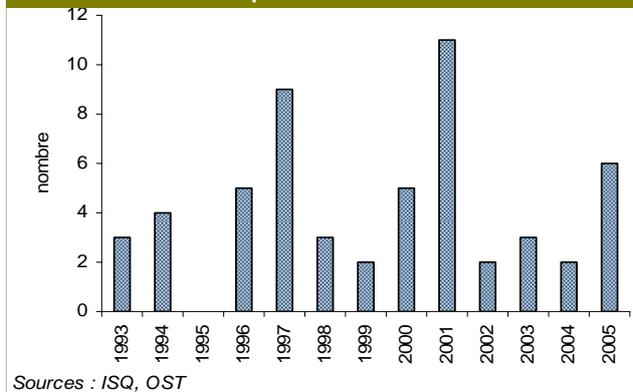
Les dépenses en immobilisation du secteur public, se sont chiffrées à 386 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 9,1 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont progressé de 70,8 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de la région Chaudière-Appalaches dépendent davantage des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 21,05 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION

Chaudière-Appalaches - Dépenses totales de R-D intra-muros industrielle, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros industrielle

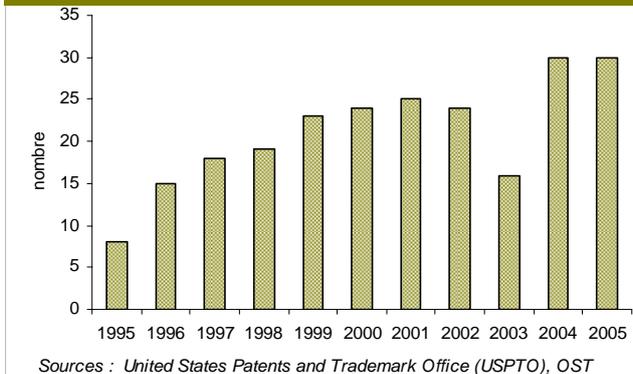


Chaudière-Appalaches Publications scientifiques



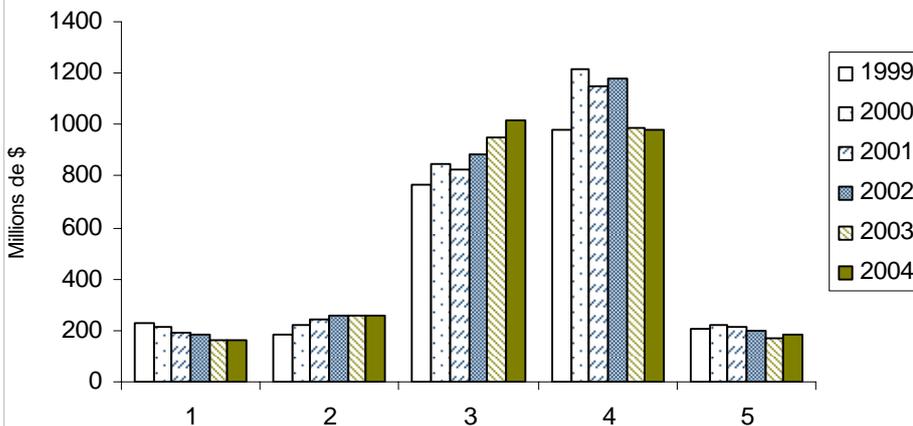
Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de la Chaudière-Appalaches se chiffrent à 47,9 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 1,1 % de l'ensemble des dépenses de R-D industrielle du Québec. La part des dépenses de la région dans ce domaine est en baisse par rapport à 2003. Les dépenses intra-muros de R-D industrielle de la Chaudière-Appalaches ont augmenté, entre 2000 et 2003, de 31,7 %, comparativement à une hausse de 14 % dans l'ensemble du Québec.

Chaudière-Appalaches Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Chaudière-Appalaches Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

La région de la Chaudière-Appalaches a exporté des biens d'une valeur de 2,6 milliards de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 3,9 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a progressé de 3,2 % comparativement à 2003. 332 des 481 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région de la Chaudière-Appalaches (93,5 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

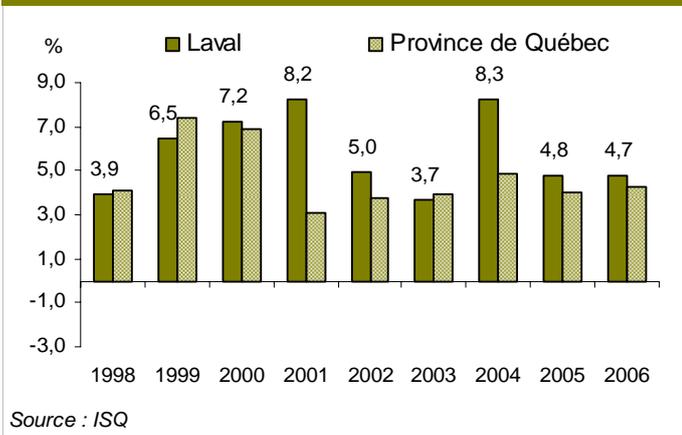
Chaudière-Appalaches - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	44,4	40,3	54	43,7	36,7	35,5	33,7
Japon	75,5	62,3	71,7	55,9	51,3	32,9	8,1
États-Unis	1 859,70	2 133,70	2 477,80	2 413,90	2 503,10	2 347,10	2 440,00
Autres	122,7	124	116,7	104,8	109,9	113,2	127,9

Sources : Statcan, ISQ

13 - LAVAL

Croissance économique

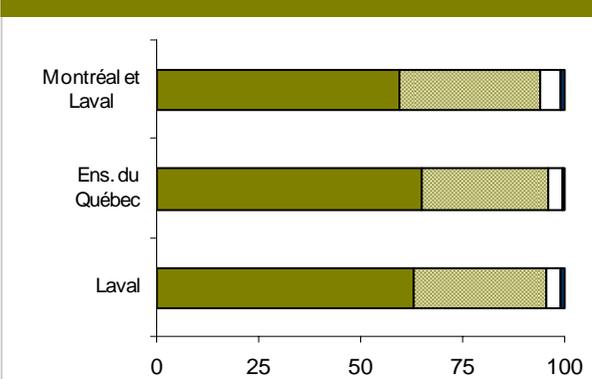


En 2006, la croissance économique de Laval s'est maintenue, comme en 2004 et 2005, au-dessus de la moyenne provinciale.

Le PIB (nominal) aux prix de base de Laval atteint 10,5 milliards de dollars, soit 4 % du PIB québécois. En 2006, le PIB a augmenté de 4,7 % comparativement à 4,8 % en 2005 et 8,3 % en 2004. Affichant un taux de croissance annuel moyen de 5,3 % entre 2001 et 2006, la région se classe au quatrième rang à ce chapitre, derrière ceux des Laurentides (5,7 %) et de Lanaudière (6,1 %) et du Nord-du-Québec (9,2 %).

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Laval	Ens. du Québec	Montréal et Laval
■ 200 et plus	0,7	0,8	1,3
□ 50 à 199	3,8	3,4	4,8
▨ 5 à 49	32,2	30,7	34,3
■ 1 à 4	63,2	65,2	59,7

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

Laval a proportionnellement beaucoup plus de moyennes et grandes entreprises comparativement aux autres régions tout, Montréal et la Capitale-Nationale. Le pourcentage des micro-entreprises (de 1 à 4 employés) est plus élevé à Laval qu'à Montréal, tout en restant inférieure à la moyenne de l'ensemble du Québec.

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

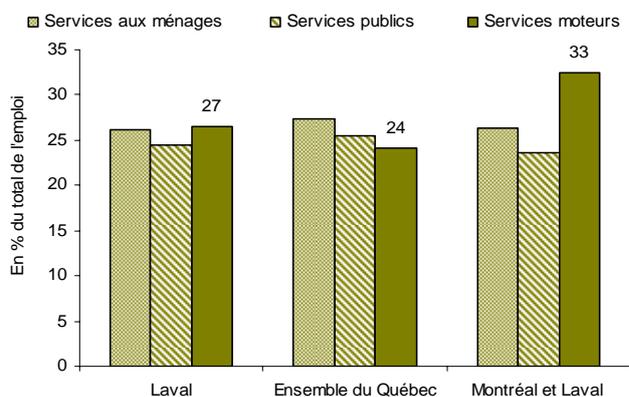
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
13 Laval	47,0
311 Aliments	39,2
314 Usines de produits textiles	55,6
322 Papier	45,5
323 Impression et act. connexes de soutien	57,4
325 Produits chimiques	24,6
326 Produits en caoutchouc et en plastique	54,6
332 Produits métalliques	53,3
333 Machines	55,3
334 Produits informatiques et électroniques	71,3
335 Matériel, appareils et comp. électriques	44,0
337 Meubles et produits connexes	58,2
339 Activités diverses de fabrication	45,0

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



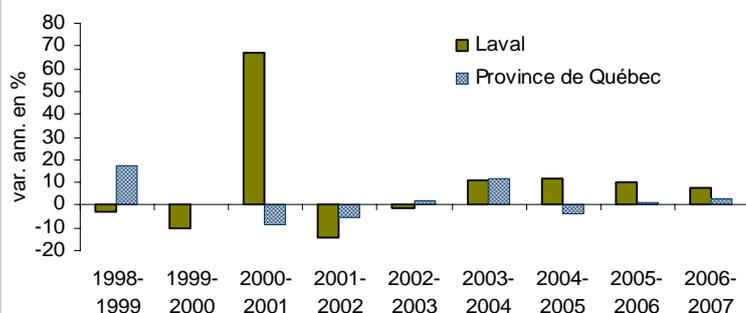
Source : Statcan, MDEIE

Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs

L'économie de la région de Laval est orientée vers le secteur des services qui procure du travail à près de 80 % des Lavallois, alors que 16 % travaillent dans le secteur manufacturier et 4 % œuvrent dans la construction. La région de Laval affiche, après la Capitale-Nationale et l'Estrie, le plus haut rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières. Celui-ci représente 47 % en 2003, comparativement à une moyenne de 38,8 % pour l'ensemble du Québec. En 2006, 24,5 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 26,2% est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 26,5 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

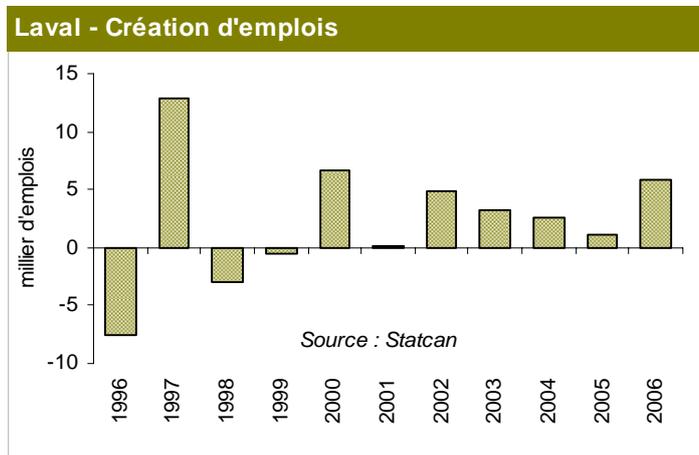
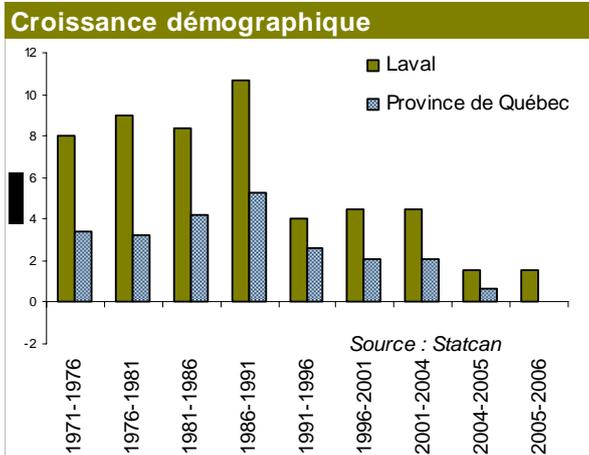
Investissements en immobilisations Machines et équipements



Source : Statcan, ISQ

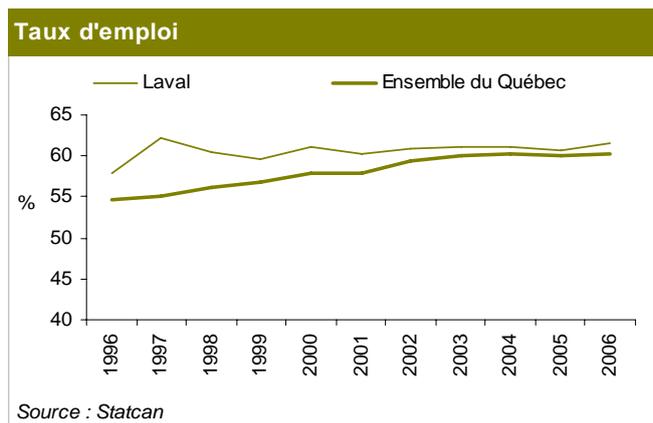
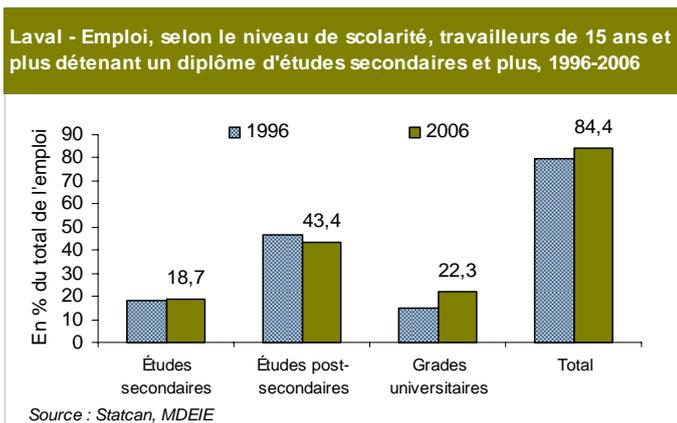
Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 694 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 7,8 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007, ces investissements ont progressé de 32,7 % (+0,2 % au Québec).

MAIN-D'OEUVRE

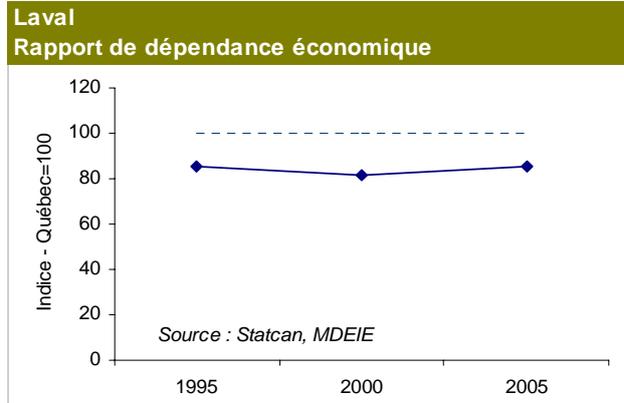
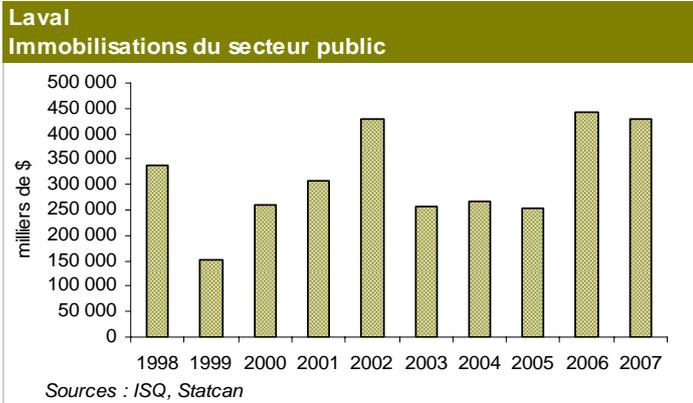


En 2006, la population de la région de Laval atteignait 376 845 habitants, soit 4,9 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une hausse de 7,7 % en 2006 par rapport à 2001. L'arrivée de nouvelles personnes dans la région ainsi qu'un nombre de naissances plus élevé que le nombre de décès contribuent à cette croissance démographique.

Après une augmentation de 0,6 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région de Laval s'établissait à 187 500 en 2006, soit une hausse de 3,2 %. L'augmentation du nombre d'emplois à temps plein (+ 15,6 %) contribue principalement à l'augmentation de l'emploi en 2006 étant donné que les emplois à temps partiel ont diminué (- 6,7 %). Bien que le taux d'emploi de la région de Laval ait relativement stagné ces dernières années, celui-ci reste supérieur à la moyenne québécoise (61,6 % comparativement à 60,2 %).

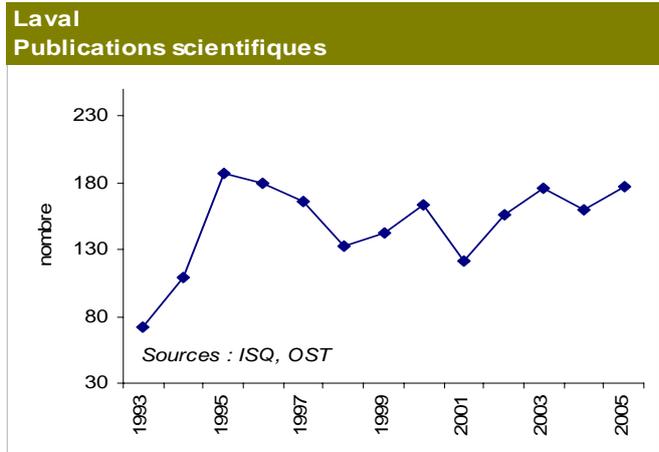
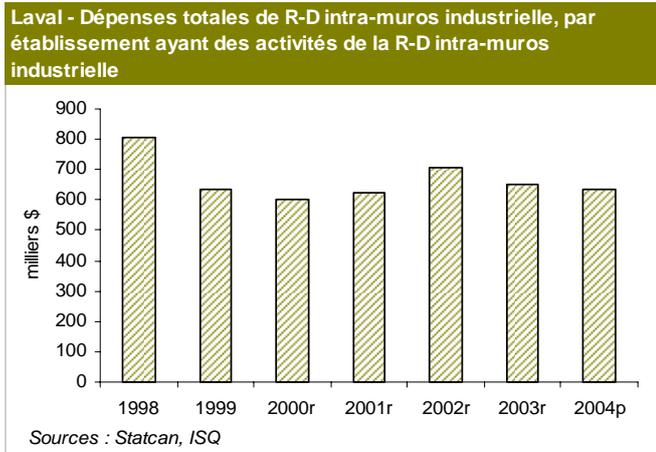


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

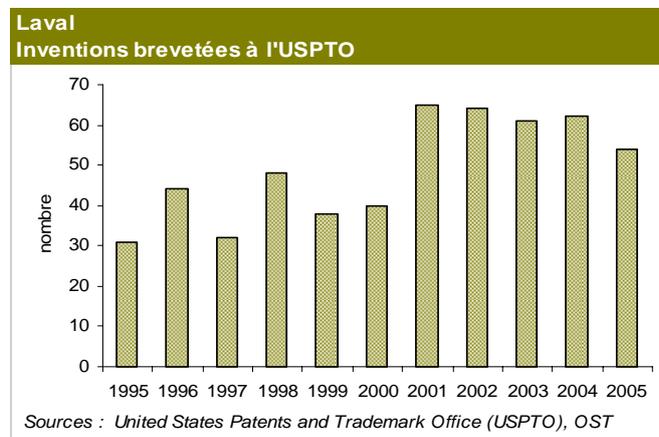


Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 427 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une diminution de 3,7 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont baissé de 0,2 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de la région de Laval dépendent moins des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 17,16 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION

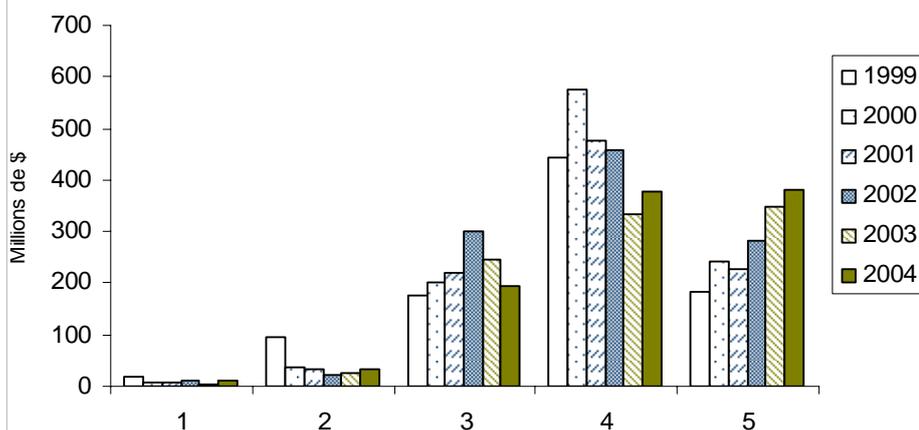


Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de la région de Laval se chiffrent à 194,3 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 4,5 % de l'ensemble des dépenses de R-D industrielle du Québec. La part des dépenses de la région dans ce domaine a augmenté par rapport à 2003. Les dépenses intra-muros de R-D industrielle de la région de Laval ont augmenté entre 2000 et 2003 de 47,9 %, comparativement à une hausse de 14 % dans l'ensemble du Québec.



COMMERCE INTERNATIONAL

Laval Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

La région de Laval a exporté des biens d'une valeur de 996 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 1,5 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a progressé de 4,1 % comparativement à 2003. 188 des 375 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région de Laval (90 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

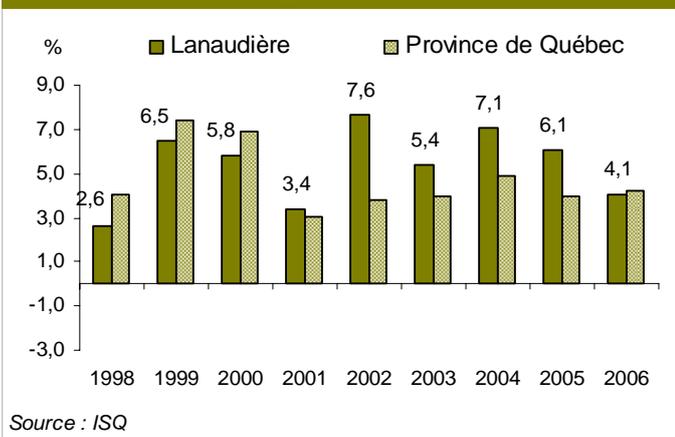
Laval - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	91,2	91,2	102,6	91	64,2	45,9	52,1
Japon	4,8	5,6	3,8	4,2	3	3,3	2,1
Amérique du Sud	x	1,5	3,7	6,1	1,7	2,3	3,9
États-Unis	768	783,7	888,4	797,8	952,3	875,5	896,6
Autres	68,3	29,3	62,5	65,7	46,2	27,5	38,6

Sources : Statcan, ISQ

14 - LANAUDIÈRE

Croissance économique

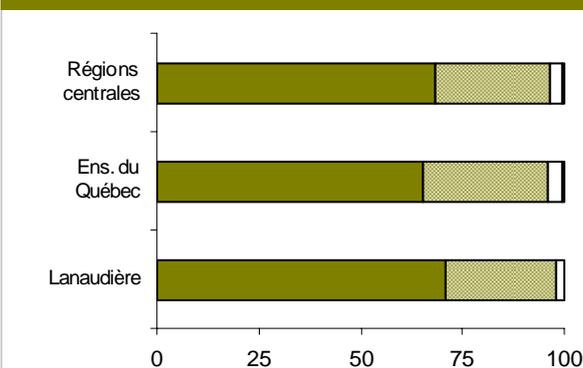


En 2006, la croissance économique de la région de Lanaudière a ralenti.

Le PIB (nominal) de la région a augmenté de 4,1 %, en 2006, comparativement à une hausse plus importante de 6,1 % en 2005. Affichant un taux de croissance annuel moyen de 6,1 % entre 2001 et 2006, la région se classe au deuxième rang à ce chapitre, entre le Nord-du-Québec (9,2 %) et les Laurentides (5,7 %). En 2006, le PIB aux prix de base de Lanaudière atteint 8,9 milliards de dollars en 2005, soit 3,4 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Lanaudière	Ens. du Québec	Régions centrales
■ 200 et plus	0,3	0,8	0,5
□ 50 à 199	1,9	3,4	2,7
▨ 5 à 49	27,1	30,7	28,3
■ 1 à 4	70,8	65,2	68,4

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

La région de Lanaudière, après la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et le Bas-Saint-Laurent, a la proportion d'établissements de 1 à 4 employés la plus élevée, avec une part de 70,8 %, contre 68,4 % en moyenne pour les régions centrales et 65,2 % pour l'ensemble du Québec.

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamique, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

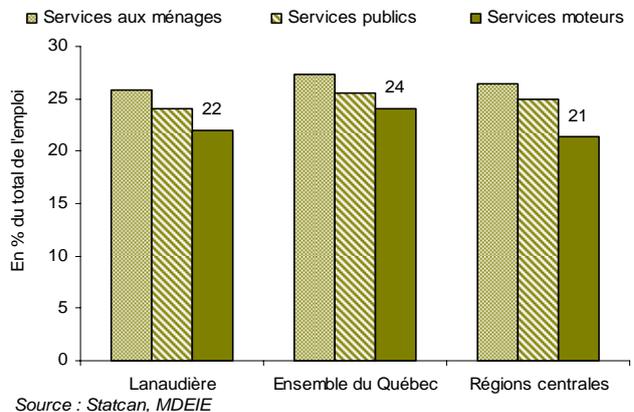
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
14 Lanaudière	41,7
311 Aliments	21,9
316 Produits en cuir et produits analogues	47,1
321 Produits en bois	42,2
322 Papier	36,3
323 Impression et act. connexes de soutien	50,2
325 Produits chimiques	48,2
326 Produits en caoutchouc et en plastique	40,2
332 Produits métalliques	52,0
333 Machines	57,6
337 Meubles et produits connexes	52,3
339 Activités diverses de fabrication	49,0

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



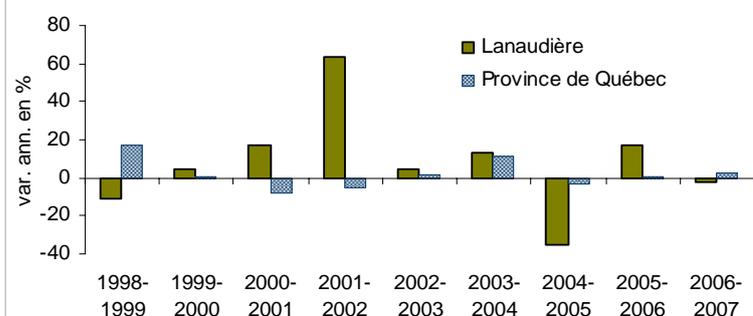
Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs

L'économie de la région de Lanaudière est très fortement concentrée dans le secteur des services puisque sept personnes en emploi sur dix y travaillent. Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières atteint, dans la région de Lanaudière, 41,7 %, un taux supérieur à la moyenne de l'ensemble du Québec. En 2006, 24 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 25,9 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 22 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec). La région de Lanaudière affiche un pourcentage d'emploi dans les services moteurs, les services des ménages et les services publics semblable à celui des autres régions centrales.

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 616 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une diminution de 2,4 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007 ces investissements ont chuté de 25,7 % (+0,2 % au Québec).

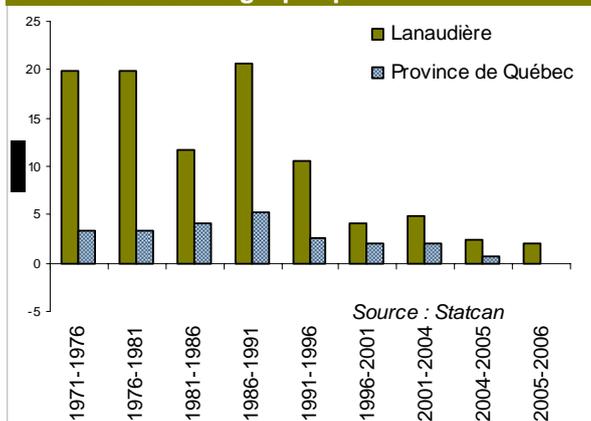
Investissements en immobilisations Machines et équipements



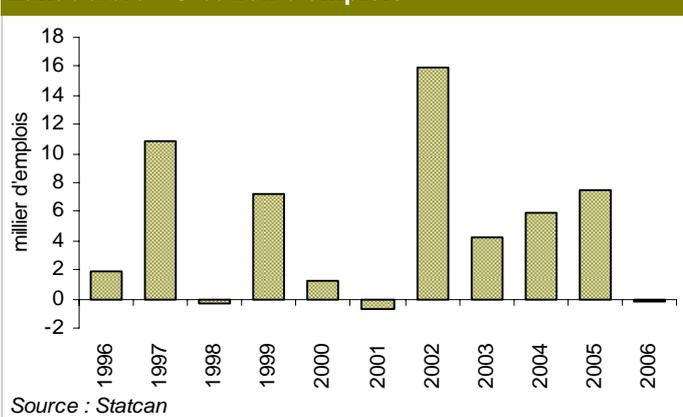
Source : Statcan, ISQ

MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique



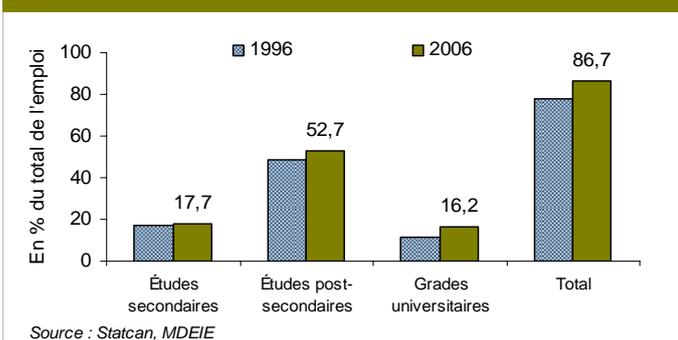
Lanaudière - Création d'emplois



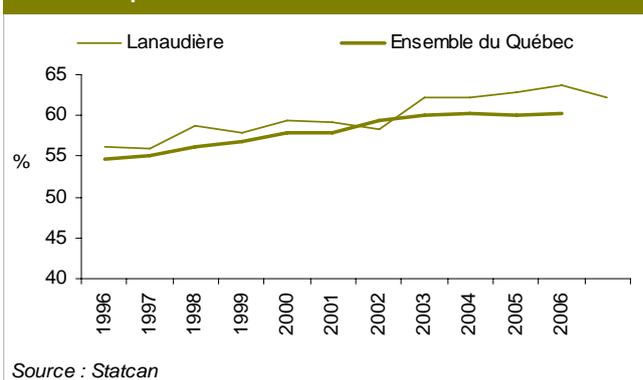
En 2006, la population de la région de Lanaudière atteignait 434 872 habitants, soit 5,7 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une hausse de 9,8 % en 2006 par rapport à 2001. L'arrivée de nouvelles personnes dans la région ainsi qu'un nombre de naissances plus élevé que le nombre de décès contribuent à cette croissance démographique.

Après une augmentation de 3,6 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région de Lanaudière s'établissait à 214 400 en 2006. Le nombre d'emploi à temps plein et à temps partiel est resté comparable à celui de 2005. Bien que le taux d'emploi de la région de Lanaudière ait relativement stagné depuis 2002, celui-ci reste supérieur à la moyenne québécoise (62,3 % comparativement à 60,2 %).

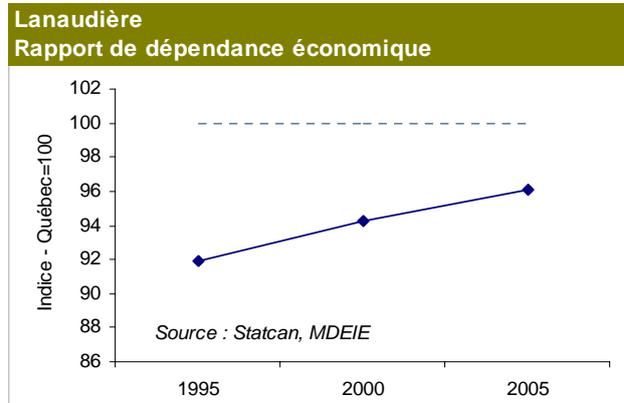
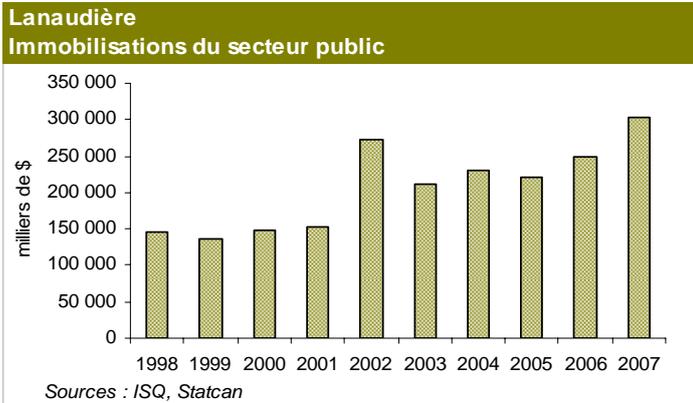
Lanaudière - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006



Taux d'emploi

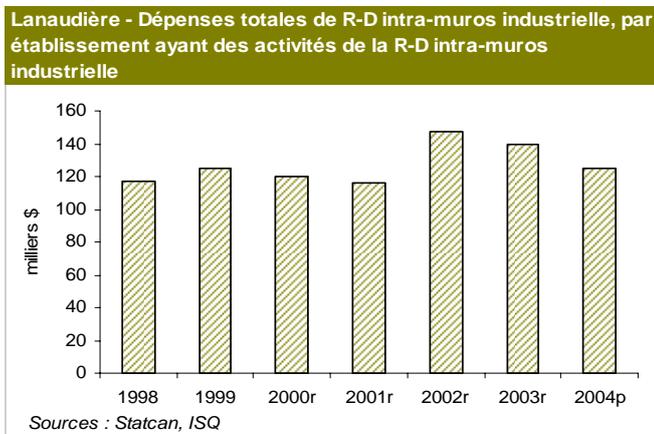


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

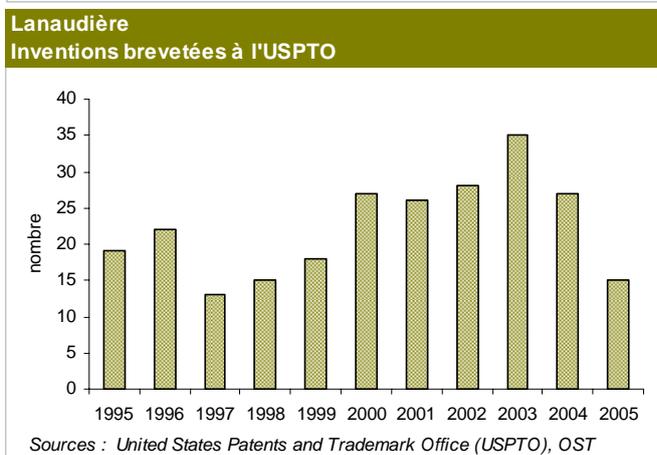
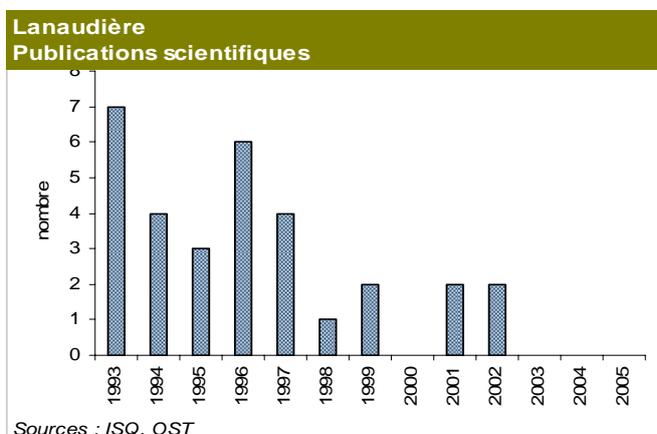


Les dépenses en immobilisation du secteur public, se sont chiffrées à 304 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 21,7 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont progressé de 11,6 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de la région Lanaudière dépendent moins des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 19,35 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION

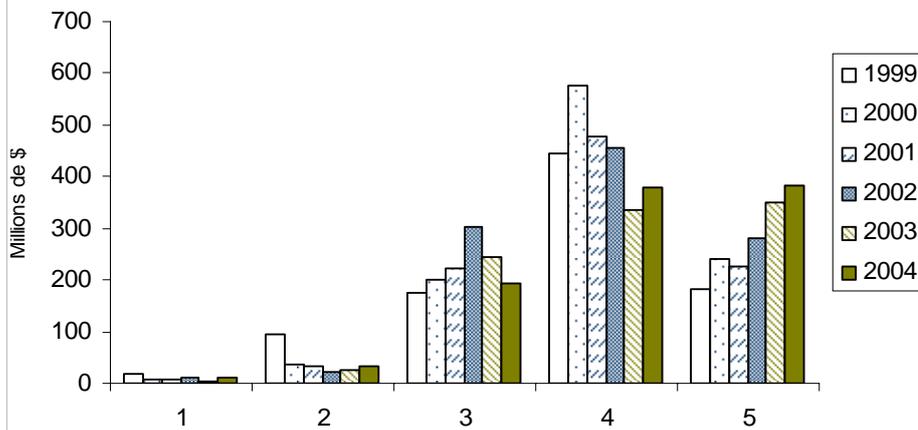


Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de Lanaudière s'élèvent à 24,5 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 0,6 % de l'ensemble des dépenses de R-D industrielle du Québec. La part des dépenses de la région dans ce domaine a baissé par rapport à 2003. Les dépenses intra-muros de R-D industrielle de la région ont augmenté, entre 2000 et 2003, de 72,5 %, comparativement à une hausse de 14 % dans l'ensemble du Québec.



COMMERCE INTERNATIONAL

Lanaudière Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

La région de Lanaudière a exporté des biens d'une valeur de 1,2 milliard de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 1,7 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a diminué de 1,9 % comparativement à 2003. 136 des 218 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région de Lanaudière (93,3 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

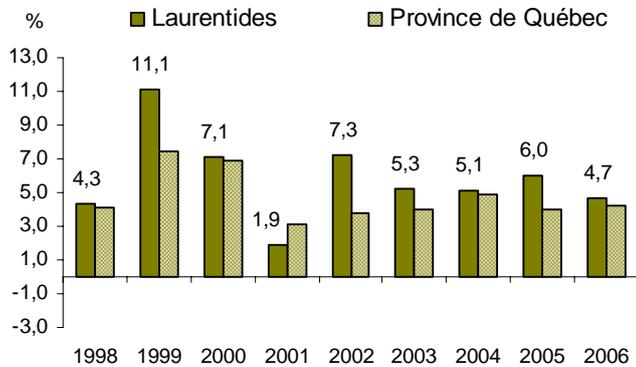
Lanaudière - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	35,8	41,2	28,3	23,8	16,8	18	43,5
Amérique du Sud et Mexique	5,1	6,2	8,7	2,4	1,8	2,1	5,4
États-Unis	942,2	1 026,10	1 018,00	1 165,90	1 184,20	1 117,30	1 052,60
Autres	x	19,2	17,8	16,1	22,1	13,1	26,7

Sources : Statcan, ISQ

15 - LAURENTIDES

Croissance économique



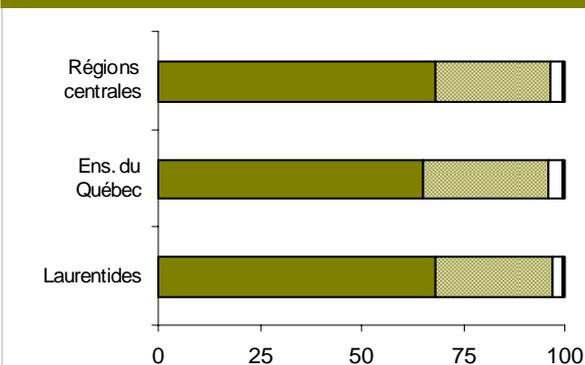
Source : ISQ

En 2006, la croissance économique de la région des Laurentides a ralenti.

En 2006, le PIB (nominal) de la région a augmenté de 4,7 % comparativement à 6 % en 2005. Affichant un taux de croissance annuel moyen de 5,7 % entre 2001 et 2006, la région se classe au troisième rang à ce chapitre, derrière le Nord-du-Québec (9,2 %) et Lanaudière (6,1 %). Le PIB aux prix de base des Laurentides a atteint 14 milliards de dollars, soit 5,3 % du PIB québécois.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Laurentides	Ens. du Québec	Régions centrales
■ 200 et plus	0,5	0,8	0,5
□ 50 à 199	2,5	3,4	2,7
▨ 5 à 49	28,6	30,7	28,3
■ 1 à 4	68,4	65,2	68,4

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

La proportion de micro-entreprises installées dans les Laurentides est plus petite que dans l'ensemble du Québec (68,4 % comparativement à 65,2 %). La part des entreprises de 50 à 199 employés est plus faible ou équivalente aux autres régions centrales. Toutefois, la proportion des entreprises de 5 à 49 employés et de 200 employés est équivalente aux autres régions centrales.

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamisque, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

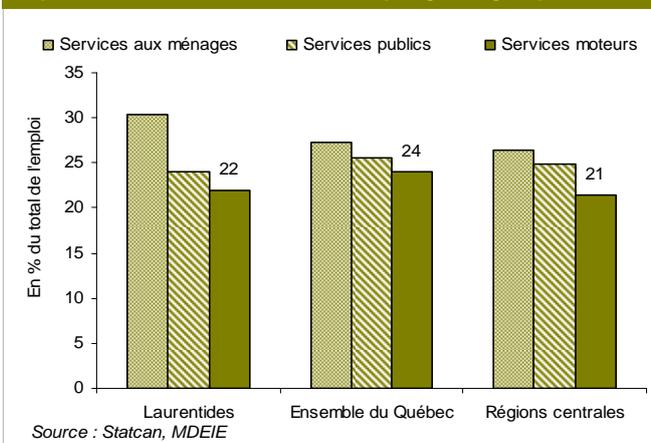
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
15 Laurentides	37,8
311 Aliments	30,7
314 Usines de produits textiles	56,0
315 Vêtements	35,2
316 Produits en cuir et produits analogues	61,7
321 Produits en bois	36,3
323 Impression et act. connexes de soutien	53,1
324 Produits du pétrole et du charbon	30,1
325 Produits chimiques	47,8
326 Produits en caoutchouc et en plastique	54,5
327 Produits minéraux non métalliques	52,7
331 Première transformation des métaux	43,4
332 Produits métalliques	46,8
333 Machines	49,5
334 Produits informatiques et électroniques	52,4
335 Matériel, appareils et comp. électriques	47,4
337 Meubles et produits connexes	53,1
339 Activités diverses de fabrication	41,4

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



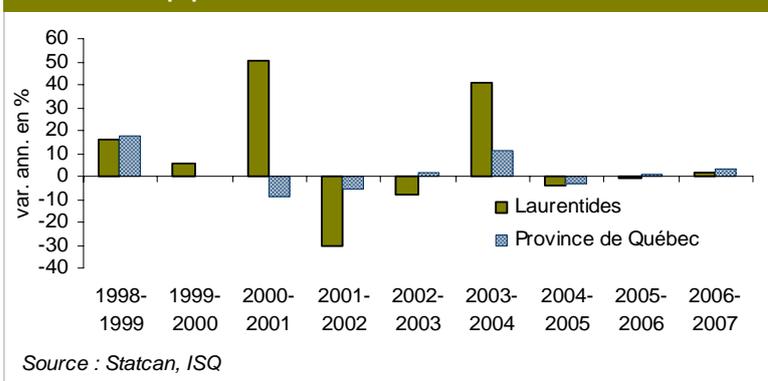
Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

L'économie de la région des Laurentides est orientée vers le secteur tertiaire. La région des Laurentides affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (37,8 %), ex-æquo avec la région du Bas-Saint-Laurent et la région du Centre-du-Québec et tout juste en dessous de la moyenne pour l'ensemble du Québec. En 2006, 24,1 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 30,3 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 21,9 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

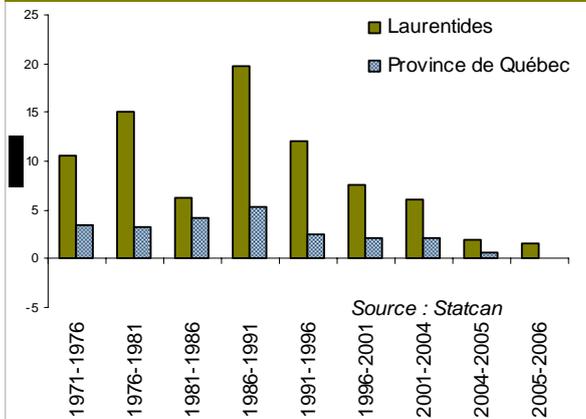
Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 834 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 1,6 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007, ces investissements ont chuté de 3,8 % (+0,2 % au Québec).

Investissements en immobilisations Machines et équipements

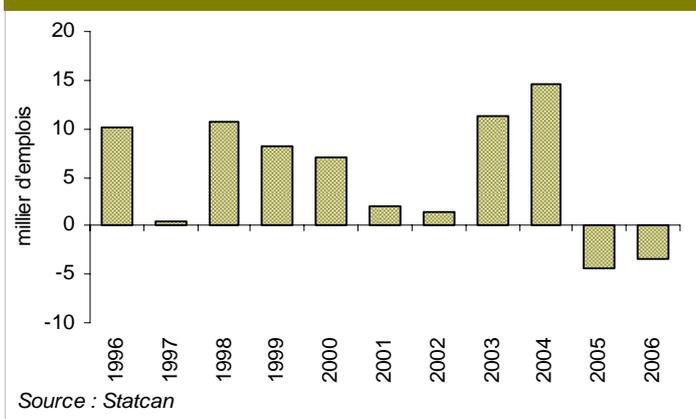


MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique



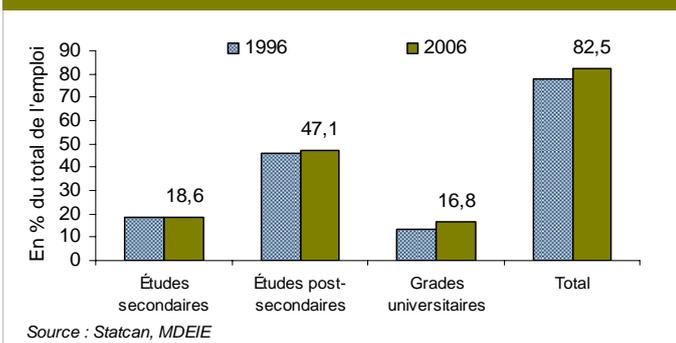
Laurentides - Création d'emplois



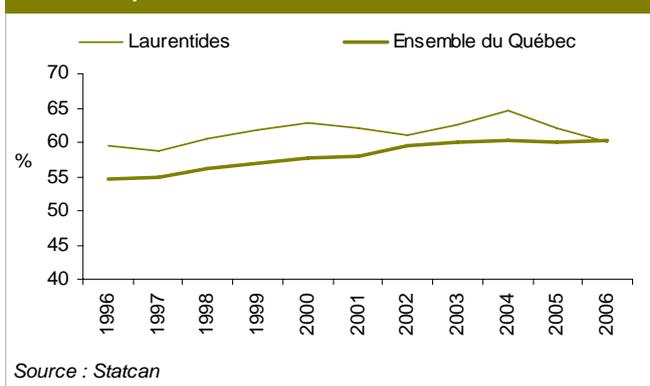
En 2006, la population de la région des Laurentides atteignait 518 621 habitants, soit 6,8 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une hausse de 9,9 % en 2006 par rapport à 2001. L'arrivée de nouvelles personnes dans la région ainsi qu'un faible pourcentage de personnes âgées de plus de 65 ans contribuent à la croissance démographique.

Après une diminution de 1,7 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région des Laurentides s'établissait à 249 200 en 2006, soit une baisse de 1,4 % depuis 2005. Le nombre d'emplois à temps plein (- 4,9 %) ainsi que le nombre d'emploi à temps partiel (- 0,7 %) ont diminué, contribuant ainsi au repli de l'emploi. Bien que le taux d'emploi de la région des Laurentides ait baissé depuis 2002 (- 2 %), celui-ci reste au même niveau que la moyenne québécoise (59,9 % comparativement à 60,2 %).

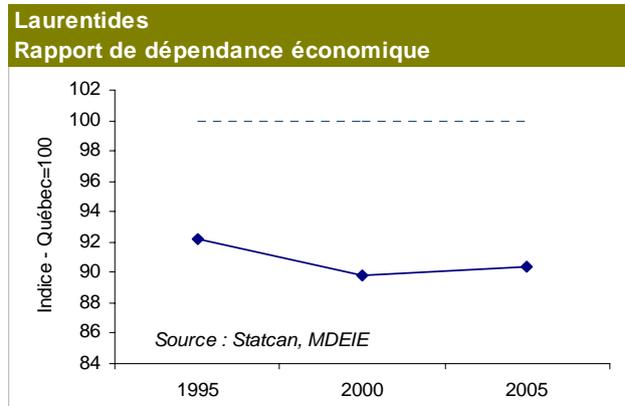
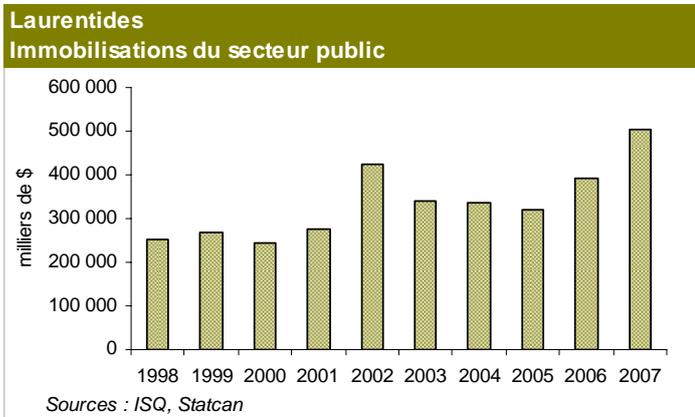
Laurentides - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006



Taux d'emploi

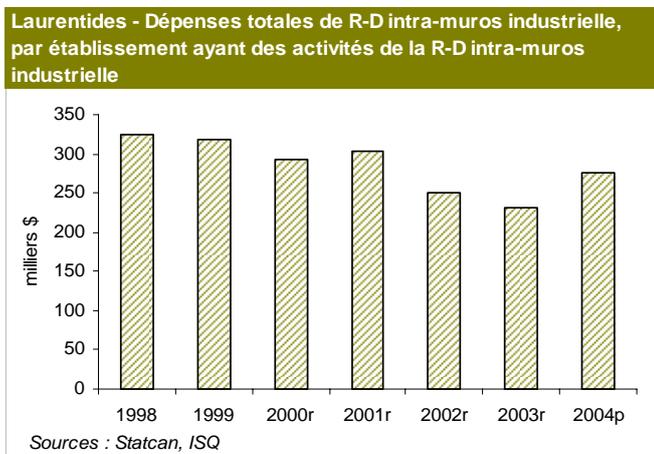


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

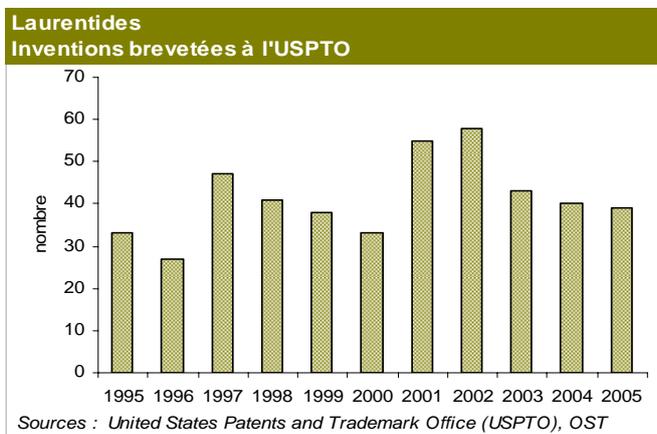
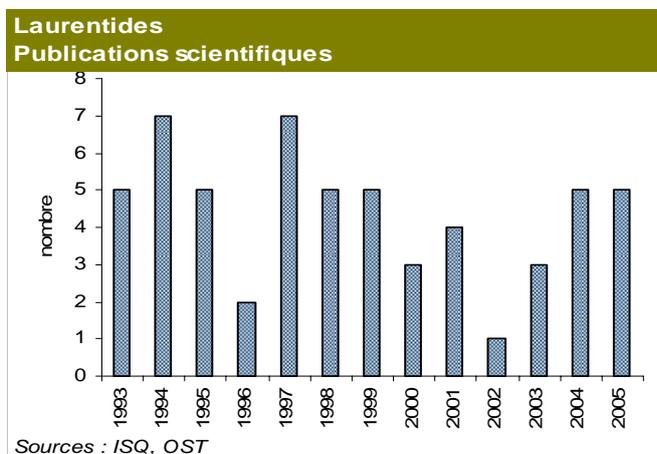


Les dépenses en immobilisation du secteur public, se sont chiffrées à 505 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 28,3 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont progressé de 19,7 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de la région Laurentides dépendent moins des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 18,20 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION



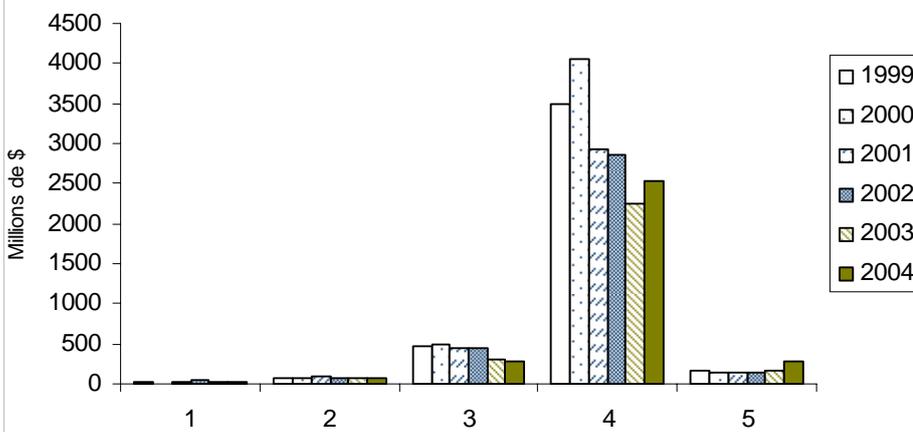
Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises des Laurentides se chiffrent à 70 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 1,6 % de l'ensemble des dépenses de R-D industrielle du Québec. La part des dépenses de la région dans ce domaine a augmenté par rapport à 2003.



COMMERCE INTERNATIONAL

Laurentides

Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

La région des Laurentides a exporté des biens d'une valeur de 3,2 milliard de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 4,8 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a progressé de 14,8 % comparativement à 2003. 223 des 397 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région des Laurentides (85,2 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

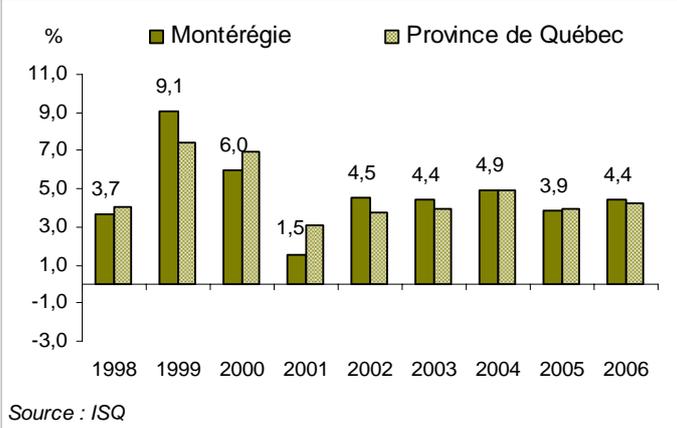
Laurentides - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	126	167,4	133,3	308,4	411,3	565,6	145,1
Amérique du Sud	x	5,6	9,5	x	4,3	1,8	9,8
Autres	86,7	x	58,8	x	155,4	128,9	315
États-Unis	3 793,90	3 972,40	4 561,60	3 184,00	3 002,10	2 094,70	2 733,90

Sources : Statcan, ISQ

16 - MONTÉRÉGIE

Croissance économique

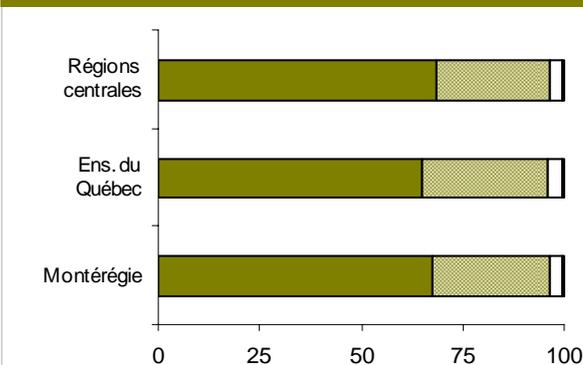


En 2006, la croissance économique de la région de la Montérégie a progressé comparativement à 2005 et a dépassé la moyenne de la province.

Le PIB (nominal) aux prix de base de la Montérégie atteint 39 milliards de dollars, soit 14,7 % du PIB québécois. En 2006, le PIB de la région a augmenté de 4,4 % en comparaison de 3,9 % en 2004. Affichant un taux de croissance annuel moyen de 4,4 % entre 2001 et 2006, la région se classe au huitième rang à ce chapitre, derrière l'Abitibi-Témiscamingue et devant la Côte-Nord.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Montérégie	Ens. du Québec	Régions centrales
■ 200 et plus	0,6	0,8	0,5
□ 50 à 199	3	3,4	2,7
▨ 5 à 49	29,1	30,7	28,3
■ 1 à 4	67,3	65,2	68,4

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

La région de la Montérégie détient une part de moyennes et grandes entreprises supérieure à la moyenne des régions centrales et proche de la moyenne de la province. C'est l'une des cinq régions ayant le plus grand nombre de grandes entreprises. De plus, la Montérégie accueille un nombre proportionnellement plus élevé de micro-entreprises que Laval, Montréal et Capitale-Nationale.

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

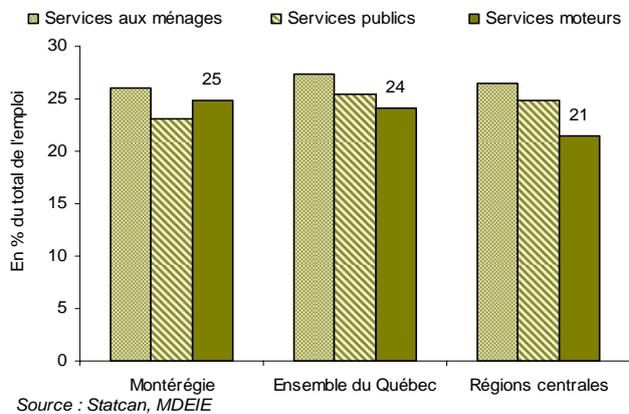
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
16 Montérégie	42,5
311 Aliments	31,0
313 Usines de textiles	51,0
314 Usines de produits textiles	55,7
315 Vêtements	47,4
321 Produits en bois	38,6
322 Papier	39,3
323 Impression et act. connexes de soutien	54,0
325 Produits chimiques	41,2
326 Produits en caoutchouc et en plastique	45,8
327 Produits minéraux non métalliques	58,3
331 Première transformation des métaux	31,0
332 Produits métalliques	48,1
333 Machines	44,0
335 Matériel, appareils et comp. électriques	48,9
336 Matériel de transport	59,1
337 Meubles et produits connexes	54,1
339 Activités diverses de fabrication	52,8

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs

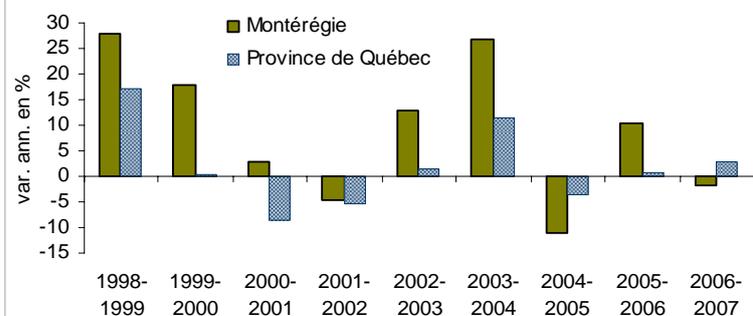
L'économie de la région de la Montérégie est orientée autour d'une industrie agricole et d'un secteur manufacturier relativement diversifié. Le rapport de la valeur ajoutée aux expéditions manufacturières atteint 42,5 % en 2003, comparativement à une moyenne de 38,8 % pour le Québec. En 2006, 23,1 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 26,1 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 24,8 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 3,2 milliards de dollars en 2007 (perspectives), soit une diminution de 2 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007, ces investissements ont chuté de 3,8 % (+0,2 % au Québec).

Investissements en immobilisations

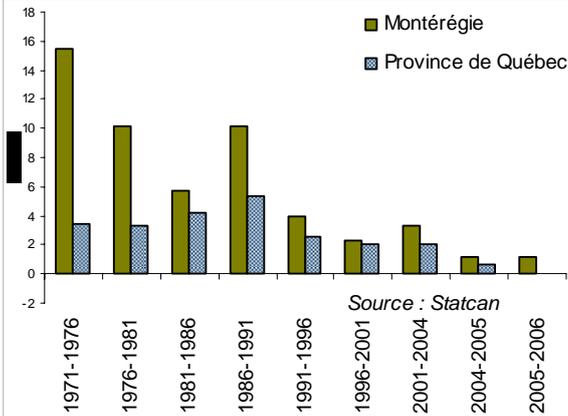
Machines et équipements



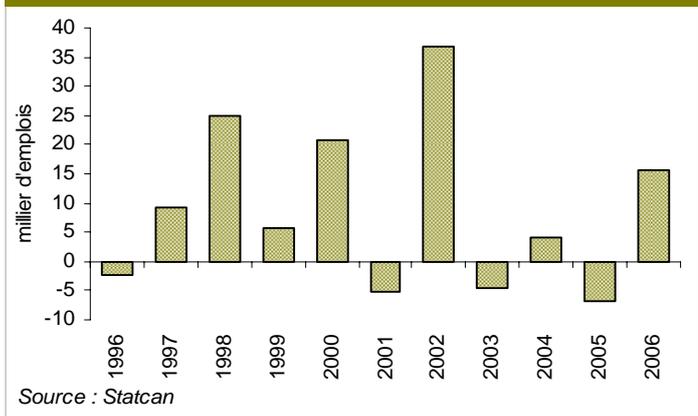
Source : Statcan, ISQ

MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



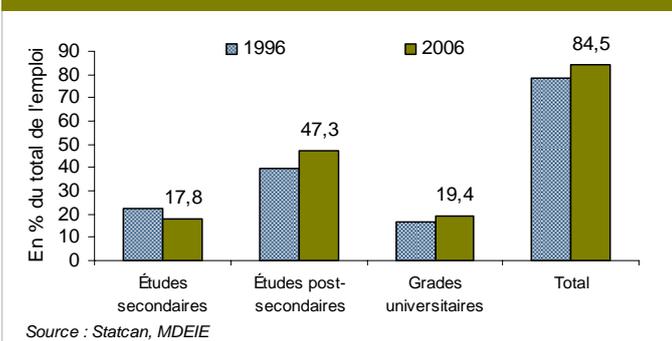
Montérégie - Création d'emplois



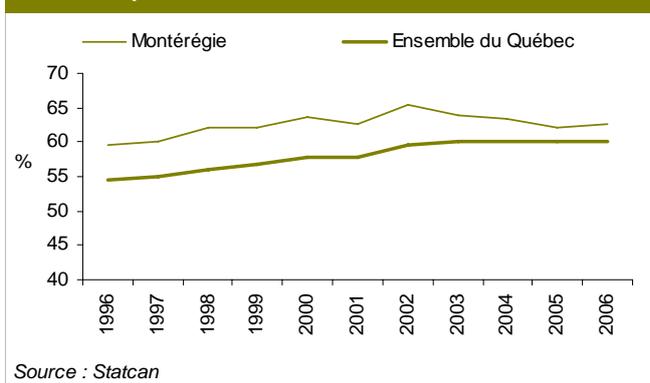
En 2006, la population de la région de la Montérégie atteignait 1 386 963 habitants, soit 18,1 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une hausse de 5,7 % en 2006 par rapport à 2001. L'arrivée de nouvelles personnes dans la région ainsi qu'un nombre de naissances plus élevé que le nombre de décès contribuent à cette croissance démographique.

Après une diminution de 1 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région de la Montérégie s'établissait à 695 500 en 2006, soit une augmentation de 2,3 % depuis 2005. L'augmentation du nombre d'emplois à temps plein (+ 3,6 %) contribue principalement à l'augmentation de l'emploi étant donné que le nombre d'emploi à temps partiel a diminué (- 3,4 %). Bien que le taux d'emploi de la région de la Montérégie ait baissé depuis 2002 (- 4 %), celui-ci reste supérieur à la moyenne québécoise (62,7 % comparativement à 60,2 %).

Montérégie - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006



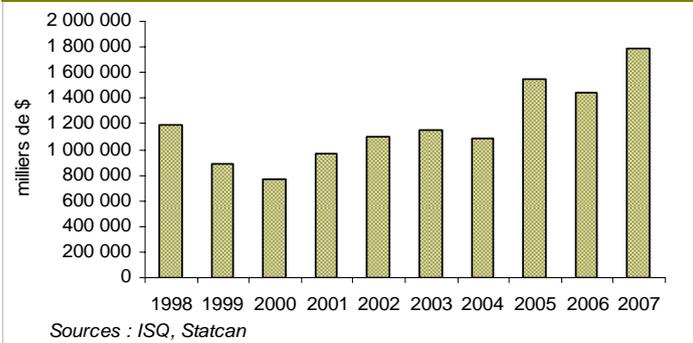
Taux d'emploi



INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

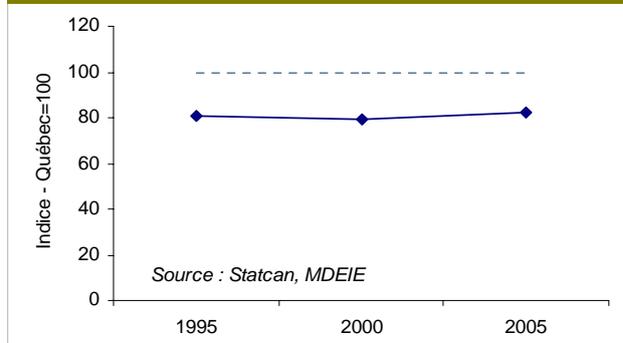
Montérégie

Immobilisations du secteur public



Montérégie

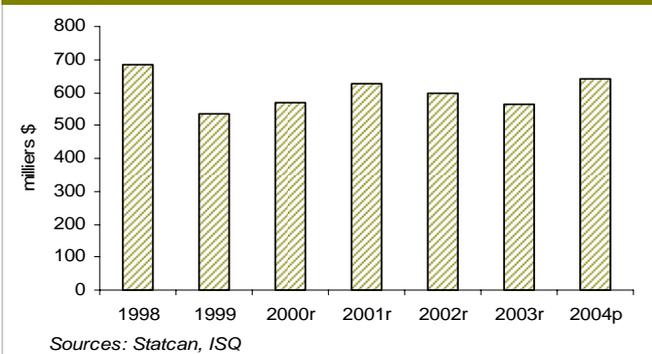
Rapport de dépendance économique



Les dépenses en immobilisation du secteur public, se sont chiffrées à 1,8 milliards de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 24,5 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont progressé de 63,6 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de la région Montérégie dépendent moins des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 16,62 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION

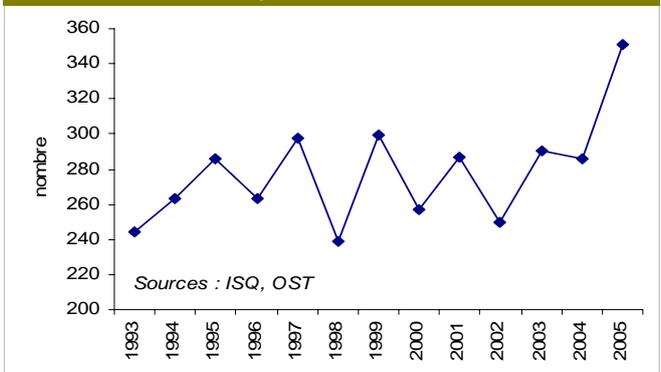
Montérégie - Dépenses totales de R-D intra-muros industrielle, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros industrielle



Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises de la Montérégie se chiffrent à 657,9 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 15,3 % de l'ensemble des dépenses de R-D industrielle du Québec. Les dépenses intra-muros de R-D industrielle de la région ont augmenté, entre 2000 et 2003, de 32,1 %, comparativement à une hausse de 14 % dans l'ensemble du Québec.

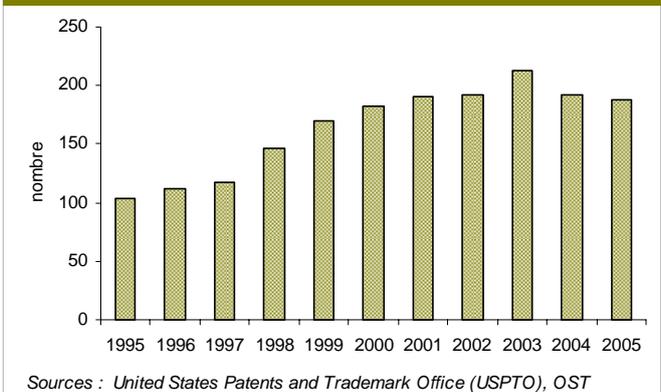
Montérégie

Publications scientifiques



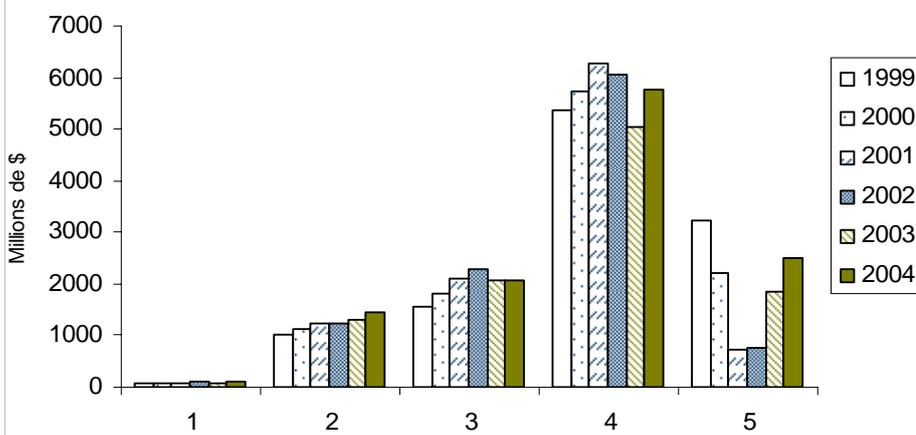
Montérégie

Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Montérégie Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

La région de la Montérégie a exporté des biens d'une valeur de 11,9 milliard de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 17,9 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a progressé de 14,8 % comparativement à 2003. 897 des 1553 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région de la Montérégie (79,6 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

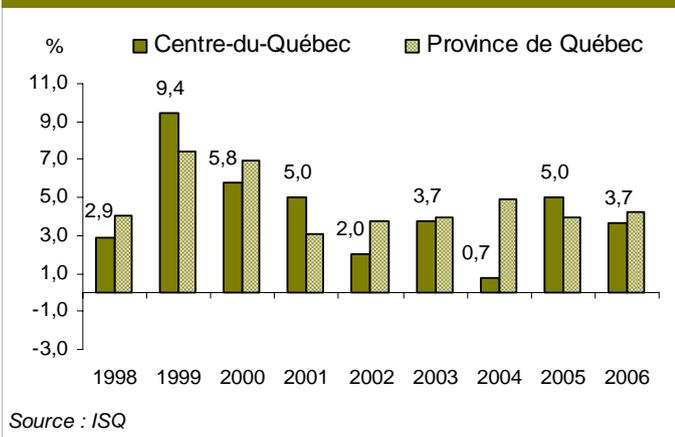
Montérégie - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	1 046,20	986,5	996,7	959,2	985,7	982,3	1 073,30
Japon	88,2	98	113,9	125,3	108,6	250,3	367,4
Mexique	11,4	17,5	21,3	18,8	25,1	49,9	42,5
Amérique du Sud	95,1	83,6	64	76,1	82,7	61,3	63,8
États-Unis	9 639,00	9 572,80	9 200,30	8 510,90	8 444,00	8 398,30	9 456,60
Autres	378,7	475,1	563,1	750,9	794,9	598,6	871

Sources : Statcan, ISQ

17 - CENTRE-DU-QUÉBEC

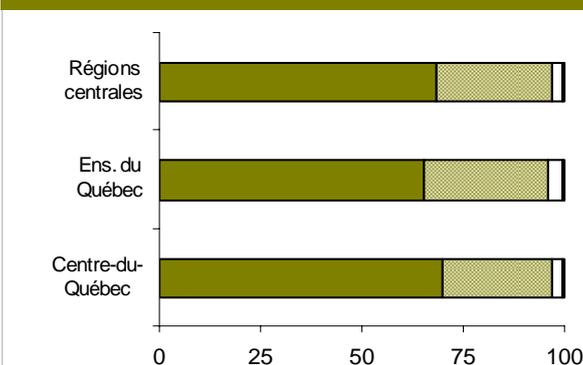
Croissance économique



En 2006, la croissance économique du Centre-du-Québec a ralenti et s'est située en deçà de la moyenne québécoise. Le PIB (nominal) aux prix de base du Centre-du-Québec atteint 7,3 milliards de dollars, soit 2,8 % du PIB québécois. En 2006, le PIB de la région a augmenté de 3,7 % en comparaison de la hausse de 5 % en 2005. La région a affiché un taux de croissance annuel moyen de 3 % entre 2001 et 2006.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2006 (nombre d'employés)



	Centre-du-Québec	Ens. du Québec	Régions centrales
■ 200 et plus	0,5	0,8	0,5
□ 50 à 199	2,7	3,4	2,7
▨ 5 à 49	27	30,7	28,3
■ 1 à 4	69,8	65,2	68,4

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

Les établissements de 1 à 4 employés sont proportionnellement plus nombreux dans le Centre-du-Québec, comparativement à l'ensemble du Québec et la moyenne des régions centrales, avec une part de 69,8 % en 2006, comparativement à 65,2 % pour la moyenne québécoise.

Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscaminque, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

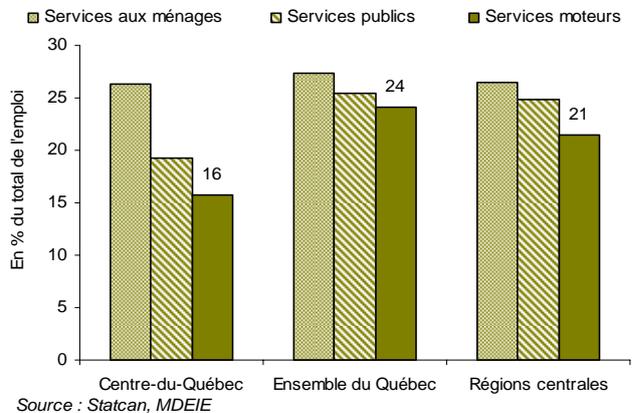
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
17 Centre-du-Québec	37,8
311 Aliments	22,8
313 Usines de textiles	38,1
314 Usines de produits textiles	44,7
315 Vêtements	46,7
321 Produits en bois	36,6
322 Papier	38,8
323 Impression et act. connexes de soutien	59,8
324 Produits du pétrole et du charbon	29,2
325 Produits chimiques	35,1
326 Produits en caoutchouc et en plastique	49,3
327 Produits minéraux non métalliques	55,4
332 Produits métalliques	46,5
333 Machines	49,1
334 Produits informatiques et électroniques	65,3
336 Matériel de transport	41,0
337 Meubles et produits connexes	54,3
339 Activités diverses de fabrication	46,0

Source : Statcan, ISQ

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières utilise des données de 2003. Ce tableau sera révisé dans l'édition 2008 de l'Indicateur afin de mieux refléter l'évolution structurelle du secteur manufacturier des régions administratives et d'utiliser des données de 2007.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2006



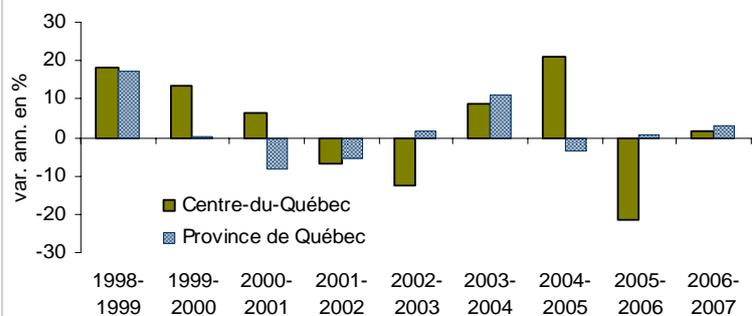
Les **services aux ménages** regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les **services publics** comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, l'administration publique ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les **services moteurs** incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

L'économie de la région du Centre-du-Québec est orientée vers les activités industrielles du secteur secondaire. La région du Centre-du-Québec affiche un rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de 37,8 %, ex-æquo avec la région des Laurentides et la région du Bas-Saint-Laurent comparativement à une moyenne québécoise de 38,8 %. En 2006, 23,1 % de l'emploi total est relié aux services publics (25,5 % au Québec), 26,3 % est relié aux services des ménages (27,3 % au Québec) et 15,7 % est relié aux services moteurs (24 % au Québec).

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements en machines et équipements du secteur privé, se sont chiffrés à 463 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 1,6 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007, ces investissements ont chuté de 3,4 % (+0,2 % au Québec).

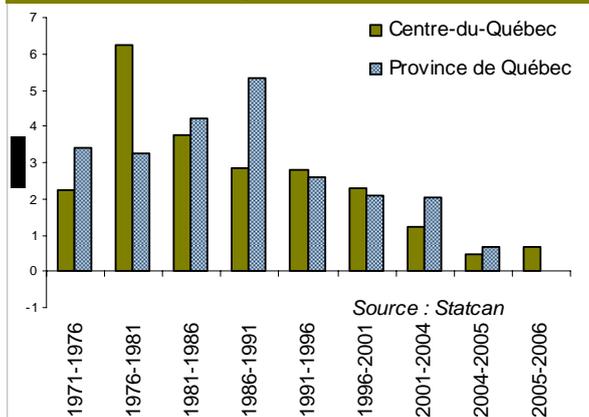
Investissements en immobilisations Machines et équipements



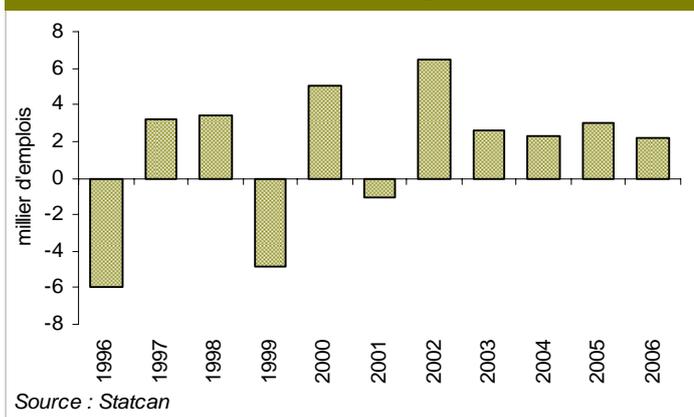
Source : Statcan, ISQ

MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



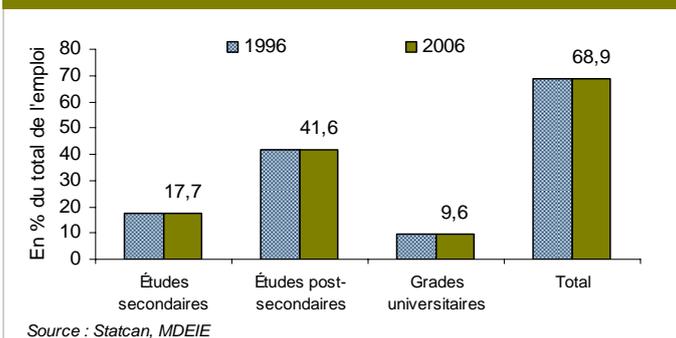
Centre-du-Québec - Création d'emplois



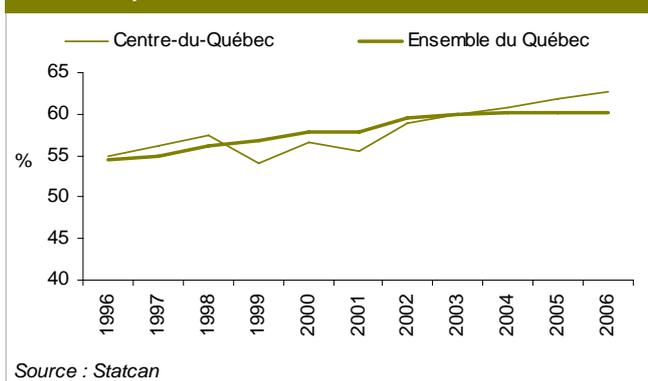
En 2006, la population de la région du Centre-du-Québec atteignait 228 099 habitants, soit 0,7 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une hausse de 2,4 % en 2006 par rapport à 2001. L'arrivée de nouvelles personnes dans la région ainsi qu'un nombre de naissances plus élevé que le nombre de décès contribuent à cette croissance démographique.

Après une diminution de 2,7 % en 2005, le nombre d'emplois dans la région du Centre-du-Québec s'établissait à 115 000 en 2006, soit une augmentation de 2 % depuis 2005. L'augmentation du nombre d'emplois à temps plein (+ 2,4 %) contribue principalement à l'augmentation de l'emploi. Le taux d'emploi de la région du Centre-du-Québec a augmenté de 10,6 % depuis 2000 et demeure supérieur à la moyenne québécoise en 2006 (62,6 % comparativement à 60,2 %).

Centre-du-Québec - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1996-2006



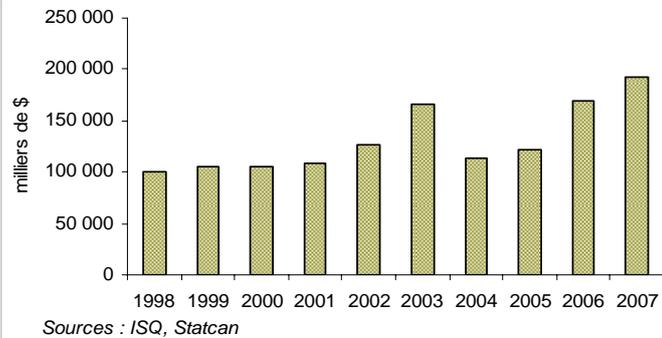
Taux d'emploi



INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

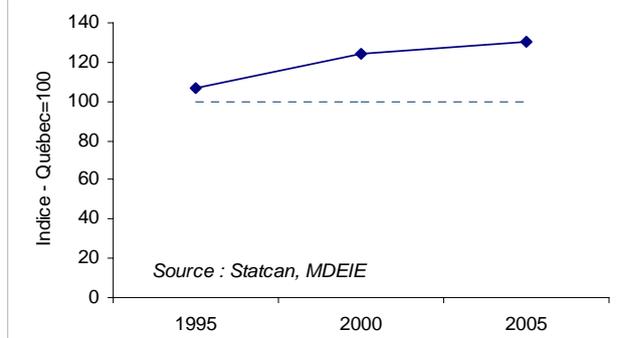
Centre-du-Québec

Immobilisations du secteur public



Centre-du-Québec

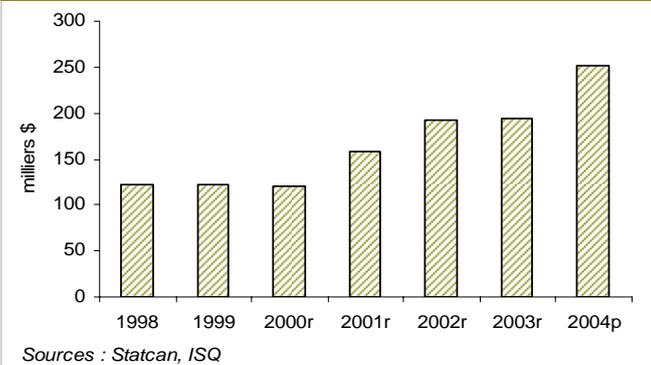
Rapport de dépendance économique



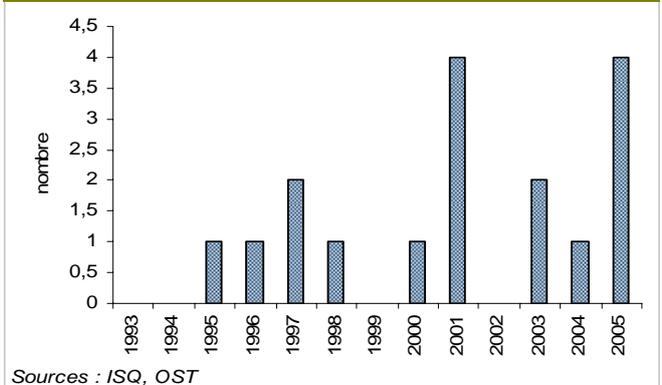
Les dépenses en immobilisation du secteur public, se sont chiffrées à 284 millions de dollars en 2007 (perspectives), soit une augmentation de 8,2 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont progressé de 74,3 % depuis 2002 (+59,6 % au Québec). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, le Bas-Saint-Laurent est la région, après la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, qui dépend le plus des transferts gouvernementaux comme source de revenu. En 2005 les habitants ont reçu en moyenne 31,45 \$ en transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement aux 20,14 \$ reçus en moyenne dans l'ensemble du Québec.

R-D ET INNOVATION

Centre-Du-Québec - Dépenses totales de R-D intra-muros industrielle, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros industrielle

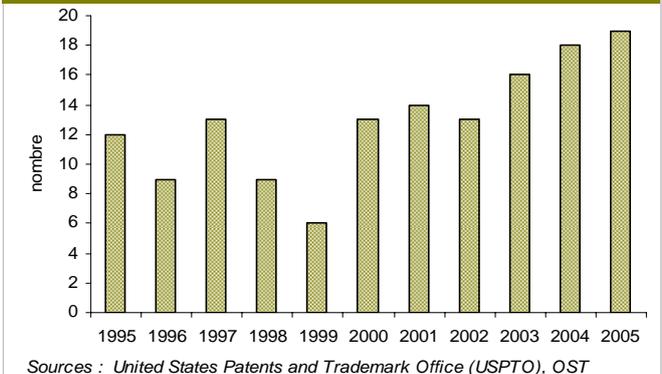


Centre-Du-Québec Publications scientifiques



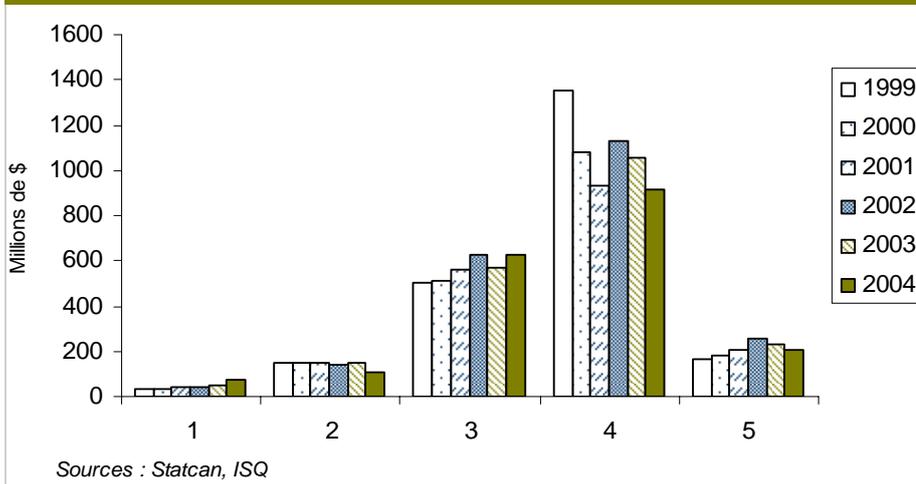
Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielle des entreprises du Centre-du-Québec s'élèvent à 49,4 millions de dollars en 2004 (donnée la plus récente), selon une estimation préliminaire de l'ISQ, soit 1,1 % de l'ensemble des dépenses de R-D industrielle du Québec. Les dépenses de la région dans ce domaine est la même qu'en 2003.

Centre-du-Québec Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Centre-du-Québec Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



La région du Centre-Du-Québec a exporté des biens d'une valeur de 1,9 milliard de dollars en 2004 (donnée la plus récente), soit 2,9 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a baissé de 5,5 % comparativement à 2003. 227 des 338 établissements exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région du Centre-Du-Québec (85,4 %).

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz; Services publics; Construction.

Groupe 2 : Aliments; Boissons et produits du tabac; Usines de textiles; Usines de produits textiles; Vêtements; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois; Papier; Impression et activités connexes de soutien; Produits du pétrole et du charbon; Produits chimiques; Produits en caoutchouc et en plastique; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux; Fabrication de produits métalliques; Machinerie; Produits informatiques et électroniques; Produits, appareils et composants électroniques; matériel de transport; Meubles et produits connexes; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros; Commerce de détail; Transport et entreposage; Information et industries culturelles; Finance et assurances; Services aux entreprises; Autres (code SCIAN # 61-91)

Centre-du-Québec - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe	207,9	184,5	190,5	161,5	162,8	140,9	135
Japon	10,6	7,8	10,9	12,6	7,3	16,2	8,3
États-Unis	1 642,20	1 935,40	1 651,80	1 609,50	1 896,60	1 757,40	1 655,00
Autres	53,8 x		36,9	36,9	48,5	65,5	70,8

Sources : Statcan, ISQ

CONCLUSION

La Fédération des chambres de commerce a défini un Québec gagnant en fonction de l'accomplissement de quatre objectifs (voir encadré). L'analyse qui précède permet de conclure sur la direction prise par l'économie du Québec quant à ces objectifs et d'orienter conséquemment les priorités d'action de la FCCQ pour les mois à venir.

Parallèlement à l'évolution de ces quatre objectifs, le niveau de vie est ici considéré comme l'indicateur ultime qui nous permet d'évaluer la progression du Québec vers un Québec gagnant. En effet, le niveau de vie dépend directement de la croissance de la productivité et est mesuré par le PIB réel par habitant. Sa mesure concilie le développement économique et le développement social ; il est donc garant de notre capacité de croître.

4 objectifs pour un Québec gagnant

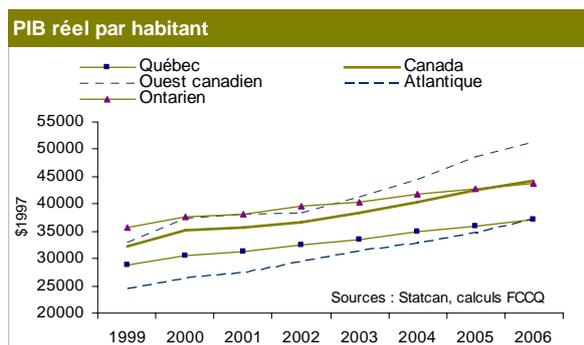
Objectif 1 - Intégrer l'ensemble des régions dans une logique de croissance et conjuguer avec toute la diversité et la complémentarité de chacune de ces régions, pour une création de richesse dans l'ensemble du Québec

Objectif 2 - Réinspirer la croissance économique au Québec, en cultivant l'entrepreneuriat et en augmentant la capacité des entreprises de croître

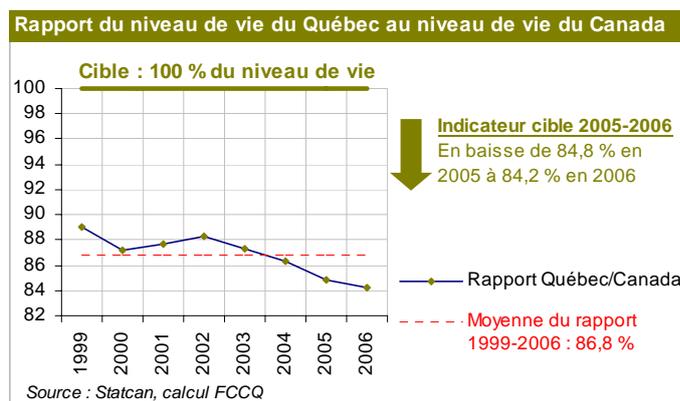
Objectif 3 - Une structure industrielle engagée dans une croissance globale de création de valeur et positionnant le Québec dans les flux de la mondialisation

Objectif 4 - Une productivité accrue supérieure à la moyenne canadienne, afin de procurer au Québec les moyens d'investir dans une croissance durable

ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE (PIB réel par habitant)



En 2006, la croissance économique de l'ensemble du Québec a ralenti comparativement à 2005. Par conséquent, le PIB réel par habitant, qui mesure le niveau de vie des québécois, a enregistré en 2006, une hausse de 3,1 % comparativement à la hausse de 3,4 % enregistrée en 2005. Entre 1999 et 2006, le niveau de vie des québécois a progressé de 29 %, soit une progression annuelle moyenne de 4,3 %. La croissance économique par habitant au Québec en 2006 a été inférieure à la moyenne canadienne (3,9 %), mais supérieure à celle de l'Ontario (2,4 %). La hausse des prix des produits pétroliers et du gaz, l'appréciation du dollar ainsi que les difficultés du secteur manufacturier ont contribué à ralentir la croissance économique du Québec. Cependant, la progression des dépenses des consommateurs ainsi que leur confiance dans le marché résidentiel ont continué à la soutenir.



D'ailleurs, le PIB réel par habitant a continué de progresser en 2005 et 2006 bien que le niveau de vie des Québécois augmente moins rapidement que celui de l'ensemble des Canadiens. La moyenne

canadienne du niveau de vie demeure la cible retenue par la FCCQ.

En 2006, le rapport Québec-Canada a diminué comparativement à 2005 de 60 points de base pour atteindre 84,2 %.

Objectif 1 - Intégrer l'ensemble des régions dans une logique de croissance et conjuguer avec toute la diversité et la complémentarité de chacune de ces régions, pour une création de richesse dans l'ensemble du Québec

- Les inégalités entre les régions au niveau du revenu disponible par habitant sont symptomatiques des différentiels de la productivité entre les économies régionales et d'une sous-utilisation du potentiel industriel pour certaines d'entre-elles. L'inégalité entre les régions au niveau de l'efficacité des systèmes de production et du dynamisme économique est défavorable à la croissance de l'ensemble du Québec car elle limite les relations interrégionales et les effets de synergie possibles sur la consolidation du tissu industriel de l'ensemble du Québec.
- Le Québec a tout à gagner en travaillant sur une plus grande cohésion économique entre ces régions, en limitant l'effet patchwork de zones économiques spécialisées mais peu interreliées. Cela sera favorable au dynamisme économique de l'ensemble du Québec.

Objectif 2 - Réinspirer la croissance économique au Québec, en cultivant l'entrepreneuriat et en augmentant la capacité des entreprises de croître

- L'entreprise québécoise manifeste des difficultés à croître dans un contexte où l'instabilité et l'incertitude reliées à l'intensification de la concurrence mondiale l'invitent à s'assurer d'une certaine taille critique. Les principaux facteurs explicatifs reconnus par les gens d'affaires sont : (1) une culture entrepreneuriale trop peu animée par la prise de risque et insuffisamment soutenue par la planification d'une stratégie de croissance, (2) les difficultés au financement, (3) la lourdeur du fardeau fiscal ainsi que (4) l'immobilisme ambiant du Québec, caractérisé par une séparation non fondée entre le développement économique et le développement durable et envoyant l'image d'une attitude d'affaires négative, elle-même pénalisante pour la flamme entrepreneuriale de la province.

Objectif 3 - Une structure industrielle engagée dans une croissance globale de création de valeur et positionnant le Québec dans les flux de la mondialisation

- La base manufacturière de l'économie québécoise souffre d'une compétitivité prix essoufflée avec l'appréciation du dollar et la concurrence des pays en émergence, mais aussi d'une **réorientation encore peu engagée de la production manufacturière vers davantage de création de valeur ajoutée**. La valeur ajoutée manufacturière est tributaire de quelques secteurs clé¹. Les entreprises du secteur de la fabrication n'investissent pas suffisamment en machines et équipements et dans la modernisation de leurs processus de production.
- La production manufacturière traditionnelle doit laisser toute la place à une fabrication inscrite dans un processus continue d'innovation. Cette résolution doit s'asseoir sur une culture entrepreneuriale renouvelée et sur la gouvernance d'un système d'innovation ciblant la commercialisation de nouveaux produits et de nouveaux marchés. Alors que le Québec perd du terrain sur le plan des exportations, **la remontée du système de production dans la chaîne de valeur contribuera également à un regain de compétitivité pour les exportateurs**

¹ 50 % de la valeur ajoutée manufacturière du Québec est concentrée dans les industries de la première transformation des métaux, de la fabrication de matériel de transport, des produits chimiques, des aliments, du papier et des produits du pétrole et du charbon

québécois et l'assurance de leur meilleure intégration au flux de la mondialisation.

Objectif 4 - Une productivité accrue supérieure à la moyenne canadienne, afin de procurer au Québec les moyens d'investir dans une croissance durable

- La productivité québécoise reste faible par rapport au reste du Canada. Dans un contexte où le jeu concurrentiel est de plus en plus serré, il est impératif pour la compétitivité du Québec de réduire les écarts de productivité. Les investissements en capital physique et humain constituent la pierre angulaire de cet objectif. Les entreprises doivent bénéficier d'une capacité de financement supérieure et s'assurer de la qualité des projets d'investissements.
- L'adéquation et la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée est l'enjeu le plus exigeant dans l'objectif d'augmenter l'efficacité globale de l'économie
- Le gouvernement doit participer à cet objectif en s'engageant dans une véritable réforme de l'État. Une transformation drastique de l'état est un impératif à l'augmentation de la productivité afin de desserrer l'étau fiscal et permettre au gouvernement, dans un rôle de facilitateur, de concentrer l'application des budgets publics sur des postes de dépenses d'avenir. Parmi ces dépenses d'avenir mentionnons l'importance des investissements pour l'augmentation du potentiel de production électrique afin de répondre à l'enjeu fondamental qu'est celui de la sécurité énergétique.

555, boul. René-Lévesque Ouest, 19^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1B1
t. 514 844-9571 - f. 514 844-0226

fccq.ca